

Plenumvergadering

van

DONDERDAG 6 FEBRUARI 2025

Voormiddag

Séance plénière

du

JEUDI 6 FÉVRIER 2025

Matin

De vergadering wordt geopend om 05.25 uur en voorgezeten door de heer Peter De Roover, voorzitter.
La séance est ouverte à 05 h 25 et présidée par M. Peter De Roover, président.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Maxime Prévot, Jean-Luc Crucke, Vanessa Matz, Rob Beenders.

01 Hervatting van de bespreking van de verklaring van de regering

01 Reprise est de la discussion de la déclaration du gouvernement

Wij hervatten de bespreking van de verklaring van de regering. **(20/1)**
Nous reprenons la discussion de la déclaration du gouvernement. **(20/1)**

Je donne la parole à Mme Tourneur, qui va prendre un peu de temps pour s'exprimer sans être interrompue.

01.01 Aurore Tourneur (Les Engagés): Monsieur le président, j'ai trié parmi les choses que je tenais à dire, puisque plusieurs sujets ont déjà été abordés par mes collègues.

Parmi les marqueurs forts de cet accord de gouvernement, nous allons garantir plus de flexibilité et d'équilibre pour concilier la vie professionnelle et la vie privée. L'annualisation du temps de travail permettra ainsi aux travailleurs d'adapter leurs horaires aux besoins de leur famille. Nous introduisons aussi un sac à dos familial pour offrir un crédit de jours de congé à utiliser en cas de besoin en vue de la garde d'un enfant malade ou d'une naissance.

Augmenter la qualité de vie de chacun implique aussi de penser aux familles et de corriger certaines injustices du système actuel. C'est pourquoi nous allons renforcer le pouvoir du Service des créances alimentaires (SECAL), en rendant possible la ponction directe sur le salaire du parent défaillant et en permettant à tous les parents d'y avoir recours, pour garantir que toutes les pensions alimentaires seront effectivement payées. Cela garantit que les parents solo ne seront pas plongés dans la précarité à cause de la mauvaise volonté de certains.

Nous avons aussi introduit le droit au rebond, que nous portons depuis de nombreuses années et qui permettra enfin à des personnes qui souhaitent quitter leur emploi de démissionner sans perdre leur droit aux allocations de chômage.

Nous étudierons la possibilité de mettre en place le "télétravail" afin de mieux valoriser le temps de déplacement dans le train et de favoriser le *shift* modal. Ce sont des avancées concrètes et humaines, qui permettront à chacun d'articuler ses obligations personnelles et professionnelles.

Plus proche de chez nous, il y a urgence à renforcer les pouvoirs locaux. Je le sais particulièrement bien en tant que bourgmestre, nos communes sont les premiers acteurs de proximité et garantissent quotidiennement des services publics de qualité à nos concitoyens. C'est pourquoi il me semble essentiel que nous ayons obtenu des compensations importantes pour soutenir les pouvoirs locaux en allégeant leurs charges financières sur les pensions et en relevant les défis nouveaux qu'attendent les CPAS. Un milliard d'euros sera consacré au refinancement pour mieux accompagner les citoyens dans

leur parcours vers l'emploi et l'inclusion sociale. De plus, le fédéral assumera davantage ses responsabilités dans le financement des zones de secours et de police. Franchement, je ne peux que m'en réjouir!

Il est également urgent de s'engager dans une transformation numérique ambitieuse pour moderniser notre pays. D'ici 2030, tous les services publics devront proposer des démarches numérisées, mais – et Mme la ministre l'a dit tout à l'heure – il importe à nos yeux qu'une alternative non numérique soit rendue disponible pour ceux qui en ont besoin. Afin de mieux encadrer les activités numériques, nous allons réguler celle des influenceurs et mettre en place un service de certification des comptes en ligne pour lutter contre l'anonymat en ligne, lequel permet trop souvent de violer la loi en toute impunité.

Enfin, il y a urgence à prendre des mesures de sobriété politique. Les efforts auxquels les citoyens vont être invités imposent aussi que des efforts soient demandés au monde politique. Pendant trop longtemps, il ne s'est pas imposé ce qu'il imposait aux autres. Donc, les dotations de parti seront diminuées de 10 %; les coûts liés aux cabinets ministériels réduits de 30 %; vous aurez remarqué qu'il n'y a aucun secrétaire d'État; et les indemnités de départ des députés seront à l'avenir limitées à 52 semaines.

Les urgences sont multiples. C'est pourquoi nous allons agir avec nuance, ambition et responsabilité. Nous nous engageons à porter haut nos valeurs humaines et réformatrices. Nos trois ministres auront à cœur de défendre avec détermination ce projet de société – un projet de société qui est équilibré et qui allie en même temps responsabilité budgétaire, progrès social et justice fiscale.

Nous serons les garants d'une gouvernance transparente, efficace et tournée vers l'avenir. Nos citoyens attendent de nous des actes et non des postures, et nous serons à la hauteur de la confiance qu'ils nous accordent. Pendant trop longtemps, le gouvernement précédent a été marqué par l'immobilisme, des compromis tièdes et des décisions laissées aux suivants.

Nous soutenons ce gouvernement car il est temps d'avancer, de remettre notre pays sur les rails du progrès, du respect et de l'équilibre.

D'aucuns se sont offusqués de la présence trop faible de femmes dans l'exécutif, mais je vous affirme que vous pourrez tous compter sur des femmes déterminées dans cette Assemblée. Notre pugnacité aura raison de toutes les difficultés que nous rencontrerons.

Sans aucune surprise et heureux de l'accord trouvé, notre groupe politique accordera sa confiance à ce gouvernement.

Le **président**: La parole est à Mme Maouane.

01.02 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Madame Tourneur, je me permets de rebondir sur la place des femmes car ce gouvernement prétend œuvrer pour l'égalité et je vous sais attentive à l'égalité entre les hommes et les femmes. À la lecture du texte, notamment pour ce qui concerne le marché du travail, je ne retrouve pas cette attention.

Par exemple, pour ce qui est de la réforme des congés, et notamment le sac à dos des congés attaché à chaque enfant que vous avez mentionné, j'estime que c'est peu clair, si flou qu'il est impossible à ce stade d'en mesurer les effets concrets. Par contre, on sait que la flexibilisation du temps de travail pèsera lourdement sur les épaules des femmes et en particulier sur celles des familles monoparentales dont 86 % sont des mamans.

Pourriez-vous me donner davantage de précisions sur le sac à dos dans un souci de concilier la vie privée et la vie professionnelle en évitant de fragiliser davantage celles qui portent déjà la charge?

01.03 Aurore Tourneur (Les Engagés): En effet, cela fait des années que les partenaires sociaux sont demandeurs de ce sac à dos familial. On a voulu un modèle progressiste pour simplifier l'arrêt et le réformer positivement. On imagine toute une série de congés comme le congé grand-parental qui permet aux grands-parents de s'occuper de leurs petits-enfants et à ces derniers de profiter de leurs grands-parents. Cela permet aussi, indirectement, d'augmenter le taux d'emploi des femmes, et donc d'avoir une cohérence par rapport à nos politiques régionales. Je pense à ma collègue Valérie

Lescrenier, qui a décidé de mettre en place 5 000 places supplémentaires en crèche. Cela participe d'une volonté d'être attentif aux femmes.

À la page 52, il est question de l'égalité entre les hommes et les femmes, un des principes de base notamment de la réforme des pensions. Des mesures ont été déposées sur la table et nous avons pris nos responsabilités pour impacter le moins possible les femmes. Les pensions ne sont que le reflet de la carrière professionnelle. Le taux d'emploi des femmes est encore beaucoup trop faible, il est vrai. Je pense que le taux d'emploi des femmes augmentera avec la réforme sac à dos, l'annualisation du travail permettant une meilleure flexibilité des familles recomposées, combinée à une action cohérente des Régions.

Les femmes ne veulent pas d'un système qui enferme dans la précarité. Elles veulent un marché du travail qui les rémunère à leur juste valeur.

La réforme portée par la majorité précédente, notamment l'augmentation de la condition de travail effective, a également eu un effet sur les femmes. C'est une réalité. Les carrières des femmes sont plus hachées. Elles ont plus tendance à se sacrifier dans la répartition des tâches. À nous de lutter contre cela, pour une répartition genrée plus progressiste, contre les pièges à l'emploi, et de faire en sorte que demain, les choses changent. Je pense que nous sommes ici toutes d'accord.

01.04 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Merci, monsieur le président. J'ai droit à une minute, quand même. J'ai vu que le décompte était à 40 secondes. J'ai droit à une minute, quand même.

De **voorzitter**: U hebt recht op één minuut. Die is al bijna voorbij.

01.05 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Pourquoi cela n'affiche-t-il que 30 secondes? Je n'ai pas parlé une minute. Voilà, merci.

Je disais, je vois la volonté et je ne peux que la partager. Je peux vous suivre jusqu'à un certain point. Mais, je le disais, pour moi, il est compliqué d'en voir les effets concrets. À ce stade, je vois surtout aujourd'hui que les femmes, dans leur carrière, sont fragilisées. Les femmes, dans leur pension, sont fragilisées.

Je vois, en fait, des politiques qui frappent les femmes à toutes les étapes de leur vie, sur le marché du travail, dans leur retraite, dans leur fiscalité, dans leur vie familiale. Cela pèse sur elles. Je ne vois pas, aujourd'hui, comment, concrètement, on arrive à les soulager et à répondre à leurs interrogations. Merci.

01.06 Vanessa Matz, ministre: Juste une petite précision.

Pour le sac à dos dont Mme Tourneur vient de parler, nous laissons les partenaires sociaux faire les arbitrages nécessaires sur les besoins. C'est une première chose.

La deuxième chose, c'est que l'accord de gouvernement a une attention particulière pour des mesures pour les familles monoparentales. Cela y figure clairement.

Troisième chose par rapport aux femmes, une réforme assez importante du système du SECAL est prévue. Les pensions alimentaires ne seront plus plafonnées. Une forme d'automatisation est prévue, pour éviter de devoir refaire les démarches chaque fois, et pour pouvoir prélever directement à la source. Ce ne sont pas des petites choses.

Vous savez, comme moi, que ces systèmes doivent être améliorés et que ce sont malheureusement les femmes qui en sont les principales bénéficiaires.

01.07 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Merci, madame la ministre. Je l'ai dit, je comprends l'intention et je peux vous suivre jusqu'à un certain point. Mais malheureusement, selon moi, le constat est sans appel.

Vous vantez – pas ici, mais dans l'accord de gouvernement – la hausse de la quotité exemptée d'impôt. Qui en bénéficie le plus? Ce sont les hommes. Vous vantez la suppression de la cotisation spéciale de

sécurité sociale, qui accentue encore cet écart entre les femmes et les hommes. Vous supprimez aussi progressivement le quotient conjugal, sans compensation. Ce sont surtout les veuves et les personnes âgées qui en font les frais.

Je vois bien l'intention de prétendre à une égalité entre les femmes et les hommes, mais malheureusement, les mesures mises en place, telles qu'elles sont écrites, ne permettent pas d'y arriver. Je vous encourage à faire mieux. Nous serons extrêmement attentives là-dessus.

01.08 Patrick Prévot (PS): Monsieur le président, faites-vous preuve d'un peu de flexibilité? J'ai deux questions sur deux thématiques différentes. Puis-je déborder un peu de mes deux minutes ou dois-je prendre mes deux minutes séparément?

De **voorzitter**: Ik zou voorstellen dat u gecondenseerder praat.

01.09 Patrick Prévot (PS): Madame la cheffe de groupe, votre baptême du feu est presque terminé. J'aurais encore deux petites questions sur des thématiques qui nous tiennent à cœur. Je pense que mon groupe m'autorise à intervenir. La nature ayant horreur du vide, je vais quand même me permettre ces deux petites interventions.

Je ne vais pas revenir longuement sur le débat IVG. J'ai déjà pu m'exprimer à ce sujet tout à l'heure, notamment auprès de M. Piedboeuf. Mais simplement une chose: ce consensus IVG qui pourrait sortir, pensez-vous qu'il s'agisse là d'un mauvais accord? Comme celui qui nous avait été présenté il y a quelques mois, lorsque M. Mahdi était sorti en bureau politique en disant que les lignes rouges, c'est 14 semaines, *punt aan de lijn*.

Va-t-on vraiment rouvrir le débat avec la possibilité de pouvoir amender des textes, discuter, voir ce qu'il en est, ou allez-vous céder à un consensus de majorité là où nous avons toujours dit, de notre côté, que le consensus se trouvait dans le rapport des experts? Il se sont mis d'accord à 35 sur un consensus scientifique. On a toujours dit que les 150 personnes qui étaient dans cette Assemblée ne rassemblaient pas en leur sein plus de savoir que les 35 expertes et experts qui avaient rendu leur rapport.

Allez-vous accepter un mauvais consensus – dont les experts d'ailleurs nous disent qu'il ne fallait pas le faire – ou allez-vous vraiment laisser la possibilité d'ouvrir le débat et permettre au Parlement de s'exprimer? Voilà ma première question.

01.10 Aurore Tourneur (Les Engagés): Merci pour votre question, monsieur Prévot. Que prévoit l'accord de gouvernement? Nous poursuivons le débat sociétal sur l'interruption volontaire de grossesse sur la base du rapport du comité d'experts. Nous modifions la législation actuelle sur l'avortement après consensus au sein des partis de la majorité.

La Vivaldi n'a pas réussi à modifier le délai, donc la Vivaldi n'a pas de leçon à donner à ce propos. Mais l'accord prévoit de modifier la loi sur l'IVG. Notre position dans ce dossier n'a pas changé: nous soutenons l'allongement du délai endéans lequel une IVG peut être pratiquée. Et je peux vous assurer, monsieur Prévot, que notre volonté dans ce dossier est intacte.

Le **président**: Monsieur Prévot, vous avez la parole pour votre deuxième question.

01.11 Patrick Prévot (PS): Je commencerai par une courte réplique pour ma première question. Cela veut donc dire que les jeux sont ouverts et que nous pouvons toujours tendre vers les 18 semaines. Nous ne sommes pas sur un consensus figé de 14 semaines qui était le prérequis du cd&v, qui a systématiquement posé ce postulat pour pouvoir ouvrir des négociations. De votre côté, vous êtes disposés à discuter de ce consensus scientifique qui demande 18 semaines.

Ma deuxième question concerne toujours le volet santé. Nous avons parlé longuement d'un dossier, c'est celui qui m'a le plus meurtri à titre personnel: le remboursement des frais de logopédie. Nous savons que les débats ont été âpres au sein de de cette Assemblée. Nous avons un texte qui visait à la suppression du quotient intellectuel pour les remboursements. Nous nous sommes opposés notamment au ministre Vandembroucke, qui ne le souhaitait pas. Il voulait attendre l'étude du KCE. Au départ, on parlait de 86 de QI, 70 à partir de 2025. Or, nous avons toujours dit que le simple fait

d'instaurer un seuil était discriminatoire.

Ma question est toute simple et je vous la pose, à vous, à dessein. À la tribune à laquelle vous étiez il y a quelques minutes encore, il y a quelques mois, Mme Fonck pleurait. Elle pleurait face aux parents, aux associations de patients, en disant qu'il fallait à tout prix supprimer ce seuil de QI. La bataille des Engagés pour la suppression du seuil s'est-elle arrêtée après le départ de Mme Fonck ou avez-vous toujours la volonté de pouvoir supprimer ce seuil discriminatoire?

01.12 Aurore Tourneur (Les Engagés): En ce qui concerne la bataille de Mme Fonck, je pense que nous allons la gagner, parce qu'il est bien indiqué dans l'accord de gouvernement que la prise en charge des enfants avec un QI plus faible en logopédie va être améliorée. Donc, pour nous, c'est acquis. C'est une excellente nouvelle. En ce qui concerne l'éthique et l'IVG, nous irons plus loin que les avancées non engrangées par la Vivaldi.

01.13 Patrick Prévot (PS): J'aimerais partager votre enthousiasme sur cette bataille gagnée. La bataille sur ce dossier ne sera gagnée que le jour où ces quotas discriminatoires seront supprimés. Or, ce n'est pas ce qui est inscrit dans l'accord de gouvernement. Donc, j'entends votre volonté de pouvoir y arriver. Je vous donne une clause de rendez-vous. Malheureusement, j'ai l'impression, pour m'être heurté à M. Vandembroucke également à ce sujet pendant de nombreuses semaines, que vous n'obtiendrez pas la suppression *stricto sensu* de ce seuil discriminatoire. Les mois à venir nous apporteront évidemment une réponse beaucoup plus précise.

01.14 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mevrouw Tourneur, ik heb een vraag, omdat u me hebt getriggerd met uw mooie woorden over de arbeidsmarktparticipatie van vrouwen. In het kader van het familiekrediet is het de doelstelling om mogelijk te maken dat vrouwen meer participeren aan de arbeidsmarkt. Tegelijk moeten vrouwen kunnen terechtkomen op een arbeidsmarkt die hen verdient.

De overheid zelf is natuurlijk ook een werkgever. Zoals ik zei, hebt u mij getriggerd. Ik heb namelijk een interessante passage gevonden op pagina 71, waardoor ook collega's van cd&v en Vooruit zich aangesproken zullen voelen. In die passage gaat het over de kwalitatieve en neutrale dienstverlening van de federale overheid. "Het is de verantwoordelijkheid van de leidend ambtenaar om die kwalitatieve en neutrale dienstverlening te garanderen voor de eigen diensten. In dat kader zal de regering, na onderzoek en overleg met de leidend ambtenaren, een uniform of dresscode invoeren."

Mevrouw Tourneur, veel vrouwen van kleur dragen tegenwoordig een hoofddoek en komen maar moeilijk aan de bak op de arbeidsmarkt. Hoort een hoofddoek al dan niet bij dat uniform?

01.15 Aurore Tourneur (Les Engagés): Je n'ai pas le texte devant moi. Je propose donc que ce débat soit versé à la partie thématique, puisque les débats thématiques vont suivre juste après.

01.16 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Ik heb u heel veel krediet gegeven voor de technische vragen, maar dit is een ideologische vraag aan u, gezien uw woorden over arbeidsmarktparticipatie voor kwetsbare groepen. Het gaat over een expliciete passage die ik heb voorgelezen. U hoeft de tekst dus niet voor u te hebben, want ik heb hem voorgelezen. De vraag is bijzonder eenvoudig voor de leden van deze regering. Hoort er bij dat uniform een hoofddoek? Ja of neen? Dat heeft een heel grote impact op de arbeidsmarktparticipatie van een specifieke groep vrouwen van wie iedereen zegt dat ze meer kansen op de arbeidsmarkt moeten krijgen en meer naar participatie moeten worden geleid. Over dat eerste bestaat misschien een debat, maar over dat laatste is iedereen het eens. Kunnen zij terecht bij de federale overheid? Ja of neen? Collega's van Les Engagés, het is een vraag aan jullie, maar het is evengoed een vraag aan alle andere regeringspartijen. Wat is de afspraak hierover?

De **voorzitter**: Mevrouw Almaci, dit was al de repliek. U kunt wel een antwoord vragen, maar dat wil niet zeggen dat iemand verplicht is om dat te geven.

01.17 Barbara Pas (VB): Mijnheer de voorzitter, ik stel de afwezigheid van de premier vast, al enkele uren. Het aantal ministers wordt uitgedund. Bij een debat dat al van 10.00 uur bezig is, kan ik goed begrijpen dat er nood is aan ontspanning of rust, maar ik denk dat iedereen hier rust of ontspanning kan gebruiken.

Ofwel schorst u dus de vergadering en kan iedereen wat gaan rusten of zich ontspannen, ofwel vraag

ik dat de premier hier aanwezig is, al is het maar uit respect voor de kersverse fractievoorzitter van Vooruit die dadelijk het regeerakkoord komt verdedigen. Dat zou getuigen van elementaire beleefdheid voor hem en het Parlement. Ik denk dat u daar als Kamervoorzitter op moet toezien en de nodige stappen moet ondernemen.

De **voorzitter**: Ik vrees wel dat ik slecht nieuws heb voor u: Ecolo-Groen komt eerst nog aan de beurt. Dat duurt dus nog wel even, maar uw vraag is intussen doorgespeeld.

Ik geef het woord aan de heer Van Hecke.

01.18 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Collega's, ik wil me heel graag richten tot de eerste minister van het Koninkrijk België, maar hij is nog *zotje aan het jagen*.

Wordt mijn spreektijd stopgezet?

De **voorzitter**: Mijnheer Van Hecke, uw interventie heeft nu reeds 15 seconden geduurd.

(Na enkele ogenblikken betreedt de eerste minister het helfrond.)

De premier is zeer benieuwd naar uw vraag.

01.19 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijn excuses, mijnheer de eerste minister en mijnheer de vicepremier, dat ik u stoorde in uw boeiend kaartspel.

Mijnheer de eerste minister van het Koninkrijk België, het is een beetje wennen voor u en nog veel meer voor ons. Ik zal eerst iets vriendelijks zeggen: ik wens u oprecht te feliciteren. Het is inderdaad een huzarenstukje geweest om deze regering te vormen. Het was absoluut niet gemakkelijk en dat begrijpen wij heel goed. U bent daarin geslaagd, waarvoor proficiat! Meer bloemen zal ik niet geven, mijnheer de eerste minister.

Hoewel het na 9 juni heel eenvoudig zou zijn om een regering te vormen, heeft het wel nog lang aangesleept. Dat is evident, want toen u als formateur meteen met een N-VA-tekst kwam aandraven, wist u ook dat de weg heel lang zou worden.

Goed, het is gelukt en u hebt veel van de rechtse ideeën van de N-VA en de MR kunnen doordrukken. U hebt uw gedroomde rechtse regering, met een rechts akkoord. Proficiat.

Mijnheer de premier, het is echt wennen om u hier te zien. Mijn laatste herinnering aan u in deze Kamer was dat u daar in dat hoekje zat te kaarten. U was toen niet alleen; ik denk dat u er ook bij was, mijnheer de voorzitter. Ik weet niet wie er toen gewonnen heeft ...

De **voorzitter**: Voor de volledigheid moet u er wel aan toevoegen dat dat tijdens een pauze was.

01.20 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Het was inderdaad tijdens een pauze in de plenaire vergadering. Wie er gewonnen heeft, weet ik niet, maar in elk geval werd er geen denderend beeld van de politiek opgehangen. Mijnheer de premier, u ziet: alles komt terug in het kaartspel.

Het is ook even wennen aan de voorstellen en ideeën die in het regeerakkoord vervat zitten en aan de ministers die het akkoord moeten uitvoeren; sorry: de *mannen* die dat akkoord moeten uitvoeren of – nogmaals sorry – de *blanke* mannen die dat akkoord moeten uitvoeren. Elf van de vijftien ministers zijn mannen, vier van de vijftien ministers zijn vrouwen, ofwel 26,7 %. Dat is een regering van de vorige eeuw, niet van de 21ste eeuw. Het is een testosteronregering, en dat zien we ook aan het akkoord: flink spierballengerol. U bent heel hard voor wie ziek is, zonder werk valt, op de vlucht is; u bent heel soft voor de superrijken. Heel hard op law-and-order, maar de solidariteit wordt op vele vlakken ondermijnd.

Met deze regering gaan we een stuk terug in de tijd, terug naar de vorige eeuw. Alleen mannen in het kernkabinet, met een groot geloof in nucleaire energie, geen stappen vooruit inzake abortus en het diepe geloof dat de klimaatcrisis pas in een heel verre toekomst speelt. Mijnheer de eerste minister, ik weet wel dat u zichzelf graag conservatief noemt, maar dit akkoord gaat verder: u keert terug in de tijd,

en nog geen klein beetje.

We hebben al veel gehoord over 'de sterkste schouders'. En als ik 'sterke schouders' hoor, zie ik meteen het beeld van Sterke Jan voor mij. Als het er evenwel op aankomt de sterke schouders meer te laten bijdragen, is het afwachten wat het wordt. Geloof er nu echt iemand dat Jan Jambon met enthousiasme de allerrijksten meer zal doen betalen? Bij de socialisten gelooft blijkbaar niemand dat; alleen de premier gelooft dat.

Collega's, we hebben het de afgelopen 24 uur al vaak gehad over dat half miljard uit de meerwaarden en we zullen het er nog vaak over hebben, maar dat komt er niet. Mijnheer de minister van Financiën, die meerwaarde zal er niet komen. Dat half miljard dat ingeschreven is, zal nooit binnenkomen. Dat moeten we vaststellen na de urenlange debatten die we daarover hebben gehad. Langzaam begint men volgens mij ook bij cd&v, Les Engagés en Vooruit te beseffen dat dat half miljard er niet zal komen.

Sterke Jan zal vooral de sterke arm van de superrijken zijn in de regering. De nieuwe regering bespaart 8,2 miljard euro op mensen die een uitkering ontvangen en haalt een half miljard op bij mensen die een meerwaarde realiseren met hun vermogen. De vermogens dragen dus 16 keer minder bij dan mensen die het even moeilijk hebben of genieten van een verdiend pensioen. Dat is de realiteit. Kom niet af met het verhaal van de sterkste schouders die de zwaarste lasten dragen, want het is een fabel.

Mijnheer de premier, nog geen 24 uur nadat u uw eed had afgelegd, was het al prijs met de heer Bouchez, die we de afgelopen 24 uur overigens niet vaak hebben gezien – zijn interesse in het akkoord is blijkbaar bijzonder groot. De inkt van uw regeerakkoord was nog niet droog, of er ontstond al discussie over de meerwaardebelasting. Blijkbaar moest u eergisteren heronderhandelen en de laatste details en discussiepunten met de heer Bouchez bespreken, terwijl u op dat moment eigenlijk hier had moeten zijn om uw speech te geven. Wat de bijdrage van 500 miljoen van de sterkste schouders betreft, bent u teruggefloten door de MR. Maar voor de meer dan 8 miljard aan besparingen op de kap van mensen met een klein pensioen en mensen die tegenslag hebben, gebeurde dat niet. Blijkbaar vindt iedereen in uw regering dat normaal.

In uw voorstel schuilt trouwens een grote zwakte: de ambitie om een lastenverschuiving door te voeren van arbeid, dus lasten van mensen die hard werken en al veel belastingen betalen, naar vermogens, dus van mensen die hun geld voor zich kunnen laten werken, is zeer beperkt. Een faire bijdrage op winsten uit kapitaal om de lasten voor werkenden te verlagen, is simpelweg rechtvaardig. We kijken nu naar een tarief van 10 % met aanzienlijke vrijstellingen. Vergelijk dat eens met de roerende voorheffing van 30 % of het hoogste tarief van 50 % in de personenbelasting. In onze buurlanden betaalt men op meerwaarde 26 % tot zelfs 34 %. In België zijn we met de huidige regering nog lang niet uit de discussie of het nu 1,25 % dan wel 10 % zal zijn, naargelang van de schijven. Dat is dus de fameuze meerwaardebelasting. Als men 5 miljoen meerwaarde realiseert wanneer men meer dan 20 % aandelen in een bedrijf bezit, dan betaalt men daar 81.000 euro op. Hoeveel procent is dat? Het is 1,62 %. Dat wordt er betaald op een meerwaarde van 5 miljoen euro.

Het is dan ook terecht dat het geen meerwaardebelasting wordt genoemd. Het lag ideologisch misschien wel moeilijk bij sommigen het een meerwaardebelasting te noemen. Het is een solidariteitsbijdrage geworden.

Eerlijk gezegd, hoe langer ik erover nadenk, hoe meer ik meen dat die term terecht is. In het woord solidariteitsbijdrage zitten de woorden solidariteit en bijdrage. Dat doet me een beetje denken aan wat men geeft als er in de kerk met de schaal rondgegaan wordt. Wat kopergeld. Het doet me denken aan wat men een bedelaar toestopt aan Brussel-Centraal: een paar euro of een broodje van Panos. De solidariteitsbijdrage is voor de rijken, die miljoenen meerwaarde incasseren, een broodje van Panos. Dat kost het hun. Uw regering zit dus niet in de zakken van de superrijken, wel in de verkeerde zakken, mijnheer de eerste minister.

De meerwaardebelasting, die er amper een is, is dus de pasmunt waarmee Vooruit, cd&v en Les Engagés akkoord gingen om de zware rekening door te schuiven naar wie het veel minder breed heeft dan de multimiljonairs. De echte rekening zal betaald worden door wie ziek is, wie zijn werk verliest, wie met pensioen gaat en mensen op de vlucht. Zij betalen samen minstens 8 miljard, of 16 keer zoveel als de sterkste schouders.

Zo zullen leerkrachten langer moeten werken voor minder pensioen. Maar bedenk eens wat de consequenties zijn. Het grondige debat daarover moeten we niet alleen hier, maar ook aan de overkant voeren. Hoe wil men namelijk het beroep van leerkracht aantrekkelijker maken, de lange vacaturelijsten inkorten en de zij-instromers blijven motiveren de overstap te maken, als men dat signaal geeft aan die doelgroep? Als men een belangrijk beroep, dat in de jongste jaren minder aantrekkelijk is geworden, nog minder aantrekkelijk maakt, hoe kan men dan gemotiveerde leerkrachten aantrekken? Leg dat eens uit, minister van Pensioenen.

Collega's, de nieuwe rechtse regering zit in de verkeerde zakken! Vrouwen betalen de rekening, meer dan wie ook. Collega Meyrem Almaci heeft daarover al geïntervenieerd in het debat. De regering zal vooral de vrouwen treffen. Zij hebben vaker dan mannen een kortere loopbaan, omdat ze vaker thuisgebleven zijn om voor de kinderen of zieke ouders te zorgen. Deeltijds werk zal minder meetellen voor het pensioen dan nu het geval is. Er zijn veel meer vrouwen die deeltijds werken dan mannen. Kortere loopbanen zullen met de pensioenmalus nog sterker afgestraft worden dan nu het geval is. Dat zal vele mensen treffen, maar in de eerste plaats vrouwen, die vaker een deeltijdse carrière hebben, omdat het werk in het huishouden nog veel te vaak op hun schouders belandt. Opnieuw, de nieuwe regering zit in de verkeerde zakken.

Over abortus hoeven we van de regering ook niet veel verwachten. U kondigde een verlenging van de termijn aan, maar het akkoord betonneert alles meteen dicht, want er zal eerst een consensus moeten zijn. Toen we er daarnet vragen over stelden, werd er zelfs gezegd dat er daarover afspraken zijn gemaakt die blijkbaar breder gaan dan wat in de tekst van het regeerakkoord staat. Toch sluiten de rangen zich. Er zal een consensus moeten zijn. Dat betekent dat elk van de vijf partijen van de regering een vetorecht heeft en dat het Parlement opnieuw buitenspel wordt gezet. Vooruit is daarmee akkoord gegaan.

De **voorzitter**: De heer Matheï vraagt het woord.

01.21 Steven Matheï (cd&v): Mijnheer Van Hecke, u zegt dat men in de verkeerde zakken zit en somt van alles op. Ik mis echter iets, namelijk de fiscale hervorming. Ik weet niet of u het zich nog herinnert, maar in het vivaldiregeerakkoord stond destijds dat er een grote fiscale hervorming werd voorbereid. Uiteindelijk is er een minitaxshift gekomen.

In het huidige regeerakkoord, dat u blijkbaar niet hebt gelezen of waarover u het alleszins nog niet hebt gehad, wordt er een significante eerste stap gezet naar een grote belastinghervorming, die heel wat zal opbrengen voor onder andere de leerkrachten en de verpleegkundigen. De belastingvrije som wordt verhoogd. Als men dat combineert met de hervorming van de BBSZ, krijgt men een extra nettobedrag van 1.900 euro voor een werkend koppel of 1.200 euro voor een alleenstaande. Dat zijn toch significante bedragen. Ik wil u dus vragen hoe u dat ziet in verhouding tot wat men netto meer zou krijgen in de vivaldiregering, waarvan u deel uitmaakte.

01.22 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer Matheï, u zult zich misschien herinneren dat er heel veel is gedebatteerd over de fiscale hervorming. Ik wil daarover twee zaken zeggen. In de regering waren wij een partner voor minister Van Peteghem om de fiscale hervorming erdoor te krijgen. Ik denk dat de minister van Financiën dat zou bevestigen mocht hij hier zijn. Het zijn niet de groenen geweest die de hervorming geblokkeerd hebben. We hadden natuurlijk ook vragen en opmerkingen, maar fundamenteel waren we het erover eens. Hoe vaak is mijn collega Dieter Vanbesien in het vragenuurtje niet naar hier gekomen om aan minister Van Peteghem te zeggen hoezeer hij hem steunde om de fiscale hervorming erdoor te krijgen?

Uw bewering dat die fiscale hervorming nu in het regeerakkoord is ingeschreven, is misschien toch wat overdreven. Er zitten een aantal aspecten ervan in, maar de grote fiscale hervorming waarvoor uw minister terecht ijverde, zit er niet in. Wat wij vaststellen, is dat als men dan geld zoekt, er voor 8 miljard wordt gekeken naar de zwakke schouders, terwijl het voor de meerwaardebelasting om een half miljard gaat. Die wanverhouding probeer ik aan te klagen.

01.23 Steven Matheï (cd&v): Er lag in de vorige regering inderdaad een plan op tafel, maar weet u wat daarvan het resultaat was? Dat was een bedrag van 834 euro netto. Wij waren inderdaad partners om dat te realiseren. Wat stellen we nu echter vast met de nieuwe arizonaregering? We hebben het dan niet meer over 834 euro netto, maar wel over 1.200 tot 1.900 euro. Daar hebben wij voor gezorgd.

Nu zal de hervorming wel op tafel komen en worden gerealiseerd, en daarvan zal iedereen kunnen profiteren.

01.24 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Collega's, ik was dus bij abortus terechtgekomen en kom daar nu op terug. Ik wees op het zinnetje in het regeerakkoord dat er consensus moet zijn tussen de meerderheidspartijen om stappen vooruit te kunnen nemen. Vooruit is daarmee akkoord gegaan. Dat is dus toch wat anders dan wat er tijdens de campagne werd gezegd. Op een bepaald moment werd stormram Freya Van den Bossche immers in stelling gebracht, die het eens ging komen zeggen. De keuze was toch heel eenvoudig? Het was vooruit of achteruit. Als we dit akkoord zien, zal het echter niet vooruit zijn! Het zal stilstand zijn en dus eerder achteruit zijn! Opnieuw zal dit Parlement, als er geen consensus is, niet kunnen en mogen stemmen en beslissen. U was het daarmee eens, dus dit is een stap achteruit.

Dat er weinig vrouwen aan de onderhandelingstafel zaten, is heel duidelijk. Dat het kernkabinet nog zal corrigeren, is al helemaal een utopie met deze samenstelling uit de vorige eeuw. Dat op de foto's van de nieuwe regering de vrouwen letterlijk in de schaduw stonden, is helaas een symbool voor uw regeringsbeleid.

De maatregelen en inspanningen zijn absoluut niet in evenwicht. De cijfers zijn duidelijk: de totale inspanning die u van de bevolking vraagt, zal meer dan 23 miljard euro bedragen. De sterkste schouders zullen uiteindelijk slechts 500 miljoen bijdragen. De meerwaardebelasting waarover we het daarnet hadden, bedraagt namelijk ocharme iets meer dan 2 % van de totale inspanningen.

Dat betekent dus dat de rest van de inspanningen moet komen van besparingen op pensioenen, op uitkeringen en in de gezondheidszorg. Ook wetenschapsbeleid en ontwikkelingssamenwerking ontsnappen er echter niet aan. Met Groen in de regering werd de armoede een kwart teruggedrongen op vijf jaar tijd. We hebben dat niet alleen gedaan, maar met alle partners van Vivaldi. Dat was ongezien. Deze rechtse regering zal de armoede echter bewust weer doen toenemen.

Wat blijkt daarenboven uit de begrotingstabellen die aan het Parlement werden meegedeeld? De besparing op de welvaartsenveloppe valt veel forser uit dan eerder werd gecommuniceerd: van 1,8 naar 2,8 miljard. Wat de socialisten van Vooruit zagezegd hebben 'binnengehaald', namelijk het behoud van de index, wat toch maar een evidentie is, wordt weggevaagd door de verdwijning van de welvaartsenveloppe. Duizenden mensen komen daardoor in armoede terecht. Nu begrijp ik waarom men afgelopen zaterdag niet de definitieve teksten aan het partijcongres wilde geven. Ik weet echt niet of er nog 88 % van de Vooruitleden ja zou hebben gezegd indien ze dat hadden geweten.

Ik herhaal dat de huidige, rechtse regering overduidelijk in de verkeerde zakken zit.

Ik wil even nader ingaan op de besparingen op ontwikkelingssamenwerking. Hoe kortzichtig is dat trouwens? Defensie kan conflicten proberen op te lossen, maar met ontwikkelingssamenwerking kunnen we ook proberen ze te voorkomen. Besparen op ontwikkelingssamenwerking betekent dat minder middelen worden ingezet om preventief te werken.

De besparing van 25 %, die zoveel zou bedragen, is ongezien en kan vergaande gevolgen hebben. Goede ontwikkelingssamenwerking zorgt voor minder conflicten, voor minder armoede, voor een betere aanpassing aan de klimaatverstoring en dus ook voor minder vluchtelingen. Minder geld voor ontwikkelingssamenwerking betekent een afbouw van die belangrijke preventie. Op termijn zal de rekening oplopen. Op termijn zal minder geld voor meer conflicten zorgen, voor meer hongersnoden en voor meer armoede in het zuiden. Daarna zullen wij verwonderd zijn dat meer vluchtelingen naar hier komen.

De besparing komt in de nasleep van de drastische bezuinigingen van president Trump, die op dag een van zijn presidentschap miljarden dollars levensreddende steun schrapte. Net op dat moment verwachten wij dat België toont dat het wel blijft kiezen voor internationale samenwerking en solidariteit. Het tegendeel is echter waar: wanneer het regent in Washington, druppelt het in Brussel.

Collega's, u ziet trouwens een zware contradictie. Ontwikkelingssamenwerking, defensie en diplomatie zijn drie poten van dezelfde stoel. Collega Staf Aerts heeft daarover daarnet gesproken. Zaag één poot af en de sterke positie van België in het buitenland wordt ondermijnd. Jullie erkennen die driepoot

expliciet in het regeerakkoord. Tegelijk ondergraven jullie hem echter. Wat we misschien aan veiligheid kunnen winnen door de extra investeringen in defensie, zullen we verliezen door de toegenomen instabiliteit en het verlies van internationale bondgenootschappen en partners wereldwijd.

U ontmoedigt de solidariteit. Dat komt ook tot uiting in de fiscale maatregel om de aftrekbaarheid van giften te verminderen van 45 % naar 30 %. Geef vandaag 100 euro aan bijvoorbeeld Natuurpunt, 11.11.11, Artsen Zonder Grenzen of het Rode Kruis, maar evengoed aan de Vlaamse Volksbeweging, en u krijgt vandaag via de belastingen na een jaar 45 euro terug. Arizona maakt daar 30 euro van. Daardoor dreigen mensen minder te geven en zien organisaties een groot deel van hun werkmiddelen wegvallen. Voor hen is dat rampzalig. Collega's, zij doen dat niet voor zichzelf. Dat zijn allemaal organisaties die van onze aarde een betere wereld willen maken.

01.25 Jeroen Bergers (N-VA): Mijnheer Van Hecke, u geeft hier af op elke besparing, onder andere op de besparingen op ontwikkelingssamenwerking. Ik hoop dat u van mening bent dat het niet echt solidair is om de schulden door te schuiven naar de volgende generatie, zoals de regering deed waarvan Groen vorige legislatuur deel uitmaakte.

En dus heb ik een simpele vraag. Waar zou u dan wel besparen om onze begroting op orde te krijgen?

01.26 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Collega, ik wil daarop gerust antwoorden. Er zit ook een rode draad in mijn rede en ik kom daar straks nog even op terug.

Met betrekking tot de meerwaardebelasting heb ik al aangegeven dat dit half miljard voor ons echt peanuts is. Als men echt inspanningen wil doen – en we moeten grote inspanningen doen –, dan moet men inderdaad veel meer middelen halen bij de sterke schouders. En dat gebeurt niet. Als wij de keuze zouden hebben, zouden we meer middelen zoeken bij de sterke schouders. Dat geef ik eerlijk en duidelijk toe.

Er is nog een tweede element, ik ben er gisterenmiddag ook op ingegaan. Er is ook nog een heel goede uitdaging op het vlak van de fossiele subsidies. In ons land bedragen de fossiele subsidies ongeveer 15 à 16 miljard op jaarbasis. Als wij een goede oefening doen waar we de middelen halen, dan kijken we ook naar die fossiele subsidies.

Ik heb er al even op gealludeerd, de eerste minister heeft de voorbije dagen verklaard dat wat deze regering zal doen, eigenlijk uitvoering geven is aan aanbevelingen die de Europese Commissie ons al twintig jaar doet. Dan doelt hij waarschijnlijk op de pensioenhervormingen, en dat is terecht. Maar de Europese Commissie zegt ook al jaren dat we in België moeten werken aan die fossiele subsidies, die veel te hoog zijn. Op dat vlak geeft men niet thuis en zegt men alleen dat men het een beetje gaat onderzoeken.

01.27 Jeroen Bergers (N-VA): Mijnheer Van Hecke, ik vind het bijzonder pijnlijk om vast te stellen dat in een land met een gigantisch hoge belastingdruk, zoals België, volgens u de enige oplossing om het begrotingstekort dicht te rijden, het invoeren van extra en hogere belastingen is. Ik ben blij dat Arizona de tegenovergestelde keuze maakt en ervoor zal zorgen dat werken meer loont, door de belastingen te verlagen.

Met betrekking tot de fossiele subsidies stel ik me de vraag waarom Groen er zo hard op hamert, terwijl Groen in de vorige legislatuur heeft gerealiseerd dat er twee kerncentrales sloten om die dan te vervangen door fossiele centrales, door gascentrales.

01.28 Els Van Hoof (cd&v): Wat ontwikkelingssamenwerking betreft, hoor ik u niet graag zeggen dat we Trump achternalopen. Het regeerakkoord is heel duidelijk. Ik denk niet dat het volgende in een tekst van Trump zou staan: "We geloven in internationale solidariteit en zien ontwikkelingssamenwerking als een belangrijk en strategisch instrument en onderdeel van ons buitenlands en veiligheidsbeleid. Dit ook ten voordele van Belgische en Europese belangen."

Het kan niet duidelijker zijn. De ontwikkelingssamenwerking blijft echt wel overeind. Ik had toevallig gisteren Oxfam op bezoek. Zij werken in Congo en ze vroegen niet naar meer ontwikkelingssamenwerking, maar naar meer defensie, omdat hun mensen niet meer bij de mensen in nood geraken. Er moeten dus humanitaire corridors worden gecreëerd in Goma, ook vanuit de

luchthaven, om ervoor te zorgen dat de noden van hulpbehoevende mensen kunnen worden gelenigd door humanitaire helpers. Dat gaat hand in hand met defensie. Die 3D is een nieuw inzicht en betekent ook investeren in defensie om ervoor te zorgen dat die humanitaire toegang er komt.

Ook onder de vivaldiregering zijn we niet vooruitgegaan op het vlak van ontwikkelingssamenwerking. Integendeel, we zijn achteruitgegaan in percentage van het bnp, maar toch blijft de ontwikkelingssamenwerking overeind. Ik wil de mate waarin wij nog investeren in ontwikkelingssamenwerking gerust vergelijken met onze buurlanden. Onze partij wil dat absoluut benadrukken. Daarom wil ik u dat inzicht ook meegeven.

01.29 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mevrouw Van Hoof, ik begrijp dat het voor alle leden die ontwikkelingssamenwerking een warm hart toedragen pijnlijk is om te lezen dat er 25 % bespaard zal worden, maar inderdaad, bij Trump is het ietsje heviger. Die besparing van 25 % is historisch, want voor het eerst in 20 of 30 jaar wordt de doelstelling van 0,7 % verlaten of is dat zelfs geen doelstelling meer. In plaats van te proberen te streven naar die 0,7 %, zegt de regering gewoon dat er 25 % af gaat. Dat is heel pijnlijk.

01.30 Els Van Hoof (cd&v): Mijnheer Van Hecke, de 0,7 % zal niet uit de wet worden geschrapt. De wet die de 0,7 % vastlegt, blijft bestaan. Ook met deelname van uw partij, in de voorgaande regering, hebben we dat doel echter niet gehaald. Daarin moet u eerlijk zijn. Het blijft een streven, maar slechts weinig landen bereiken dat. Onder ons zal ontwikkelingssamenwerking niet geschrapt worden. Dat staat met zoveel woorden in het regeerakkoord.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Hecke, u krijgt het woord om uw betoog voort te zetten.

01.31 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Collega's, de wereld staat in brand, zelfs letterlijk, zoals we in de afgelopen weken en maanden zagen op tv, met branden in Californië en overstromingen in Spanje. De lijst is aanzienlijk. Die nieuwsberichten hebben de onderhandelaars allicht gemist, want klimaat en milieu is absoluut geen prioriteit voor deze regering. Na de groenste regering onder Vivaldi vallen we terug op een fossiele regering van de vorige eeuw. Heel veel initiatieven van de voorgaande regering worden teruggedraaid, ook al werden die initiatieven stevig ondersteund door onze voormalige coalitiepartners.

Als voorbeeld noem ik de elektrificatie van de salariswagens. Deze regering zet de lijn van de vorige regering stop, ook al bracht die maatregel de meeste winst inzake CO₂-uitstoot met zich mee. Deze regering stelt die maatregel verder uit. Men durft gewoonweg geen grote fiscale hervorming door te voeren waarbij mensen worden uitbetaald in loon in plaats van in auto's. Dat is de realiteit.

Nog een voorbeeld is de energiestrategie. Er wordt inderdaad over kernenergie gesproken, maar de meerderheid vertraagt ook de bouw van windparken op zee, ook al liggen de plannen klaar. Die plannen worden niet geschrapt, maar vertraagd van drie naar vijf jaar. In ruil daarvoor of in plaats daarvan komen er plannen om opnieuw te investeren in kernenergie, in kerncentrales. Men weet nog niet waar een nieuwe kerncentrale gebouwd moet worden of wie die zal betalen. De bouw van een nieuwe kerncentrale van het oude type duurt 20 jaar en kost 20 miljard. Dat is kennelijk de visie van deze regering op het energiebeleid van morgen. Het is triestig.

01.32 Ismaël Nuino (Les Engagés): J'ai presque envie de dire que je ris quand je vous entends parler de climat et d'énergie. En réalité, cela ne me fait pas rire du tout. En effet, affirmer que vous avez eu le gouvernement le plus sensible à la question climatique et énergétique, c'est un mensonge. En fait, tout ce que vous avez réussi à faire, c'est dégoûter l'ensemble des citoyens de toutes les initiatives climatiques. Voici cinq ans, vous aviez un *momentum*: les marches pour le climat. Des choses devaient être entreprises, un projet devait être élaboré. Cinq ans plus tard, que s'est-il passé? Et nous l'avons vu dans les urnes: il y a eu un dégoût du climat. Pourquoi? Parce qu'on a eu que des mesures punitives.

Vous parlez d'énergie. Il n'y a pas de vision pour le nucléaire! C'est l'un des premiers dossiers que j'ai eu l'occasion de découvrir en arrivant à la Chambre: ces investissements dans les énergies renouvelables! "On ne sait pas comment on va payer le nucléaire". Pour ma part, je me demande qui va payer l'île énergétique Princesse Élisabeth, qui était initialement estimée à 2,2 milliards d'euros et qui se situe aujourd'hui plutôt aux alentours de 8 milliards d'euros. En réalité, je ne me demande pas qui va la payer: ce sont les consommateurs, nos concitoyens, les entreprises! C'est la facture que vous

léguez aux futurs gouvernements et à tous les citoyens et consommateurs. Ce n'est pas sérieux. J'ai envie de dire que cela me fait doucement rire quand je vous entend, mais ce n'est vraiment pas drôle!

01.33 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer Nuino, geen enkele regering heeft zoveel geïnvesteerd in offshore windenergie als de vorige regering. De energieproductie ervan is verdrievoudigd

Inzake de kostprijs klopt het dat dat eiland niet goedkoop is. Ik heb u daarnet gezegd dat één kerncentrale 20 miljard euro kost en dat de bouw ervan 20 jaar duurt. Ik geef het voorbeeld van de Britse kerncentrale Hinkley Point, die 7 % van de Britten van elektriciteit moet voorzien. Aanvankelijk zou ze 18 miljard euro kosten en klaar zijn in 2025. De bouwheer moest vorig jaar evenwel erkennen dat ze ten vroegste in 2031 klaar zou zijn en de kostprijs loopt op tot 53 miljard euro. Denkt u echt dat kernenergie zo goedkoop is? U gelooft in fabeltjes, mijnheer Nuino.

01.34 Ismaël Nuino (Les Engagés): Je trouve votre réponse assez amusante car je vous explique que l'énergie éolienne et les projets que vous nous présentez sont très chers et vous nous répondez que l'énergie nucléaire coûte cher aussi.

Concrètement, vous proposez un projet en disant que vous faisiez partie d'un gouvernement qui a le plus investi dans les énergies renouvelables. Pour l'énergétique, ce n'est pas le gouvernement qui au final aura investi! Encore une fois, ce sont les entreprises et les ménages qui payeront la facture d'un projet qui n'a pas été géré dès le départ et qui ne l'est toujours pas actuellement jusqu'à ce que le dossier soit remis à votre successeur.

Vous nous dites avoir eu les meilleures intentions et le meilleur bilan au monde. Mais que s'est-il passé sur ces cinq années? La facture d'énergie a augmenté pour les entreprises et pour les ménages et vous n'avez rien proposé d'autre!

01.35 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): De plannen van deze regering met betrekking tot het nucleaire deel zijn eigenlijk eerder ingegeven door ideologische hardnekkigheid en revanchisme ten opzichte van Vivaldi. U wilt twee kerncentrales nog tien jaar langer openhouden, terwijl uitbater ENGIE liet weten dat het dat absoluut niet ziet zitten. Ik zou zeggen: *bonne chance*! We hebben het al eens meegemaakt, we weten hoe moeilijk het is geweest om die twee centrales eenmalig voor tien jaar te verlengen. We hebben daarvoor jarenlang heel veel overeenkomsten moeten sluiten. Nu zegt u, tegen de wil in van ENGIE: geen probleem, we gaan ze alle twee nog eens met tien jaar verlengen. *Bonne chance*, mijnheer de minister van Energie, die hier niet is maar die het zal moeten uitvoeren.

Voorts wil de regering de modaliteiten onderzoeken van een taxshift op energieproducten – elektriciteit, gas, stookolie – die door gezinnen worden gebruikt, zodat die kan bijdragen aan het behalen van de klimaatdoelstellingen. Waarom 'onderzoeken'? Het woord onderzoeken in al zijn varianten komt trouwens 206 keer voor in uw tekst, het woordje evalueren en de varianten daarop 131 keer. Deze regering is bijna een studiebureau De Wever-Bouchez-Rousseau aan het worden. Men kan toch ook direct beslissen om een accijnstarief op elektriciteit te verlagen als men dat wil, of dat op nul zetten? Voor ondernemingen gaat men ze wel direct verlagen naar de Europese norm. Wat moet dan nog verder worden onderzocht?

Het btw-tarief voor de levering en installatie van warmtepompen gaat van 21 % naar 6 % voor de volgende vijf jaar. Dat is zeker en vast positief, maar zonder een belastingverschuiving op het gebruik riskeert dat slechts een beperkt effect te hebben. Ook daar zit dus nog een grote uitdaging.

Ook het hele fiscale deel over klimaat en milieu is eigenlijk wel slappe koffie. De Europese Unie raadt aan om de belastingen te verschuiven van elektriciteit naar fossiele brandstof. U slaat die aanbeveling ook in de wind. U gaat het allemaal nog eens onderzoeken, onderzoeken wat we al 30 jaar weten en waarop vele instellingen – de OESO, de Europese Unie, de VN – ons al 15 jaar wijzen.

Mijnheer de premier, ik heb het daarnet al gezegd in antwoord op een vraag, u hebt meermaals gezegd dat u de aanbevelingen van Europa, die al 20 jaar tevergeefs aan ons land worden gericht, eindelijk zult uitvoeren, maar de fossiele brandstoffen zullen nog worden onderzocht. Die aanbeveling vindt u dus blijkbaar niet belangrijk.

Collega's, over de bescherming van de rechtsstaat hebben we het nog niet veel gehad in dit debat en dat is voor ons heel belangrijk.

In het rapport van het Federaal Instituut voor de Rechten van de Mens over de rechtsstaat 2024 wordt mooi opgelijst waar de rechtsstaat wordt bedreigd. Dat werd een paar weken geleden nog in de commissie voor Justitie besproken. Het gaat over de niet-uitvoering van vonnissen en arresten, het gaat over de verschuiving naar administratieve sancties, kritiek op een steeds bredere toepassing van de GAS-wetgeving, de overbevolking van gevangenissen, de gerechtelijke achterstand en het tekort aan middelen en personeel.

De uitdagingen zijn bijzonder groot, maar als we het regeerakkoord lezen, dan komen er nog een paar uitdagingen bij op het vlak van de rechtsstaat. Men gaat meer camera's inzetten en de wetgeving op camera's versoepelen, zodat onder meer artificial intelligence en gezichtsherkenning op camera's kunnen worden toegepast die op openbaar domein staan. Bovendien wil men een deel van de controle privatiseren door een deel van de politietaken te privatiseren. Ook in de gevangenissen komt een gedeeltelijke privatisering van de werking en de uitbating.

Eenzijds vindt u de strijd voor gelijke rechten, de strijd tegen racisme – terecht – belangrijk, inclusief een zogenaamd ambitieus interfederaal actieplan, maar anderzijds geeft u Unia 25 % minder geld en laat u het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen doorlichten omdat de boodschap van dat instituut niet is wat u wilt horen. In een rechtsstaat moet men die kritiek kunnen verdragen.

Inzake asiel en migratie is het er ook niet naast, daar is al even over gesproken.

De **voorzitter**: Excuseer, collega Nuino wil u iets vragen.

01.36 **Ismaël Nuino** (Les Engagés): J'ai envie de vous rejoindre sur les questions relatives à l'État de droit mais avant cela, je vous poserai une question: rappelez-moi combien de fois l'État belge a été condamné par la Justice lorsque vous étiez au gouvernement?

01.37 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Er is inderdaad een probleem. Ik erken dat. In de vorige regering zou de staatssecretaris voor Asiel en migratie 15.000 of 20.000 veroordelingen naast zich hebben neergelegd. Dat is een groot probleem en wij erkennen dat. Dat staat ook in het rapport. Het is belangrijk dat in een rechtsstaat vonnissen en arresten worden uitgevoerd en dat is in het verleden absoluut een probleem geweest. Wij vragen daar oplossingen voor en hebben daarover keiharde discussies gevoerd binnen de regering.

01.38 **Ismaël Nuino** (Les Engagés): Je note que vous y avez consacré des débats et des discussions. Cependant, jusqu'à preuve du contraire, le gouvernement est solidaire des décisions qu'il prend. En conséquence, au lieu d'y consacrer des débats et des discussions, vous auriez justement dû prendre des décisions pour vous conformer aux décisions de Justice.

01.39 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Dat was een probleem dat zich bij Asiel en Migratie heeft gesteld. Ik kan alleen maar hopen dat deze nieuwe regering vanaf nu wel uitvoering zal geven aan alle nieuwe vonnissen en arresten tegen de Belgische Staat. Ik heb dat goed genoteerd.

We hebben het er net over gehad dat het in Asiel en Migratie ook gaat over de onafhankelijkheid van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen. Het gaat ook over de woonstbetredingen waarover we het debat al hebben gevoerd. Dat debat werd ook in 2018 al gevoerd in deze Kamer. Er zijn toen heel veel hoorzittingen geweest in de Kamercommissie voor Justitie, waarbij alle betrokken actoren aanwezig waren, ook de onderzoeksrechters die in dit voorstel een bepaalde rol krijgen. Zij waren vernietigend. Weet u hoe het komt dat de woonstbetreding er in 2018 uiteindelijk niet is doorgekomen? Dat was omdat niet alleen de groenen zich daartegen verzetten, maar er was toen ook bij de MR protest ontstaan tegen deze maatregel. Heel veel gemeentebesturen waar MR-burgemeesters aan het hoofd stonden, protesteerden. Ik kan u het lijstje bezorgen. De vraag is nu dus ook waar de liberalen zijn gebleven die de bescherming van de woonst een fundamenteel recht vinden. In 2018 was dat nog belangrijk, in 2025 blijkaar niet.

Collega's, ik besluit.

De rekening klopt niet. De rekening kan ook niet kloppen als de milieu- en klimaatuitdagingen niet stevig worden aangepakt. Hoe kan men beweren dat de rekening klopt als het milieu en het klimaat volledig uit balans zijn en uw regering ter plaatse blijft trappelen en zo eigenlijk de lijn van de Vlaamse regering verderzet? Hoe kan men beweren dat de rekening klopt als die rekening wordt doorgeschoven naar de zwakste schouders?

Ook letterlijk klopt de rekening niet, mijnheer de premier. Uw rechtse regering rekent zich rijk. U rekent op 7,9 miljard terugverdieneffecten door een werkzaamheidsgraad van 80 % te behalen. Die doelstelling is onhaalbaar in vier of vijf jaar tijd. Dat zeggen niet wij, maar wel heel wat experts. Eigenlijk zou men drie tot vier keer zoveel tewerkstelling moeten creëren als wat het Planbureau voorziet om die doelstelling te halen. Heel wat andere sprekers hebben het daarover gehad. We kijken uit naar de berekening van die terugverdieneffecten en we hopen dat we daarop eindelijk een antwoord zullen krijgen in de repliek, mijnheer de premier.

In de gelekte tabellen van vorige zomer lagen de terugverdieneffecten in 2029 nog in de buurt van 5 miljard euro. Nu zijn de terugverdieneffecten duidelijk een sluitpost geworden van de budgettaire tabel om de eindrekening toch maar te doen kloppen, althans op papier. Een besparing van 1,4 miljard per jaar, een migratiebeleid dat niet alleen volledig onmenselijk is maar ook totaal irrealistisch. Binnen een jaar bij de begroting voor 2026, of bij een begrotingscontrole, zal al meteen blijken dat uw rekening niet klopt en nieuwe maatregelen zullen snel op tafel moeten komen. Dan kunnen we opnieuw een pak rechtse, asociale maatregelen verwachten. Dat is nu al duidelijk, dat kunnen we nu al voorspellen.

Collega's, laat het duidelijk zijn, de Ecolo-Groenfractie zal deze rechtse regering het vertrouwen niet geven.

01.40 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Monsieur le président, chers collègues, monsieur le premier ministre, nous avons tous passé notre week-end à lire l'accord de gouvernement et il est marquant de voir que, sur les 208 pages, vous essayez de nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative au programme que vous nous proposez. C'est ainsi! À l'instar de Margaret Thatcher, vous nous dites "*There is no alternative*".

Vous nous l'avez dit hier, votre constat, c'est que la Belgique va mal. Mal parce que la planète commence à se déchaîner entre inondations et périodes de canicule? Non! Mal parce qu'une bonne partie des Belges n'arrive pas à joindre les deux bouts? Non! Mal parce que 1 % des plus riches de ce pays possèdent désormais un quart des richesses alors que les salaires stagnent? Non plus! Non!

Monsieur De Wever, comme vous l'avez expliqué hier, la Belgique va mal car les gros pollueurs et les multinationales étrangères craignent de ne plus pouvoir continuer comme ils l'ont toujours fait. Mal car nous risquons "d'être dans le collimateur des marchés internationaux". Ce sont vos mots. Mal car les banques ne sont pas contentes.

Dès lors, pour vous, un seul choix s'impose: mettre toute la Belgique au régime! Mais, en réalité, il est pour qui ce régime? Les ouvriers d'Audi Forest qui viennent de perdre leur emploi, votre gouvernement les met au régime. Les cuisinières du Lunch Garden de Fléron qui se sont retrouvées à la porte du jour au lendemain, au régime! Les jeunes, les pensionnés, les femmes, les demandeurs d'emploi, les malades, au régime! La majorité des Belges est mise au régime par votre gouvernement. Sauf une poignée! Ceux qui en fait pourraient vraiment l'être, les plus nantis. Ils vont continuer à investir en bourse et à se déplacer en jet privé sans problème. Les multinationales continueront à polluer l'eau qu'on boit et l'air qu'on respire. Les politiciens vont continuer à toucher des salaires astronomiques et à cumuler toutes les fonctions qu'ils veulent.

Ce que veut votre gouvernement, c'est faire payer la majorité des Belges pour soulager une poignée de personnes, sous prétexte qu'il n'y a pas d'alternative.

Le pire, c'est que cette austérité est injuste mais, surtout, elle est inefficace et on le sait. Depuis la crise de 2008, l'austérité détruit l'emploi et la consommation d'un pays. Même le FMI a reconnu que la Grèce, par exemple, c'était une erreur. Le régime Thatcher que vous copiez, c'est lui qui a mené à la destruction des soins de santé anglais, à la privatisation chaotique du rail britannique, qui est en train d'être renationalisé, et puis, au Brexit. Mais peut-être est-ce en fait ce que vous voulez.

Ces choix – vos choix – sont inefficaces. Et pour cause, ce sont les mêmes que ceux que tous les gouvernements d'austérité – il n'y a aucune originalité, monsieur le ministre – ont appliqué partout en Europe ces 30 dernières années, et qui ont lamentablement échoué. Monsieur De Wever, comme capitaine du Royaume de Belgique, vous allez faire couler le Titanic, en fonçant sur le même iceberg qui nous a menés à la crise financière de 2008. Le même! Au lieu de vous attaquer aux causes du chômage, vous vous attaquez aux chômeurs; au lieu de vous attaquer aux causes des maladies, vous vous attaquez aux malades; et au lieu de vous attaquer aux causes de la migration, vous vous attaquez aux personnes migrantes. Une fois de plus, je vous le répète, il n'y a pas de fatalité, il n'y a que des choix. Et votre choix, c'est d'ignorer les causes des dysfonctionnements de notre société.

En lisant l'accord de gouvernement ce week-end, je me suis aussi rendu compte que la campagne électorale était déjà bien loin. Il y avait ceux qui défendaient les classes moyennes et ceux qui voulaient protéger la santé: on voit bien que ces promesses ne sont plus dans l'air aujourd'hui. Par contre, on retrouve énormément de mesures brutales, pour lesquelles vos électeurs n'ont pas voté. La seule chose cohérente, c'est que presque personne n'a parlé de climat pendant cette campagne, et qu'en lisant l'accord de gouvernement, l'ambition climatique est bel et bien totalement absente.

01.41 Ismaël Nuino (Les Engagés): C'est un sujet qui nous tient à cœur, raison pour laquelle je tiens à intervenir immédiatement. Je vous entends dire que personne n'a parlé de climat pendant la campagne, et que la campagne est bien loin. Visiblement, pour vous, elle est toujours bien en cours. Vous avez décidé de continuer la même ritournelle, le même populisme, ici. Vous utilisez caricature sur caricature. En fait, je me pose une vraie question. J'ai suivi ce qu'il s'est passé au cours de la dernière semaine: nous avons eu la chance d'apprendre vendredi que nous allions avoir un gouvernement, et samedi, nous avons eu la chance de voir la publication de 180 mesures pour le climat, par la ministre, déjà plus ministre, du climat, Mme Zakia Khattabi. Vous avez le droit – et j'ai entendu votre chef de groupe à ce sujet – de douter de nos effets retour mais, en réalité, ces 180 mesures sont quant à elles peut-être simplement un effet retard. À quoi avez-vous servi au gouvernement pendant cinq ans, si ce n'est à préparer un programme pour la prochaine campagne électorale? Je suis désolé, mais notre vision du combat climatique n'est pas d'utiliser l'administration pour faire son programme électoral.

01.42 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): J'ai du mal à vous suivre. Mme Khattabi a publié un rapport ce qui, comme le découvriront vos collègues en tant que ministre, prend un certain temps après une commande. Elle l'a publié dès qu'il est sorti, ce qui me semble être la moindre des choses. C'est une magnifique opportunité pour notre prochain gouvernement et notre prochain ministre de justement bénéficier de tout le travail entamé par Mme Khattabi, et qu'il va pouvoir poursuivre. Je pense d'ailleurs que la passation s'est extrêmement bien passée, du moins selon les échos que j'en ai eus.

01.43 Ismaël Nuino (Les Engagés): Madame Schlitz, je n'ai pas le moindre doute sur l'intérêt du travail intellectuel et des propositions; évidemment que c'est utile. Je m'interroge seulement sur le fait qu'une ministre publie toutes ces propositions au lendemain de l'avènement d'un nouveau gouvernement. Vous comprendrez que l'on s'interroge sur les raisons pour lesquelles elle n'a pas fait ces propositions en début de législature, et pourquoi elle ne les a pas tout simplement mises en place. Encore une fois, vous nous qualifiez de "gouvernement Titanic", expression que vous adorez utiliser dans votre com'. En réalité, c'est vous qui avez été le gouvernement Titanic. Nous, nous souhaitons reprendre la barre et remettre le cap.

Le **président:** Madame Schlitz, vous pouvez continuer.

01.44 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Je continue? Mme Maouane demande la parole.

De **voorzitter:** Hebt u een vraag voor mevrouw Schlitz?

01.45 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Monsieur le président, puis-je intervenir après ce que je viens d'entendre? J'en ai le droit?

Le **président:** Non, non, pas du tout.

01.46 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Bien sûr que si!

Le **président:** Non, pas de débat entre les députés.

01.47 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Non? Donc, je pose la question à Mme Schlitz.

Madame Schlitz, j'ai entendu que vous aviez évoqué le rapport de Mme Khattabi. En réalité, ce n'est pas le sien. C'est le rapport pour une transition juste qu'elle avait porté en sa qualité de ministre et qui contient plusieurs recommandations pour atteindre des objectifs de décarbonation, tout en veillant à la protection des plus vulnérables. Ce sont des recommandations plus justes et plus vertes. Ce document propose une série de conseils et recommandations au futur gouvernement, aux acteurs politiques, mais aussi à la société civile. Pensez-vous, madame Schlitz, que le nouveau ministre du Climat sera en mesure d'appliquer ces recommandations, qui ne sont pas celles de Mme Khattabi, mais celles de plusieurs acteurs qu'elles ont rencontrés pendant des mois et des mois, et qui sont contenues dans un rapport sur la transition juste?

01.48 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Je vais répondre. Il est à l'honneur de Mme Khattabi d'avoir transmis ce rapport et de l'avoir publié. D'autres pratiquent plutôt la stratégie de la terre brûlée, en ne transmettant absolument aucun dossier et en faisant en sorte que les successeurs n'aient aucune matière pour se mettre au travail.

Il s'agit donc ici d'une belle opportunité pour vous aider à atteindre vos ambitions climatiques. Tout ce que vous pouvez dire dans le cas présent, c'est: "merci".

De **voorzitter**: Ik hoop dat u doorhebt dat we het debat zo op een bizarre manier verlengen, maar goed, het staat u vrij om dat te doen.

01.49 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Je suis d'accord avec vous, monsieur le président, mais je voulais juste préciser certains éléments car ce processus a pris deux ans. Le ministre qui reprend ces matières a accueilli avec grand plaisir ces recommandations basées sur des rencontres avec des acteurs institutionnels, la société civile, des représentants économiques. Ce ne sont pas des recommandations de l'ex-ministre mais celles de la société civile. Ce gouvernement qui se met en place aura tout intérêt à les utiliser à bon escient.

De **voorzitter**: Bent u het ermee eens, mevrouw Schlitz?

01.50 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Dans cet accord, ce qui me dérange, c'est que l'on a tendance à opposer ambitions climatiques et compétitivité comme si les deux ne pouvaient pas fonctionner ensemble. Or, il y a justement une opportunité à agir pour la planète, pour notre santé et notre bien-être, pour la prospérité du pays et pour le climat à travers l'innovation, une nouvelle économie, une industrie verte, pour que l'on puisse exporter tout le savoir-faire de nos entreprises partout dans le monde.

Le tissu économique belge repose sur l'esprit d'entreprise, l'innovation et la collaboration. Nos petites et moyennes entreprises sont nos plus grands atouts. Aidons-les à transformer en opportunités les défis auxquels elles sont confrontées tels que les enjeux environnementaux et climatiques. En réalité, ce sont toutes des occasions d'innover et de prendre l'initiative. Ces mots ne sont pas ceux de Greta Thunberg. Ils sont ceux de notre souverain, celui que vous servez, monsieur De Wever, et à qui vous avez juré fidélité. Contrairement au Roi, votre gouvernement, lui, se trompe de siècle.

À la lecture de cet accord, j'ai le sentiment que vous n'avez pas envie d'agir, que vous allez sacrifier notre santé et notre environnement pour faire plaisir aux multinationales. Le plus terrible dans tout cela, outre le choix de société que cela révèle, c'est que votre fatalisme n'a pas lieu d'être.

Il y a une alternative qui fonctionne. Le nouveau gouvernement devrait écouter les scientifiques et les économistes parce qu'investir dans la transition rapporte. Ne pas y investir par contre coûte des milliards et détruit des vies humaines. Le bonus de l'opération, investir contre la crise climatique, permet de conserver une planète viable.

Votre gouvernement préfère faire prospérer les multinationales qui ne veulent pas s'adapter aux réalités de notre siècle. Il parle d'innovation et de créativité mais encourage les vieilles recettes des vieilles entreprises, celles qui détruisent méthodiquement notre environnement et épuisent les travailleurs.

Aucune stratégie ambitieuse n'est annoncée pour la protection de nos forêts et de nos espèces en danger, rien sur la lutte contre l'artificialisation des sols, rien sur la protection des cours d'eaux et rien sur la transition agricole. Cette stratégie serait pourtant rentable. Tous les Liégeois se souviennent dans leur chair que les inondations ont coûté deux milliards d'euros, beaucoup de larmes et des vies humaines. Il semblerait que vous craigniez davantage d'être dans le collimateur des marchés internationaux que dans celui des inondations, des ouragans, des feux qui détruisent tout, les gens et les richesses.

De Valence à la vallée de la Vesdre dévastées par les eaux à Los Angeles en feu, en passant par des villages entiers au Pakistan engloutis par des coulées de boue, rien ne garantit qu'un enfant qui naît aujourd'hui pourra encore vivre sur une planète habitable à 30 ans, et vous choisissez de fermer les yeux. Laissez-moi vous le dire dans des termes que vous comprendrez. Monsieur De Wever, il n'y aura pas de compétitivité sur une planète brûlée.

Les Belges sont plus que jamais conscients du problème, et ils ont raison. Pourtant, l'année dernière, nous avons dépassé pendant douze mois le seuil critique de plus 1,5 degré. Or, cet objectif était largement partagé il y a un peu moins de dix ans à Paris. Maintenant, Trump a été clair: ses amis oligarques pourront utiliser jusqu'à la dernière goutte de pétrole pour augmenter leurs dividendes.

Pendant toute la campagne, on a entendu Les Engagés particulièrement vocaux pour dire qu'ils s'engageaient auprès des citoyens à faire de la question de la santé une priorité. Et, comme nous le savons, il n'y a pas de santé sans un environnement sain. Je suis donc tombée des nues en lisant l'accord. Vos promesses passées, monsieur Prévot, semblent déjà bien lointaines.

Malheureusement, M. Prévot n'est pas présent, mais j'imagine qu'il m'écoute depuis son bureau.

Je me suis posé des questions. Est-ce que les négociateurs n'ont pas osé lever la main à l'Ecole Royale Militaire? Ont-ils été gênés? Ou alors est-ce qu'ils s'en fichent? En fait, je ne sais pas ce qui m'effraie le plus. Mais ce que je constate, c'est que l'Arizona nous prépare un désert environnemental particulièrement aride. Alors que le dérèglement climatique tue, coûte des milliards et force des citoyens du monde à quitter leur pays – ces migrants qui vous font si peur. Alors que notre environnement entier est pollué de plastique, de PFAS et autres polluants qui s'accumulent dans nos corps causant des cancers et des malformations. Alors que la sixième extinction de masse a déjà commencé, les aéroports, eux, peuvent vraiment compter sur votre soutien. Compte tenu de l'importance capitale de l'aéroport de Bruxelles-National pour notre économie, l'emploi et la connectivité de notre pays, le gouvernement soutiendra le développement économique de l'aéroport. On se croirait en 1984.

Et comme si cela ne suffisait pas, vous avez encore le culot de faire des économies sur la SNCB pour plus de 600 millions d'euros avec moins d'arrêts, moins de lignes et surtout dans les zones rurales wallonnes. Alors qu'Anvers possède la plus belle gare de notre pays – on peut le reconnaître –, il semblerait, monsieur De Wever, que vous n'aimez pas beaucoup le train. C'est dommage. Vous aimez bien la gare, mais ça on a dit qu'on arrêterait, on préfère les rails, les trains, mais pas les gares. C'est une gare utile? Je ne connais pas les indicateurs d'utilité de la gare, mais j'aimerais quand même vous rappeler que le rail est la seule solution pour beaucoup de citoyens.

Quand vous fermez une gare, vous obligez des travailleurs à se lever encore plus tôt et des familles à investir dans des voitures ou à en assumer les coûts et les risques. C'est un report de charges des services publics de qualité qui permettent à des familles de se déplacer sur les budgets des ménages; ces budgets étant évidemment très inégalitaires, cela crée et renforce de façon exponentielle les inégalités entre les ménages. Et pendant ce temps, les embouteillages coûtent des milliards et des milliards chaque année. Cela va s'aggraver avec cette politique du tout à la voiture.

Face à ce tableau sombre, vous tentez de maquiller vos choix en mettant en avant quelques mesures vertes sans ambition réelle et toujours en vous cachant derrière l'Europe, parce qu'on ne va quand même pas aller plus vite que l'Europe. Cette même Europe où vous et vos amis conservateurs tentez de détricoter le Green Deal et ses acquis.

Vous prétendez vouloir vous attaquer aux polluants éternels, les PFAS, ces substances toxiques qui contaminent nos sols, nos rivières et notre santé, mais vous refusez d'imposer une interdiction. Vous attendez l'Europe. Pourtant, nous savons déjà que ces substances sont extrêmement dangereuses et

plusieurs pays européens ont pris des mesures au niveau national pour en limiter la contamination. De nouveau, la campagne semble bien lointaine.

Fini, Les Engagés et le MR qui tapent du poing sur la table pour mettre fin à ces substances nocives. Maintenant, on attend. On ne sait pas quand! On ne sait pas quoi! Mais on attend. Mais pourquoi attendre? Pourquoi ne pas interdire immédiatement leur utilisation et accélérer les dépollutions? Visiblement, à l'École Royale Militaire, les intérêts des lobbys ont été bien défendus alors que celles et ceux qui se préoccupent de l'avenir n'ont pas reçu de carton d'invitation.

Quant à l'histoire, elle ne retiendra pas les belles phrases sur la compétitivité. Elle retiendra que nous avons une opportunité d'agir et que votre gouvernement l'a sabotée.

Chers collègues, la promenade de santé, une promenade vers une société prospère et en bonne santé était et est encore possible, en mettant fin aux 15 milliards de subsides aux énergies fossiles et surtout pas en augmentant le soutien aux aéroports, en enlevant les autorisations pour les produits remplis de PFAS et de TFA qui sont cancérigènes et qui sont des perturbateurs endocriniens avérés par la science, en refinançant la SNCB puisque le train est l'innovation technologique qui peut nous libérer de la voiture, en développant un vrai mix énergétique durable.

Alors, venons-en à la santé. La santé, c'est un sujet plutôt consensuel ici. Nous nous accordons toutes et tous pour dire que c'est la chose la plus précieuse. Jusqu'à maintenant en tout cas, quand quelqu'un va à l'hôpital, on lui demande sa carte d'identité et non pas sa carte de banque. Mais l'accord de majorité est limpide. Il voudrait nous faire croire que ce n'est malheureusement plus possible de soigner tout le monde correctement. Cela coûte trop cher. On est au moins d'accord sur une chose. Ça, ce n'est pas une promenade de santé!

La réforme que vous nous proposez ici est une réforme purement idéologique. Les Belges attendaient pourtant certains partis au tournant, aussi sur la santé. Aujourd'hui, le décalage entre les promesses et la réalité est flagrant. Cela, j'aurais voulu le dire à M. Prévot. Ce n'est en effet pas pour votre parti que vous deviez obtenir ces financements mais bien pour le pays!

Le Bureau fédéral du Plan recommande une augmentation annuelle moyenne de 3,2 % du budget pour répondre aux besoins d'une population vieillissante – ce qui est non négociable. Or que fait ce gouvernement? Il plafonne la hausse du financement à 2 % pendant deux ans, avant de la faire remonter progressivement. C'est un sous-financement déguisé, chers collègues. Vous en connaissez les conséquences: moins d'argent pour les hôpitaux et moins de personnel, et vous les assumerez.

L'un des autres axes forts de votre politique, c'est une répression contre les malades de longue durée. Aider les personnes à retourner vers l'emploi quand c'est possible est évidemment une très bonne chose, mais ce qui prédomine dans cet accord est une logique du bâton et du bâton. Le médecin traitant devient le contrôleur-flic. Il doit surveiller son patient et, s'il est trop bienveillant envers lui, il pourra être sanctionné. Du reste, un point de signalement pourra être créé afin que les employeurs puissent dénoncer les médecins qui seraient trop coulants avec leurs patients. Les mutualités y passent également, puisqu'elles seront sanctionnées si elles ne remettent pas suffisamment de malades au travail. Tous ces gens vont donc devoir se réinventer dans leur emploi, parce que cela ne correspond absolument pas à leur formation ni à leur mission de base. Or d'autres choix étaient possibles pour que notre système de santé reste solidaire et efficace.

Je peux vous dire que, ce week-end, quelques-uns ont plutôt poussé un "ouf" de soulagement en découvrant l'accord. C'est le secteur du pharma, celui qui creuse un véritable gouffre dans nos soins de santé. Eh bien, non! L'industrie pharmaceutique ne sera pas mise à contribution pour financer les soins de santé. Quant aux infirmières, elles n'ont plus besoin d'applaudissements, mais de conditions de travail dignes. Lutter contre la pénurie dans les soins de santé, c'est offrir à ces professionnelles des salaires justes, des horaires soutenables et du respect pour leur métier et les acteurs qui en découlent.

Chers collègues, il existe déjà des solutions qui fonctionnent et que vous refusez de voir. Les maisons médicales prouvent chaque jour que l'on peut soigner autrement, de manière globale, préventive et accessible. Ce modèle est un véritable *win-win*. C'est même une étude commandée par Maggie De Block qui le prouve. Les patients reportent moins leurs soins et même ne les reportent plus, si bien que c'est la sécurité sociale qui y gagne.

S'agissant du socio-économique, vous nous avez annoncé hier le pire, monsieur le premier ministre: si nos finances publiques ne suivent pas le régime prescrit, notre pays court à la faillite. Mais laissez-moi vous dire, monsieur De Wever, que vous avez de la chance d'avoir l'air aussi sérieux. En effet, si quelqu'un d'autre osait avancer des chiffres aussi fantaisistes sur les potentiels effets retour, il serait la risée de la presse belge et européenne. Qui peut sincèrement croire vos prévisions relatives au taux d'emploi, trois fois plus optimistes que celles du Bureau fédéral du Plan? Si vous voulez vraiment arriver à un taux d'emploi de 80 %, sanctionner et punir ne fonctionnera pas. Il faut, au contraire, donner une chance à chacune et chacun, lutter contre les discriminations sur le marché de l'emploi, faire en sorte que chacune et chacun soit accompagné. Ce sont des partenariats que vous devez tisser avec les gouvernements régionaux. Toutefois, ce n'est pas la direction qui est prise. Aujourd'hui, nous nous dirigeons vers un système de sanctions envers les femmes, les personnes issues de l'immigration et les chômeurs âgés, alors que ce sont ceux qui ont besoin d'une main tendue.

Aussi, comment est-il possible d'ignorer dans les calculs les conséquences des réductions de dépenses publiques et d'investissements? C'est pourtant logique. L'austérité que vous proposez ne répond ni à la catastrophe climatique, ni à l'urgence sociale, et vos coupes auront également des conséquences néfastes pour la soutenabilité des finances de la Belgique.

Par ailleurs, en votre qualité de bourgmestre d'une grande ville, vous le savez: la gestion de l'extrême pauvreté coûte beaucoup plus cher que de simplement permettre à chaque individu dans notre société de pouvoir subvenir à ses besoins vitaux. Ce sont des choix, des choix dogmatiques que vous posez, et cela coûte cher.

Le MR avait promis, pendant la campagne, de défendre la classe moyenne. Mais comme le dit l'adage, les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Fuite après fuite, une chose est apparue clairement: le MR n'avait qu'un seul objectif dans les négociations, éviter à tout prix que les spéculateurs, les multimillionnaires, les rentiers ne contribuent à l'effort. Mission accomplie!

Alors oui, après des années de blocage, la Belgique se dote enfin d'une taxe sur les plus-values. C'est une bonne nouvelle. C'est l'une des rares bonnes nouvelles, d'ailleurs. Mais soyons honnêtes! Nous ne sommes pas tous d'accord, mais c'est bien pour cela qu'il est intéressant que nous en débattions. Le taux est parmi les plus bas d'Europe, avec un seuil de 10 000 euros. Ceux qui vivent des revenus du capital plutôt que de leur travail peuvent continuer à dormir tranquillement sur leurs deux oreilles.

Je trouve assez amusant – alors que dans le discours d'hier, la comparaison avec la classe européenne est beaucoup utilisée dans certains objectifs politiques – que, ici, quand nous nous classons parmi les moins bons, on n'en parle pas trop, ce n'est pas très important.

Certaines fuites mentionnaient aussi une augmentation de la taxe sur les comptes-titres. Mais finalement, plus aucune trace! Nous le regrettons évidemment. Encore une victoire du MR. Résultat: 200 millions d'euros de manque à gagner! Pire encore, au lieu de mieux les imposer, vous prévoyez des cadeaux aux multinationales pour un total de 1,5 milliard d'euros d'ici 2029; pendant que des milliers de personnes, surtout des femmes, vont sentir cette réforme dans leur chair. Sous cette législature, des personnes vont avoir faim et froid.

Le mouvement réformateur avait aussi construit sa campagne sur la promesse de revaloriser le travail. Il est effectivement question du travail dans votre accord, pas pour le valoriser mais pour le rendre plus flexible, plus pénible. Travailler le dimanche, travailler pendant la nuit en étant rémunéré comme en horaire de jour. Mais à qui essayez-vous de faire croire que travailler entre 20 h et minuit, ce n'est pas du travail de nuit? Allez, chers collègues!

Les salaires de tous les travailleurs vont stagner avec le maintien de la loi de 1996. Votre gouvernement restera dans l'histoire comme celui qui a été fort avec les faibles et faible avec les riches.

Pourtant, une politique économique alternative était possible. Plutôt que de choisir l'austérité, nous aurions pu aller chercher l'argent là où il se trouve réellement. Supprimer les dépenses néfastes, les subsides aux énergies fossiles: 15 milliards. Faire une vraie réforme fiscale qui impose les revenus du capital au même niveau que ceux du travail: 6 milliards. Une vraie taxation des plus-values boursières: 2 milliards. Voilà où il fallait aller chercher l'argent, chers collègues!

Monsieur le premier ministre, on a également parlé de la place qui était octroyée aux femmes au sein de ce gouvernement durant les dernières heures. J'ai également beaucoup parlé, tout au long de mon intervention, des atteintes spécifiques aux conditions de vie des femmes causées par vos réformes socio-économiques. Manifestement, les réalités des femmes vous échappent totalement. Dans les propos que j'ai entendus aujourd'hui pendant toute la journée, j'ai le sentiment que vous voyez les femmes comme des personnes oisives qui se la coulent douce chez elles en attendant que la journée se passe. Et vous ignorez complètement le fait que ce sont les femmes qui, en effectuant des temps partiels, effectuent en réalité un travail gratuit pour pallier les manquements de la société: s'occuper des enfants, s'occuper des malades, s'occuper des personnes en situation de handicap, faire des courses, faire tourner la baraque pour que Monsieur puisse avoir une belle carrière. Ce sont toutes ces réalités là que vous invisibilisez et que vous ne reconnaissez pas à leur juste valeur, et cela se reflète dans la pension.

Chers collègues, mon collègue Stéphane et d'autres en ont parlé: nous attendons évidemment une réforme du droit à l'avortement. J'ai bien entendu tout à l'heure les propos de notre collègue des Engagés. Je rappelle quand même que, sous la précédente législature, c'est bien avec le concours des Engagés, précédemment cdH, que l'avis du Conseil d'État, qui avait permis de flibuster le texte pendant des mois, a finalement été bloqué. Aujourd'hui, je suis heureuse de voir qu'il y a un changement de position, mais il est temps de prendre ses responsabilités par rapport à ce dossier et de ne pas se cacher derrière les responsabilités des autres.

Chers collègues, à la fin de la lecture de cet accord, la première chose à laquelle j'ai pensé est que cet accord est brutal. Il est brutal pour les plus vulnérables, il est brutal pour nos libertés. Vous augmentez les budgets de la Défense et vous coupez dans la Coopération au développement. Vous remplissez encore plus nos prisons mais vous diminuez d'un quart les moyens d'Unia. Vous durcissez les conditions pour obtenir la nationalité belge, comme si l'intégration devait être un parcours d'obstacles. Vous *by-passez* la concertation sociale mais vous empêchez ceux qui ne sont pas d'accord avec vous de l'exprimer dans la rue. Vous imposez des portiques d'accès aux quais des gares tout en fermant les petites gares. Mais surtout, vous ne supportez pas ceux qui ne pensent pas comme vous. Votre vision de l'État de droit, c'est contrôler, exclure, punir, bâillonner. Un projet de société qui ne laisse place ni à la solidarité, ni à la nuance, ni à la contradiction.

Monsieur De Wever, j'ai tout de même un peu d'empathie pour vous, qui devenez premier ministre d'un pays dont vous avez toujours souhaité la disparition. Ah, elles sont bien loin les belles années où vous pouviez traiter les Wallons de *junkies*! Ça, c'est fini! Maintenant vous devez vous ranger dans le costume de premier ministre. Et aujourd'hui, il est vrai que cela a un goût particulier de vous voir ici dans ce costume avec cette phrase que vous avez un jour prononcée et que l'on continue quand même à voir planer sur ces discussions: "Mon objectif est que la Belgique disparaisse sans que personne ne s'en aperçoive". Et j'ai bien peur que vous y parveniez, monsieur le premier ministre. Insidieusement, méthodiquement, vous attaquez ce qui fait le cœur de l'État fédéral pour mieux le démanteler pièce par pièce, avec le concours du MR et des Engagés.

Je pense que celles et ceux qui nous écoutent ont peur. Ils sont effrayés par les propos que vous tenez et par le mépris de certaines remarques. Moi aussi, j'ai peur en tant que femme, en tant qu'écologiste, en tant que wallonne. Mais la bonne nouvelle, c'est que rien n'est écrit d'avance. Ce gouvernement veut que nous nous sentions impuissant. Il compte sur la sidération, la division, le cynisme, la peur. Il dévoile en un coup une série de décisions injustes et brutales pour que nous nous sentions acculés de tous les côtés. Il veut que nous nous sentions incapables de changer le cours des choses mais ne lui donnons pas cette satisfaction.

On va se battre. On ne peut pas vous promettre que nous changerons l'ensemble, que nous gagnerons toutes les batailles. Mais il y aura des victoires et chaque victoire sera importante car, aussi petite soit-elle, elle montrera qu'une alternative à ce projet est possible. Si on arrive à leur faire comprendre qu'il est anormal que des entreprises déversent des polluants dans nos sols et nous empoisonnent, peut-être finiront-ils par les interdire. S'ils interdisent ces polluants, peut-être ouvriront-ils enfin les yeux sur ceux qui n'ont d'autre choix que de consommer des aliments bon marché contaminés. S'ils se posent la question de savoir pourquoi ce sont souvent ceux qui travaillent le plus dur qui mangent ces produits toxiques, peut-être réfléchiront-ils aussi à pourquoi ils sont si mal payés. Là, peut-être se rendront-ils compte qu'il n'est pas normal qu'une femme de ménage paie proportionnellement plus d'impôts qu'un

milliardaire.

Peut-être alors comprendront-ils que ce sont justement ces milliardaires et les grandes entreprises qui polluent nos sols, notre eau et notre air. Enfin, peut-être verront-ils ce qui est évident: notre pays a besoin d'une transition écologique urgente, financée par ceux qui en ont les moyens et qui ne laisse personne au bord du chemin.

Non, il n'y a pas de fatalité. Non, l'austérité n'est ni juste ni efficace. Oui, il y a une alternative. La transition écologique et solidaire est l'alternative parce qu'elle respecte notre planète et tous ceux qui y vivent, parce qu'elle réduit les inégalités, parce qu'elle rémunère tout le monde de manière juste, parce qu'elle fait revivre notre démocratie.

À celles et eux qui doutent, à celles et ceux qui ont peur et qui désespèrent, je veux dire une chose: puisque dans ce pays, l'union fait la force, unissons-nous et résistons!

01.51 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de premier, collega's, eerlijk gezegd, ik ben als een zot aan het vechten tegen de vermoeidheid. Dat neemt niet weg dat ik superfier en heel blij ben dat ik hier voor u een akkoord mag verdedigen dat onze toekomst zal beschermen.

Collega's, drie weken geleden was ik erbij op de betoging. Ik heb daar met veel mensen gesproken, met bezorgde mensen, mensen die vroegen om voor hen op te komen, niet aan de zijlijn te staan en hen te beschermen. Dat is wat mensen van de politiek verwachten. Dat is wat wij met Vooruit in deze regering zullen doen. In tijden van grote uitdagingen, van grote onzekerheid, verwachten mensen oplossingen van de politiek. Ze verwachten een regering die problemen aanpakt, die verantwoordelijkheid neemt. Dat is exact de reden waarom ik nog niet zolang geleden in de politiek ben gestapt. Om het verschil te maken, om zaken vooruit te doen gaan en om mensen te beschermen.

Collega's, niemand kan ontkennen dat we moeilijke tijden beleven. We hebben oorlog in Europa, we hebben Poetin, we hebben Trump. Onze economie heeft het moeilijk. Er is de klimaatverandering. De wereld staat letterlijk in brand. We weten ook wie de wereld in brand steekt. Dat zijn altijd de extremen. Dan zijn er mensen nodig die durven te beslissen, die durven te hervormen, om onze sociale zekerheid, waarop we allemaal zo fier, zijn te beschermen voor de toekomst, om onze gezondheidszorg voor iedereen toegankelijk en betaalbaar te houden en om onze koopkracht te beschermen.

Collega's, het is exact voor die koopkracht dat Vooruit al jaren strijdt. Dat hebben we bewezen. De minimumpensioenen hebben we verhoogd naar meer dan 1.700 euro. Ook de minimumlonen hebben we verhoogd, terwijl we de btw op energie hebben verlaagd. Die strijd mochten we niet opgeven. Dat hebben we gezegd tijdens de verkiezingen en daarvoor hebben we 7,5 maanden keihard tot de allerlaatste minuut moeten vechten. Het is ons gelukt. Ook tijdens deze regering zullen we de koopkracht van de mensen beschermen, door de index bijvoorbeeld, mijnheer Vanbesien.

01.52 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjes, ik weet dat u twee weken geleden mee op straat bent gekomen. Wij waren daar ook aanwezig. U zegt dat u daar was om aan de mensen uit te leggen hoe u de koopkracht zult beschermen. Die betoging waarop u aanwezig was, ging over de pensioenen. Hier wordt altijd gezegd dat men een grote, belangrijke pensioenhervorming zal doorvoeren, maar rekening houdend met de verworven rechten. Als mensen bijvoorbeeld 20 jaar als onderwijzer of ambtenaar hebben gewerkt, dan zou aan die 20 jaar niet worden geraakt. Het systeem zou veranderen voor de toekomst. De leerkrachten zouden dan kunnen kiezen om al dan niet in het systeem te blijven naargelang van wat de toekomst brengt. Men zou niet raken aan de verworven rechten.

Toch zult u deze legislatuur al per jaar meer dan 2 miljard besparen op die pensioenen, op diezelfde mensen die op pensioen zijn. Kunt u me uitleggen hoe u 2 miljard per jaar op de pensioenen bespaart en toch voor de gepensioneerden de koopkracht op hetzelfde niveau houdt?

01.53 Oskar Seuntjens (Vooruit): Ik kan u geruststellen, ik kom straks nog terug op de pensioenen, maar ik wil nu gerust al een aantal maatregelen noemen. We zullen bijvoorbeeld de minimumpensioenen, die we verhoogd hebben, beschermen. Dat is superbelangrijk om te doen. Daarnaast zorgen we er dankzij de 42/60-regel ook voor dat mensen die vandaag op hun 18 starten met werken na 42 jaar, dus op 60 jaar, met pensioen kunnen.

Wat ik tijdens die betoging vooral hoorde, collega Vanbesien, was dat mensen blij waren dat er minstens één linkse partij wel mee aan tafel ging zitten om voor hen op te komen.

Ik zal het straks nog hebben over de pensioenen. Als het voor u goed is, ga ik nu graag verder met mijn speech.

(...): (...)

01.54 Oskar Seuntjens (Vooruit): Oké, ik kon maar proberen.

01.55 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): U hebt nog niet geantwoord op mijn vraag. Oké, mensen die op hun 18 jaar beginnen werken, zullen op hun 60 met pensioen kunnen gaan. Toch zult u tijdens deze legislatuur 2 miljard per jaar minder uitgeven aan de pensioenen dan vandaag. Hoe rijmt u dat met de bewaring van de koopkracht van diezelfde mensen die vandaag met pensioen zijn? Ik begrijp dat plaatje niet.

De **voorzitter**: Mijnheer Vanbesien, u kunt moeilijk na tweeënhalve minuut zeggen dat hij niet op uw vraag heeft geantwoord. Er zullen nog wel een aantal minuten komen, want hij heeft aangegeven dat hij dat thema nog zal aansnijden.

01.56 Oskar Seuntjens (Vooruit): Ik zal het er zeker nog over hebben.

De allerbelangrijkste maatregel om de koopkracht te beschermen is de index. Die hebben we ook kunnen beschermen. De automatische indexering voor iedereen, mensen die werken en niet werken, blijft behouden. Dat is maar normaal ook: als het leven duurder wordt, moet het loon mee stijgen. Dit land beschermt zo als een van de allerbeste de koopkracht van de gewone mensen. Dat is niet alles. We zorgen er ook voor dat de nettolonen van de gewone mensen omhoog gaan. Er komt zo'n 100 euro per maand bij. De minimumlonen zullen we nog tweemaal verhogen en die worden zo de hoogste van Europa. Ook de maaltijdcheques zullen we tweemaal verhogen, collega's.

Collega's, ik zal eerlijk zijn. Dat is allemaal niet genoeg wanneer consumenten te veel blijven betalen voor energie, telecom en verzekeringen. We zullen dat dus moeten aanpakken met een ambitieus plan en een sterke minister om de consumenten te beschermen tegen hoge facturen. We willen telecombedrijven verplichten om automatisch het goedkoopste tarief toe te kennen. Energiecontracten en -facturen zullen we beter kunnen vergelijken. De regering zal zelfs prijzen durven blokkeren als bedrijven overdreven marges aanrekenen. Ook dat kan gezinnen tot 100 euro per maand opleveren. Op deze manier zullen wij in deze regering met Vooruit het verschil maken.

01.57 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, de maatregelen die u net hebt opgesomd kunnen zeker op de steun van onze fractie rekenen. Er blijft inderdaad nog veel werk aan de winkel als het gaat over leesbare energiecontracten en het beschermen van consumenten tegen uitwassen die in de praktijk kunnen optreden.

Dat is voor mensen zoals u en ik, mensen uit de middenklasse. Vandaag kan evenwel nog altijd 20 % van de Belgen zijn energiefactuur tout court niet betalen omdat hun inkomen te laag is. Voor die groep van mensen hebben wij met de vivaldiregering tijdelijk het sociaal tarief uitgebreid. We brachten tijdelijk het inkomenscriterium in rekening om ervoor te zorgen dat ook mensen met een laag inkomen hun energiefactuur kunnen betalen.

Vandaag lees ik in het regeerakkoord een budgetneutrale hervorming van de sociale energietarieven. Ik vraag me af wat daarachter zit. Op dat punt bekent het regeerakkoord geen kleur. Ik was namelijk bij die discussies aanwezig en budgetneutraal hervormen wil in feite zeggen dat een deel van de mensen die vandaag recht hebben op het sociaal energietarief, in de toekomst geen steun meer zullen krijgen.

Mijnheer Seuntjens, u kunt rekenen op onze steun inzake alles wat u net hebt opgesomd. Kunnen wij ook rekenen op uw steun om het energietarief zodanig te hervormen dat meer mensen dan vandaag er recht op hebben?

01.58 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw Van der Straeten, ik ben blij dat u verwijst naar de vorige

regering. Daar hebben we inderdaad een paar heel belangrijke zaken verwezenlijkt als het gaat over betaalbare energie. We hebben de btw verlaagd, we hebben energiecheques uitgeschreven, we hebben het sociaal tarief uitgebreid en versterkt. Dat zijn allemaal uiterst belangrijke maatregelen.

Nu is het zaak om energie verder betaalbaar te houden. In de thematische debatten kunnen we er zeker nog veel dieper op ingaan, maar het belangrijkste principe dat wij als land moeten hanteren, is ervoor zorgen dat we minder afhankelijk zijn van gas van Poetin en dat we zelf meer stroom produceren. Die moet duurzaam en uiteraard veilig zijn, maar vooral moet die betaalbaar zijn. U vindt in ons dus uiteraard een partner om werk te blijven maken van betaalbare energie.

01.59 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen): Daar ben ik blij om, mijnheer Seuntjens, en ik ben het eens met die principes, maar *the proof of the pudding is in the eating*. In dit Parlement is er altijd brede steun geweest bij veel fracties, ook van fracties die vandaag in de arizonaregering zitten, voor een hervorming van het energietarief op basis van inkomen, zodat de laagste inkomens het best beschermd zouden zijn. Ik vrees echter, mijnheer Seuntjens, dat er daarvoor binnen uw arizonaregering geen meerderheid bestaat. Anders had in het regeerakkoord gestaan dat het sociaal energietarief versterkt zou worden om – zoals u zegt – de kwetsbaarste groepen te beschermen. Dat is vandaag niet het geval.

01.60 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, eerst wil ik u feliciteren met uw fractieleiderschap. U bent op jonge leeftijd in de politiek gegaan, chapeau dat u dat wilt doen.

Collega Mahdi heeft op een bepaald ogenblik een bedrag gegeven met betrekking tot belastingverlaging die ten goede zou komen van de mensen. Ik hoor bedragen van 1.100 en 1.200 euro op jaarbasis, tot 1.900 euro in sommige gevallen. Ik vind dat een beetje vreemd. Ik heb immers eens bekeken wat er voorzien wordt aan lastenverlaging tegen 2029. De belastingvrije som zou worden opgetrokken voor een bedrag van 3,5 miljard euro. Laten we dan eens bekijken wat dat betekent in euro per persoon. Momenteel bedraagt de belastingvrije som 10.910 euro. Die zal stijgen naar 13.500 euro. Dat is een verschil van 2.590 euro. Daarop moet men dan het tarief van 25 % toepassen, want dat is het laagste tarief. Collega's, dan komt men uit op een bedrag van 650 euro op jaarbasis.

Dan is er nog de BBSZ, die wordt afgebouwd met een bedrag van 400 miljoen, en de werkbonus voor een bedrag van 350 miljoen.

Collega Seuntjens en andere collega's, men komt helemaal niet aan die 1.000 euro, tenzij u een andere belastinghervorming hebt. De hervorming van Arizona die voorligt, in totaal 4,3 miljard euro, komt niet aan 100, laat staan 200 euro per maand. Ik zou daarover graag verduidelijking krijgen. De mensen willen immers weten wat ze (...)

01.61 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer Van Quickenborne, ik ben ingenieur van opleiding. Ik ben heel graag met cijfers bezig, maar u hebt er in 2 minuten 23 tegelijk gegooid. Dit is een perfect voorbeeld voor het debat tijdens de thematische bespreking.

Wij gaan er in de fiscale hervorming echter zeker voor zorgen dat werken meer loont. Daarvoor gaat deze regering zorgen. We gaan werken aantrekkelijker maken. En wij zorgen ervoor dat mensen op het einde van de rit netto meer overhouden. Daarvoor kijken we ook naar de sterkste schouders. Dat is het principe van dit regeerakkoord.

01.62 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Het gaat natuurlijk wel over wat mensen netto zullen overhouden. Dat is cruciaal. De Zweedse regering heeft voor de laagste lonen de lasten verlaagd à ratio van 170 euro per maand. Hier gaat het over 60 à 70 euro per maand, niet meer dan dat.

De minister van Financiën is hier aanwezig. Hij kan perfect zeggen wat dat nu betekent. Kloppen die bedragen, 4,3 miljard euro lastenverlaging, koopkracht voor de mensen? Wat betekent dat netto in de pocket voor de mensen?

De **voorzitter**: Mijnheer Van Quickenborne, de minister mag natuurlijk antwoorden, maar ik herhaal nog eens dat er thematische debatten zijn. Iets zegt me dat de diverse betogen nu, die eigenlijk in het thematische debat thuishoren, die debatten straks niet gaan verkorten. Iets zegt me dat, maar dat zal straks blijken.

01.63 Minister **Jan Jambon**: Om de heer Van Quickenborne op zijn wenken te bedienen en op die manier straks het thematische debat misschien enigszins in te korten, zodat de regering aan het werk kan, wil ik even doorgeven hoe wij aan de genoemde bedragen komen.

Er zijn drie elementen die tot de nettoloonstijging leiden. Dat is, ten eerste, de belastingvrije som. Dat is, ten tweede, een vermindering van de bijzondere bijdrage sociale zekerheid. Dat is, ten derde, de werkbonus. Er is nog een vierde component, namelijk bruto voor netto voor de laagste lonen.

Wanneer wij elementen samen nemen, krijgen wij het volgende resultaat. De belastingvrije som is 3,5 miljard euro. De bijzondere bijdrage sociale zekerheid is 415 miljard euro. De werkbonus is 357 miljoen euro. Daarbovenop komt bruto voor netto voor de laagste lonen.

Ik heb de simulaties. Ik kan ze later nog bezorgen. Een en ander komt dan uit op ongeveer 100 euro, namelijk tussen 90, 95 en 110 euro, afhankelijk van de situatie. Wij hebben de simulaties. We kunnen ze later nog bezorgen. We zullen ze in de commissie nog kunnen bespreken. We zullen immers nog commissiewerk hebben.

De **voorzitter**: Dat onderdeel van het thematische debat hebben we dan al achter de rug. Dat kunnen we straks dus schrappen.

01.64 **Vincent Van Quickenborne** (Open Vld): Mijnheer de minister van Financiën, ik dank u. Het is fijn dat u vaak antwoorden geeft op de vragen die worden gesteld. Ik vrees echter dat uw cijfers niet kloppen.

Ik heb u erop gewezen dat met 3,5 miljard euro de belastingvrije som, die vandaag 10.910 euro bedraagt, kan worden opgetrokken tot 13.500 euro. Dat verschil moet worden verrekend tegen 25 %, waardoor wij uitkomen op een bedrag van ongeveer 650 euro op jaarbasis.

Collega's, er zijn dan inderdaad nog twee componenten van ongeveer 300 miljoen euro en 400 miljoen euro. Zij zijn echter lang niet van die grootteorde dat een en ander op 100 euro per maand kan worden verkregen. Collega's, ik durf de cijfers dus te betwisten. Tenzij de minister andere cijfers toont, zal hij me van het tegendeel moeten overtuigen.

01.65 **Petra De Sutter** (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, ik heb u daarnet een aantal mooie principes naar voren horen brengen. U stelt dat u voor de koopkracht van de mensen werkt en dat u dat vooral wilt doen voor de mensen die werken, maar ook voor de niet-werkenden. U geeft aan dat daarom de index is behouden.

De voorbije twintig uur hebben we al heel veel debatten gehad over dat aspect en over de uitkeringen. Ik wil ook hier aan u de vraag stellen die daarnet al aan bod is gekomen in andere uiteenzettingen, namelijk over de welvaartsenveloppe. Het blijft ons bijzonder verontrusten dat de welvaartsenveloppe voor de meest kwetsbare personen volledig wordt geschrapt en vervangen door een bedrag dat 2,7 miljard euro lager ligt dan al was ingeschreven. De heer Prévot deelde mee dat een en ander nog moest worden beslist. Het staat volgens hem wel in de wet, maar hij gaf mee dat ze misschien kon worden veranderd en afgeschaft. Ze was dus niet afgeschaft.

Dat is natuurlijk een heel sofistieke redenering. Ten opzichte van de huidige situatie zullen we voor die groepen – de heer Magnette had het over de mensen met een handicap en de invaliden – heel veel minder toekennen dan wat de voorbije twintig jaar het geval is geweest.

Ik vraag het aan u, want voor ons is het bijzonder verwonderlijk dat u als socialist in dat verhaal mee bent gestapt. Er doen verhalen de ronde dat dat op uw partijcongres niet eens bekend was, maar dat laat ik over aan wie daar graag over schrijft. Maar oprecht, hoe kunt u dat verdedigen? Het gaat over de laagste uitkeringen voor mensen die het meest kwetsbaar zijn, die op of onder de armoedegrens zitten. De welvaartsenveloppe is cruciaal om die mensen uit de armoede te halen. Hoe is het mogelijk dat uw partij Vooruit de besparing daarop mee heeft goedgekeurd? Dat begrijp ik niet.

01.66 **Oskar Seuntjens** (Vooruit): Mevrouw De Sutter, ik begrijp uw vraag heel erg goed. Als Vooruit wisten wij op voorhand dat we voor een erg grote uitdaging stonden. Wij hebben dan ook ongelooflijk

hard gevochten om de maatregel die het allerbest de koopkracht van de gewone mensen beschermt, namelijk de index, overeind te houden. Die maatregel geldt zowel voor mensen die werken als voor mensen die niet werken. Dat is ons gelukt.

Had het meer kunnen zijn? Naar onze wens mocht het natuurlijk meer zijn. Daarom zijn wij dan ook socialisten; wij geloven daar heel erg in. We beseffen echter ook heel goed dat we vandaag in een moeilijke situatie zitten. Daarom hebben we heel hard gevochten om een evenwicht in het akkoord te verkrijgen. Wij hebben ervoor gezorgd dat, voor het eerst sinds heel erg lang, in een tijd van heel moeilijke budgettaire uitdaging, ook de grote, sterke schouders miljarden bijdragen. Dat hebben we met Vooruit verworven.

Ik hoor de verontwaardiging in uw stem, maar ik vind het in dat opzicht wel jammer dat Groen de dag na de verkiezingen al beslist heeft om niet mee in een nieuwe federale regering te stappen. Uw covoorzitters hebben dat de dag na de verkiezingen al aangekondigd, maar nu zegt u dat het allemaal niet goed genoeg is. Uw aankondiging maakt het voor ons natuurlijk niet gemakkelijker. Wij hebben als partij wel onze verantwoordelijkheid genomen. We hebben heel hard gevochten om de index overeind te houden en dat is ons gelukt. Daar zijn wij fier op.

01.67 Petra De Sutter (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, ik wil twee elementen repliceren. Ten eerste, wij hebben de dag na de verkiezingen gezegd dat wij niet mee zouden regeren, omdat wij onze verantwoordelijkheid hebben genomen in het licht van de verkiezingsuitslag. Het had helemaal niets te maken met wat het regeerakkoord vandaag oplevert. Als u het gewild had, dan kon u ons altijd in de onderhandelingen betrekken.

Ten tweede, uiteindelijk zegt u dat u gedaan hebt wat nodig is voor de gewone mensen. Zulke uitspraken frapperen mij, want wat wordt bedoeld met gewone mensen? Enerzijds is de discussie over de meerwaardebelasting niet beslecht; dus wij maken ons grote zorgen over wat die zal opleveren. U spreekt over vele miljarden, maar we zien 500 miljoen in de tabel staan, wat toch heel wat minder is. Anderzijds weten we dat er bij de mensen aan de onderkant heel wat meer gehaald zal worden met alle maatregelen die in het regeerakkoord staan. Gewone mensen betekent dus dat u eigenlijk niet opkomt voor de meest kwetsbare mensen in de samenleving, zij die het moeilijk hebben. (...)

01.68 Ellen Samyn (VB): Mijnheer Seuntjens, als ingenieur zult u misschien letterlijk maar ook figuurlijk mee timmeren aan een mooiere en inclusievere samenleving. In het debat van vandaag en gisteren ontbreekt evenwel aandacht voor onze kwetsbaren, onze personen met een handicap. Mijnheer de minister, het regeerakkoord vermeldt vier puntjes. Ik betreur dat en ben daarover verbaasd. Neem me niet kwalijk, mijnheer Beenders, want u zat nog niet aan de onderhandelings tafel. Toch had ik meer ambitie verwacht.

Onder de rubriek 'overheid als werkgever' is geen enkel spoor te vinden van tewerkstelling voor personen met een handicap. Ik stel ieder jaar vragen over het onderwerp. Volgens de cijfers inzake de tewerkstelling van personen met een handicap – sommige ministers namen niet eens de moeite om te antwoorden – is er op dat vlak maar weinig of geen verbetering en wordt de vooropgestelde doelstelling van 3 % niet gehaald. De FOD Binnenlandse Zaken spant al jarenlang de kroon en haalt zelfs een tewerkstellingsgraad van 1 % van personen met een handicap niet. Hopelijk oogt in de komende legislatuur de toekomst rooskleurig qua inclusieve tewerkstelling van personen met een handicap.

Inzake de toegankelijkheid van de treinstations blijkt uit een antwoord van begin dit jaar van voormalig minister Lalieux dat het nog tot 2032 zal duren voordat er amper 176 van de 550 Belgische treinstations toegankelijk zullen zijn voor rolstoelgebruikers. Mijnheer Seuntjens, waarom is er zo weinig aandacht voor personen met een handicap? Hoe zal de regering de overheid zelf aanmoedigen om meer personen met een handicap tewerk te stellen?

01.69 Minister Rob Beenders: Mevrouw Samyn, ik dank u van harte voor de aandacht voor personen met een handicap. Het moet over de partijgrenzen heen een ambitie zijn om voor die groep op te komen. Het ambitieniveau is nog nooit zo hoog geweest. Voor het eerst is er een minister die een handicap heeft. Ik wil dat helemaal niet misbruiken, maar ik stel vast dat sinds mijn eedaflegging tal van organisaties verklaren dat er ook nood is aan een beeld van iemand met een beperking die ook een job kan uitvoeren op een hoog niveau op basis van zijn talenten. Uit de gesprekken die ik nu al met die organisaties heb gevoerd, komt naar voren dat ze willen samenwerken. We willen die mensen

empoweren, niet in een hoekje duwen en een calimerogevoel geven door hen te bepamperen. Dat zullen we niet doen. We willen mensen met een beperking empoweren, zodat ze een baan krijgen op basis van hun talenten.

Het federale actieplan liep af in 2024. We wachten nu op de resultaten en zullen nagaan welke acties we daaruit kunnen halen om de tewerkstellingsgraad van personen met een beperking te verhogen. We moeten het beeld geven dat we het menen met die mensen. We hadden hier de discussie over de vrouwen en het feit dat ze niet goed op de foto stonden enzovoort. Al die discussies zijn wel heel leuk, maar laten we nu deze troef uitspelen om te tonen dat de regering voor personen met een handicap een voorbeeld kan zijn. Laten we samenwerken en ervoor zorgen dat we het streefcijfer halen. Laten we handelen op basis van een positief beeld en de partijpolitieke discussies overstijgen. We moeten samen zorgen voor betere cijfers dankzij empowerment. Die werkwijze moeten we doortrekken in ons hele inclusieverhaal op het vlak van toegankelijkheid. Dat is heel duidelijk in het regeerakkoord omschreven.

Laten we de evaluatie maar maken op het einde van de legislatuur. Hoe dan ook zal ik er zelf persoonlijk werk van maken dat de regering er het voorbeeld van geeft hoe ook personen met een handicap aan de slag kunnen.

01.70 Ellen Samyn (VB): Mijnheer de minister, dank u voor uw antwoord. Ik reken in ieder geval op uw engagement, want de overheid moet voor elke burger als een goede huisvader zijn, ook voor personen met een handicap, door voor aangepast werk te zorgen, letterlijk en figuurlijk drempels weg te nemen en naar hun zorgen te luisteren onder het motto 'niets over hen zonder hen'.

01.71 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, uit de campagne weet u dat ik een boontje voor u heb. Ik bewonder uw enthousiasme, maar op een bepaald moment moet ook u gewoon eerlijk zijn. De compensatie voor het behoud van de index is het snoeien in de welvaartsenveloppe, meer dan uw eigen achterban had verwacht.

In de krant staat dat de bonden vrezen voor nog meer lijken in de kast. Hier gaat het wel om een fameus lijk. Er staat nog 100 miljoen euro ingeschreven voor de kwetsbaarste groepen. Ik haal dat uit *De Tijd*, die een analyse heeft gemaakt van de doelgroepen van de welvaartsгарantie. U moet het artikel maar eens lezen. De kwetsbaarste groep zijn de personen die nu terugvallen op de sociale bijstand, zoals mensen met een leefloon, mensen met een handicap en mensen die de pensioenleeftijd hebben bereikt, maar niet over voldoende bestaansmiddelen beschikken. Hun aandeel in de enveloppe was in 2024 128 miljoen euro. Dat zijn de kwetsbaarsten van de kwetsbaren. U komt dus al 28 miljoen euro te kort om zelfs die mensen tegemoet te komen. Het spijt me, maar op een bepaald moment helt de balans wel echt over naar het negatieve. U kunt daar dan zoveel mogelijk verhaaltjes rond maken als u wilt, maar het is wat het is.

Ik wil u ook nog iets anders voorleggen waarover u het daarnet al had. U spreekt over een evenwicht en zegt dat u miljarden hebt binnengehaald. Nee, u hebt theoretisch 500 miljoen euro van de meerwaardebelasting. Er is daarnet gesproken over 1/16. Wel, uw gewicht in de meerderheid is 1/6. U hebt zwaar onder uw gewicht gebokst. Dat is mijn vaststelling.

01.72 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw Almaci, dank u voor uw vraag en uw bezorgdheid. Ik geloof echt dat wij hierover nog heel lang kunnen discussiëren en er wellicht nooit helemaal uit zullen raken. Een zaak waarover we het beiden wel eens zijn, volgens mij, is dat met een regering waarin wel socialisten zitten, de inspanningen eerlijker worden verdeeld dan wanneer er geen socialisten in zitten. Ik denk dat heel veel mensen blij zijn dat een linkse partij wel in deze regering is gestapt.

01.73 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Met alle liefde, mijnheer Seuntjens, maar de cijfers zijn wat ze zijn: 500 miljoen euro voor een zwaar gecontesteerde maatregel, waarbij het nog niet duidelijk is of die maatregel er wel komt. Wij hechten alleszins weinig geloof aan het feit dat die er komt. Niemand kan de principes ervan uitleggen. Er is zelfs geen akkoord over die principes. Daartegenover staat 8 miljard euro bij de meest kwetsbaren, bij de mensen die het moeilijk hebben. Dat is een verhouding van 1 op 16. Stop alstublieft met zeggen dat jullie eruit hebben gehaald wat eruit te halen viel, want het klopt gewoon niet met de krachtsverhoudingen in deze regering. Het spijt me, u maakt een claim die niemand hard kan maken, u niet, ook wij niet, maar de cijfers zijn wel wat ze zijn en die zijn bijzonder pijnlijk. Ik vrees ook, net zoals uw bonden, dat er nog een aantal extra lijken uit de kast zullen vallen.

01.74 Minister **Rob Beenders**: Mevrouw Almaci, de cijfers zijn wat ze zijn, maar ook de feiten zijn wat ze zijn. Had u liever gehad dat we uit de onderhandelingen waren gestapt en dat ook de index was weggefallen? Is dat wat u had gewild? Is dat uw boodschap? Collega Seuntjes heeft heel duidelijk uitgelegd in welke context we moeten werken. Het is geen warenhuis waarin we zomaar zaken uit het rek kunnen pakken om uit te delen. Die luxe hebben we niet.

Denkt u echt dat de partijen tijdens de onderhandelingen hebben gezegd: die mensen gaan we nu eens pesten, daar gaan we geld wegnemen, want die verdienen het niet?

Ik denk dat jullie echt onderschatten in welke context de onderhandelingen zijn gebeurd en wat er moet worden opgelost. Ik heb het gevoel dat de socialisten de schuld van alles zijn. Ik garandeer u dat als wij niet aan de tafel hadden gezeten ... en als u die verantwoordelijkheid wel had genomen, dan hadden we misschien sterker aan die onderhandelingsstafel gezeten, maar ik heb het gevoel dat u ons verwijt dat we onze verantwoordelijkheid nemen. Hadden we dat niet gedaan, dan waren we de index ook kwijt.

De **voorzitter**: Ik kan u geruststellen, mijnheer de minister. Alle vijf de coalitiepartners zijn al de schuld van alles geweest, alsook de vorige regering, maar dat vond ik zelf de vorige keer ook. Nu ben ik neutraal.

01.75 **Meyrem Almaci** (Ecolo-Groen): Ik weet dat het vroeg is, mijnheer de minister, of laat, afhankelijk van uw perspectief. Maar *wake up and smell the coffee*. Wij zijn het niet die gesproken hebben over een evenwichtig en rechtvaardig akkoord. Dit akkoord is niet evenwichtig. Dit akkoord is niet rechtvaardig. Dat zijn jullie woorden, waarmee jullie continu uitpakken, maar uit de feiten blijkt het niet zo te zijn.

Speel dan niet de Calimero. Nu zegt u eigenlijk iets totaal anders dan wat door u in de afgelopen dagen de wereld is ingestuurd: wij hebben dit gedaan en wij hebben dat gedaan. Nu zegt u: kijk eens tegen welke overmacht wij het opnamen!

Inderdaad, collega Van Hecke had gelijk. Dit is een rechts akkoord. U hebt heel zwaar betaald, maar de inspanningen zijn helemaal niet evenredig verdeeld tussen de sterkste schouders en de gewone mensen. U vraagt buitenproportioneel veel van de meest kwetsbaren in deze samenleving, onder wie trouwens opnieuw heel veel vrouwen.

Het spijt me dus (...)

De **voorzitter**: Mevrouw Almaci, uw minuut is verstreken.

Ik zal de heer Keuten even het woord geven, want mevrouw Bertrand is net vertrokken. Zij krijgt het woord dan straks.

01.76 **Dieter Keuten** (VB): Mijnheer Seuntjes, u hebt gesproken over consumentenbescherming. De regering heeft de ambitie om prijzen te controleren, marges op te volgen en in sectoren waar de marges te hoog zijn rechtstreeks in te grijpen. Dat is natuurlijk heel ingrijpend en niet eenvoudig. Kunt u een aantal voorbeelden geven van sectoren waar de marges volgens jullie te hoog zijn? Ik denk dan aan de nutsvoorzieningen, waar de prijzen voor meer dan de helft door belastingen worden bepaald, of de brandstofprijzen, die door accijnzen worden bepaald. Hoe wilt u dat doen? Hoe wilt u bepalen wanneer de marge te hoog is? Dat is volgens mij een heel ingewikkelde oefening. Hoeveel mensen wilt u daarvoor aannemen? Wilt u daar een volledig team op zetten dat constant de prijzen en de marges zal monitoren?

Ik lees in het regeerakkoord dat u zelfs met het buitenland wilt vergelijken, om het aantal grensaankopen te verminderen. Dat is een hele kwestie natuurlijk, maar u wilt zelfs de prijzen in het buitenland opvolgen. Als die dan structureel te hoog zijn in vergelijking met de prijzen hier, wilt u hier ingrijpen op de prijzen. Ik ben echt heel benieuwd hoe jullie dat willen doen.

01.77 **Oskar Seuntjes** (Vooruit): Het Vlaams Belang vindt het blijkbaar te ingrijpend in te grijpen wanneer bepaalde bedrijven te hoge marges aanrekenen.

Ik vroeg me ook daarnet bij jullie speech al af ... Ik was eigenlijk van plan om toen tussen te komen, maar ik wilde vooral tussenkomen wanneer jullie het over koopkracht zouden hebben. Ik heb echt goed geluisterd. Het was nog vroeg en ik was nog alert, maar ik heb het bijna niet gehoord. Nu stelt u alweer dat u het wel heel ingrijpend vindt om in te grijpen wanneer bedrijven te hoge marges aanrekenen.

Ik vind dat iets heel belangrijks om te doen. Hoe wij het concreet zullen doen, zult u wel zien. Ik meen dat er een sterke minister is die daar werk van zal maken. Hij zal dat tijdens de themadebatten bespreken, of nu al. Dat mag u zelf bepalen. Het is voor ons een absolute topprioriteit om consumenten te beschermen tegen oneerlijk hoge prijzen.

De **voorzitter**: Wil de minister nu antwoorden?

01.78 Minister **Rob Beenders**: Dan verkorten we misschien het themadebat, na deze toelichtingen.

De uitwerking van die maatregelen staan niet allemaal gedetailleerd in het regeerakkoord. Maak u echter geen zorgen, de afspraken met de administraties liggen vast. We hebben een Prijzenobservatorium, we hebben toezichthouders, we hebben een sterke FOD Economie. Die gesprekken zijn gepland. Wij zullen met hen in overleg gaan over de modaliteiten. Wij zullen daarover te allen tijde naar jullie terugkoppelen. U mag daar zeker gerust in zijn.

01.79 **Dieter Keuten** (VB): Dank u wel voor uw toelichting, mijnheer de minister. Ik ben heel benieuwd naar de details.

Ik kan u misschien als tip meegeven dat wij een Vlaams kroonjuweel hebben, Colruyt. Colruyt is groot geworden dankzij de rode prijzen. Het heeft een gigantisch groot team dat elke dag de prijzen controleert. Als dat iets eenvoudigs was, was er wel al een ander bedrijf ontstaan dat hetzelfde deed. Dat is echt een heel ingewikkelde oefening, waar u zeer veel mensen op zult moeten zetten.

Mijnheer Seuntjens, om terug te komen op de koopkracht, weet u waar onze mensen van wakker liggen? Dat zijn de brandstofprijzen en de gasprijzen, om hun woning te verwarmen. Daar moet iets gebeuren. Daar kan de overheid onmiddellijk op ingrijpen. Dan hoeft men geen marges te onderzoeken, want dan bepaalt de overheid de prijs van die nutsvoorzieningen.

01.80 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Ik heb een vraag voor de heer Seuntjens. U weet dat de regering-De Croo de minimumpensioenen heeft verhoogd en de pensioenbonus heeft ingevoerd. De nieuwe bedragen, de verhogingen, zullen allemaal op mypension.be zichtbaar zijn. Iedereen zal zien hoeveel zijn pensioen is gestegen.

Zal het verschil in pensioen dat deze regering zal doorvoeren ook duidelijk worden weergegeven op mypension.be, zodat iedereen kan zien wat het verschil is en wat er verandert? Dus, het vroegere bedrag, het nieuwe bedrag en het verschil in pensioen.

01.81 **Oskar Seuntjens** (Vooruit): Ik kan me vergissen, maar ik denk dat dat een perfecte vraag is voor het themadebat van zo meteen. Ik zal het sowieso hebben over de debatten, maar ik zie dat collega Bertels daarover het woord wil nemen.

De **voorzitter**: Mijnheer Bertels, we gaan niet die toer op, want ik vrees dat we dan opnieuw een heel nieuw blik van interventies zullen uitlokken. Er is effectief een thematisch debat, dat is uitgevonden om dat soort gedetailleerde vragen te stellen en te beantwoorden.

01.82 Eerste minister **Bart De Wever**: Het spijt me zeer, maar als u een dergelijke vraag in de algemene bespreking stelt, dan moet u misschien zelf eens op mypension.be kijken.

01.83 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Ik moet dat niet pikken. Het is gewoon een kwestie van transparantie. Ik vermoed dat u niets te verbergen hebt. Ik had de indruk dat u eerder trots was op de hervormingen en de pensioenhervorming. Ik zie niet goed in waarom wij dat voor de burgers moeten verstoppert. Het is gewoon een kwestie van goed bestuur, van governance, van transparantie.

01.84 Eerste minister **Bart De Wever**: Het is alleszins duidelijk dat er op mypension.be de afgelopen

vijf jaar niets is moeten veranderen, maar nu zal het redelijk veel zijn. Ik blijf erbij dat die vraag nu stellen een sketch is, *quoi!*

01.85 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer de premier, op mypension.be staan de hervormingen onder De Croo duidelijk vermeld: de bonus en de minimumpensioenen. Onze berekeningsprogramma's moeten nog worden aangepast. Dat moet uiteraard gebeuren, maar u zult die aanpassingen dan waarschijnlijk in één klap kunnen doen.

01.86 Eerste minister **Bart De Wever**: (...)

01.87 Alexia Bertrand (Open Vld): U zult mypension.be schrappen? Oké, ik neem daar nota van. Dat is jammer, want dat was echt een stap vooruit. We zullen zien wat u doet, maar ik hoop dat dat in alle transparantie zal gebeuren.

01.88 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, mag ik u vier stellingen voorleggen? U mag raden waar ik die heb gehaald. Het invoeren van een nationaliteitsexamen. Het toekennen van nationaliteit onder voorwaarden. Strengere grenscontroles invoeren. De sociale bijstand splitsen in A- en B-burgers. Hebt u enig idee vanwaar die stellingen komen? We zullen u helpen. Ze staan in uw regeerakkoord, maar ze staan ook in het 70-puntenplan van het Vlaams Blok.

Als ik er dan nog eens de kaalslag bij Unia bij neem, of wat u liet gebeuren op Ontwikkelingssamenwerking, dan kan ik niet anders dan vaststellen dat u zes voorstellen uit het 70-puntenplan van het Vlaams Blok geheel of gedeeltelijk uitvoert. Wie heeft dan het Vlaams Blok nog nodig, als cd&v, Les Engagés en Vooruit samen dat beleid uitvoeren?

Mijnheer Seuntjens, een tweede punt waarover ik het met u wil hebben, is de meerwaardebelasting, waarover het al zo vaak is gegaan. Volgens de tabellen zal die 500 miljoen euro per jaar opbrengen. Weet u hoeveel de besparingen opbrengen op onze vluchtelingen, op de kwetsbaarsten die u aanvalt? Meer dan 700 miljoen euro! U bespaart dus meer op asiel en migratie, op de steun die wij geven aan de allerzwaksten, dan dat u ophaalt met de meerwaardebelasting. Dit om het een en ander in perspectief te plaatsen.

Mijn vragen zijn dus heel eenvoudig. Ten eerste, bent u trots op het onderdeel 'asiel en migratie' in het regeerakkoord? Ten tweede, bent u het ermee eens dat er een rechtstreekse relatie is tussen ontwikkelingssamenwerking en migratiestromen? Ten derde, deelt u de opinie van de collega's van de N-VA, namelijk dat alle inspanningen die rond asiel en migratie worden gedaan worden meegeteld om aan de norm van 0,7 % te raken inzake ontwikkelingssamenwerking?

01.89 Minister **Anneleen Van Bossuyt**: Beste collega, ik hoor u heel verontwaardigd reageren. Straks zullen we het thematische debat voeren, maar eerlijk gezegd denk ik dat deze regering geen lessen hoeft te krijgen van u als het gaat om een humaan beleid en om de manier waarop mensen behandeld worden. De manier waarop u die mensen hebt behandeld, strekt volgens mij niet tot voorbeeld. Wij willen het anders, want het is duidelijk dat deze samenleving het niet meer kan absorberen. We maken daar met dit regeerakkoord werk van, door het ordentelijker te laten verlopen en daardoor ook humaner. Daartoe moet het beleid evenwel strikter, dat is de duidelijke keuze die wij hebben gemaakt.

01.90 **Oskar Seuntjens** (Vooruit): U wilt blijkbaar graag een antwoord van mij krijgen. U vroeg of ik trots was. Ik zou allereerst de vraag willen omkeren. Bent u trots op het migratiebeleid dat we onder de vorige regering samen hebben gevoerd?

(Rumoer)

U zegt van niet en ik denk dat we het daarover eens zijn. Als er één zaak belangrijk is, dan is het dat we eindelijk weer grip krijgen op migratie. Daar is iedereen het volgens mij over eens. Vandaag zijn er mensen die we moeten helpen en die we niet kunnen helpen. Zij liggen op straat en dat doet mij pijn. Het doet u waarschijnlijk ook pijn, dat geloof ik oprecht. Nu willen we ervoor zorgen dat mensen die hulp nodig hebben, die hopelijk sneller krijgen. Dat we hun de taal kunnen leren en hen naar een job kunnen begeleiden en dat zij zo sneller deel kunnen uitmaken van de samenleving. De mensen die hier niet kunnen blijven, houden we niet meer aan het lijntje en duwen we niet in de illegaliteit.

Iedereen heeft er volgens mij belang bij dat er meer duidelijkheid komt. Ik hoop oprecht – en dat zie ik ook in dit akkoord – dat we daar eindelijk meer werk van maken. Mensen aan het lijntje houden, mensen op straat laten, zoals nu gebeurt, zijn zaken die we niet langer mogen tolereren.

01.91 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, ik zou blij zijn mocht hetgeen u zegt ook waar zijn. U zegt dat u zult proberen om grip te krijgen op de situatie. Met de voorstellen die in dit regeerakkoord staan, krijgt u echter geen grip. Integendeel, u zult het probleem alleen maar groter maken. U zegt dat u de opvang en massa zult afbouwen, dat u de LOI's, waarvan door het Rekenhof aangetoond is dat die goedkoper en beter zijn voor de integratie, gewoon zult afschaffen. U voert A- en B-burgers in als het gaat over sociale steun.

Ik kan me niet inbeelden dat een rechtgeaarde socialist dergelijk beleid kan verdedigen. Ik vind het onbegrijpelijk dat u meegaat in het frame van rechts-conservatieve partijen, die A- en B-burgers in de markt zetten. Ik vind dat knettergek en onbegrijpelijk.

01.92 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, ik wil nog even verder inpikken op hetgeen hier gezegd werd over de consumentenbescherming en de energieprijzen.

Er staan natuurlijk een aantal zaken in het regeerakkoord die redelijk vaag blijven. Het is echter ook zo, zoals de minister zegt, dat we een heel arsenaal aan middelen en diensten hebben om op te treden. Er is de Economische Inspectie, er is de regulator voor energie, die de bevoegdheid heeft om kosten en marges met elkaar te vergelijken en in te grijpen wanneer nodig. Die zaken zijn niet nieuw, die zijn *ongoing* en vereisen uiteraard ook opvolging. Men kan dat niet zomaar ondergaan. Ik vind het goed dat hier gezegd wordt dat u het zult opvolgen.

Maar ik herhaal mijn punt: waarom is er niet dezelfde aandacht voor mensen die vandaag hun energiefactuur tout court niet kunnen betalen? In het regeerakkoord staat dat de btw op warmtepompen naar 6 % wordt verlaagd. Maar wat staat er niet in het regeerakkoord? Dat de elektriciteitsprijzen en accijnzen dalen. Neen, dat wordt "onderzocht". In het regeerakkoord staat ook dat de middelen van ETS2, de klimaatmiddelen, niet zullen worden ingezet voor sociaal klimaatbeleid. Waar is de focus op de kwetsbaarste groep? Het is goed om te kijken naar de middenklasse, ik zal u daarin steunen. Ik hoor echter niet dezelfde vastberadenheid als het gaat over die 20 % mensen die structureel hun energiefactuur niet kunnen betalen. Er is geen zelfde daadkracht voor die sociale energiemaatregelen.

De **voorzitter**: Collega's, het is nu 8.00 uur, ik zit hier al een tijdje – al ben ik twee uur weggeweest – en het kan zijn dat mijn aandacht verslapt, maar is de strekking van uw vraag fundamenteel anders dan die van uw vorige vraag?

01.93 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, als er geen antwoorden komen, dan wordt de vraag herhaald tot er duidelijke antwoorden zijn.

De **voorzitter**: Dan gaan we hier nog heel lang zitten, want wij kennen het Parlement en u kent het Parlement ook, mevrouw Van der Straeten.

Ik wil er wel op wijzen, en ik zal dat ten overvloede doen, dat hier fractievoorzitters staan, of woordvoerders namens de fractie, geen ministers. U kunt dan ook uiteraard geen ministerieel antwoord verwachten.

Mijnheer Seuntjens, de vraag is dezelfde. Ik weet niet of u kunt antwoorden.

01.94 Oskar Seuntjens (Vooruit): Dan is mijn antwoord ook hetzelfde.

De **voorzitter**: Mevrouw Van der Straeten, u hebt een minuut voor uw repliek. Wellicht is die ook hetzelfde.

01.95 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen): De repliek is ook hetzelfde.

Deze regering is zeer precies als het gaat over de energienorm en de concurrentiekracht van bedrijven. Daarover ging het eerste antwoord van de eerste minister, toen hij zei dat het over 165 miljoen euro gaat. Als er echter wordt gevraagd dezelfde duidelijkheid te geven over de koopkracht van gezinnen

en met name de kwetsbaarsten, dan is er geen antwoord.

01.96 Eerste minister **Bart De Wever**: Mevrouw Van der Straeten, ik denk dat er niemand meer heeft gedaan om de facturen van de mensen op te drijven dan u. Niemand heeft daar meer aan bijgedragen dan u, met totaal waanzinnige plannen, verkeerd berekende plannen, energie-eilanden en een kernuitstap die niet doordacht was. We moeten dat allemaal terugdraaien. Hoe durft u, uitgerekend u, hier nu de vraag stellen hoe we de kosten onder controle kunnen krijgen? Ik vind dat eigenlijk nogal straf.

01.97 **Tinne Van der Straeten** (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, ik vraag het woord voor een persoonlijk feit.

Ja, mijnheer de eerste minister, uitgerekend ik kan die vraag stellen en ik zal die vraag ook straks stellen als de minister van Energie komt uitleggen hoe hij 4 + 4 gigawatt aan kernenergie gaat realiseren, terwijl daar geen plaats en geen geld voor is en dat op luchtkastelen gebaseerd is. Het energiedebat verdient een beetje meer sérieux dan deze persoonlijke aanvallen. Het is zoals uw regeerakkoord schrijft: een strategie op lange termijn. Dat vraagt feiten en geen ideologie.

De **voorzitter**: Dank u wel. Dan geef ik het woord aan de heer Mahdi.

01.98 **Sammy Mahdi** (cd&v): Mijnheer Seuntjens, mijn vraag is uiteraard aan u gericht. Daarnet werden wij samen aangesproken met de vraag hoe onze partijen zich zouden voelen bij een aantal maatregelen uit het migratieakkoord.

Ik kan alleen maar meegeven dat wij ons daar in ieder geval geen zorgen over maken. Ik weet niet hoe u zich erbij voelt dat wij een aparte minister – vroeger staatssecretaris – bevoegd voor Asiel en Migratie hebben. Dat was óók een van die 70 punten uit het programma van een bepaalde partij waarover daarnet gesproken werd. Ik stel vast dat er een partij is die deel heeft uitgemaakt van de vorige regering die dat een goed punt vond. Op zich is het dus belangrijk om te weten wat men daar doet.

Ik weet niet wat u vindt van het nationaliteitsexamen en in welke mate u dat de baarlijke duivel vindt, wetende dat Duitsland, Nederland, de Verenigde Staten en vele andere landen exact hetzelfde doen. Ik ben benieuwd hoe u zich daarnaar gedraagt, maar onze partij heeft daar in ieder geval geen probleem mee. Meer zelfs, onze partij heeft dat zelf voorgesteld op basis van ons eigen verkiezingsprogramma.

Ik weet niet wat u vindt van het terugdringen van asielzoekers die hier niet moeten zijn, als u weet dat 60 % van de mensen die in België aankomen geen recht hebben op internationale bescherming, hier op de dool zijn, in de miserie belanden en daar niet beter van worden. Als christendemocraten zijn wij ervan overtuigd dat het belangrijk is om mensen te helpen die echt nood hebben aan hulp en om te stoppen met mensen op te vangen die geen nood hebben aan hulp.

Ik ben benieuwd hoe Vooruit daarnaar kijkt. Vandaar dat ik u de vraag stel.

01.99 **Oskar Seuntjens** (Vooruit): Ik dank u voor uw vraag. Ik denk dat wij samen een goede visie hebben ontwikkeld en nu stel ik voor dat we niet meer te veel reclame maken voor de plannen van andere partijen, maar gewoon de onze deftig uitvoeren, op een sociale en warme manier.

Dan zet ik mijn betoog nu graag verder.

De **voorzitter**: Inderdaad, mijnheer Seuntjens. Net zoals bij de vorige sprekers heb ik nogal wat vragen laten samenkomen bij het begin. U bent eigenlijk nog geen 5 minuten aan het woord. Dus ik stel voor dat de collega's u nu de ruimte geven om uw visie te ontwikkelen.

01.100 **Oskar Seuntjens** (Vooruit): Dank u, mijnheer de voorzitter.

Mijnheer de premier, collega's, toen ik vierenhalf jaar geleden net was afgestudeerd, kon het investituurdebat niet in het plenum plaatsvinden en moest er worden uitgeweken naar het Europees Parlement, omdat de coronacrisis toen nog volop woedde. We moesten afstand houden en mondkmaskers dragen. Die tijd is gelukkig voorbij, maar het heeft ons wel getoond hoe kwetsbaar we zijn als we ons niet voorbereiden en hoe belangrijk onze gezondheidszorg en onze zorgverleners zijn.

Dat de nieuwe regering op gezondheidszorg inzet, is dus niet meer dan normaal. Investeren en hervormen, dat is wat we gedaan hebben en dat zullen we blijven doen.

We investeren bijna 4 miljard euro in de gezondheidszorg, in betaalbaarheid, toegankelijkheid en kwaliteit. Die 4 miljard komt boven op de indexverhoging. Daarbij blijven betaalbare facturen een topprioriteit. We strijden voort tegen oneerlijke toeslagen om de ziekenhuisfactuur te verlagen. Het conventiemodel wordt hervormd, zodat meer zorgverleners vaste en transparante tarieven kunnen hanteren. We breiden de derde-betalersregeling uit, zodat meer mensen daar recht op hebben.

Ook in onze zorgverleners blijven we investeren. Dat deden we al met het zorgpersoneelsfonds en de komende legislatuur komt er ook een nieuw sociaal akkoord om werken in de zorg aantrekkelijker te maken, om de inspanningen van de zorgverleners nog beter te waarderen en om die inspanningen beter te verlonen.

Investeren en hervormen, dat is en blijft het motto, ook wat het mentaal welzijn betreft. Dat beleid wordt verankerd en verder versterkt.

We blijven ook investeren en hervormen voor de langdurig zieken. We hebben bewezen dat het beleid werkt. We blijven ambitieus inzetten op alle actoren: werknemers, werkgevers en artsen. Op die manier maken we het verschil.

Mijnheer de premier, collega's, ik wil het nu hebben over een thema waarover ik al een paar keer werd aangesproken. Ik vind het een moeilijk thema, namelijk de pensioenen, niet alleen omdat het ingewikkeld en complex is, maar ook omdat het lastig is om me daar als 26-jarige over uit te spreken. Ik kan u alvast zeggen dat mijn generatie en de komende generaties later ook recht hebben op een goed en betaalbaar pensioen. Daar zijn ze vandaag niet zeker meer van. Zal er tegen dan nog een pensioen zijn? Moeten ze er vooral zelf voor sparen? Zullen ze ooit met pensioen kunnen gaan? De uitdagingen zijn dan ook enorm groot en de politieke wil om daar iets aan te doen, was er heel lang niet. Daar moeten we eerlijk in zijn. De begroting staat er niet goed voor en de pensioenuitgaven stijgen de komende jaren door de vergrijzing. Dat is eigenlijk goed, want dat betekent dat we een sterke zorgsector hebben en dat de mensen langer leven. Daar mogen we fier op zijn, maar als we willen dat wie zijn leven lang werkt heeft later ook recht heeft op een betaalbaar, goed pensioen, dan moeten we hervormen. Er zijn nu hervormingen nodig om te voorkomen dat een latere generatie daarvoor de prijs betaalt.

We beseffen oprecht zeer goed dat dat voor sommige mensen geen fijne boodschap is. Net daarom hebben we vastgehouden aan enkele belangrijke principes. Zo maken we de pensioenen eerlijker en gelijkjer: we bouwen gunstregimes af en we harmoniseren de verschillende systemen van ambtenaren, zelfstandigen en werknemers. Zo zal werken meer lonen voor het pensioen, zowel met de berekening van de bonus-malus als in de loopbaanvoorwaarden. Na een loopbaan van 42 jaar – we zijn ongelooflijk fier op deze verwezenlijking – zal men op 60 jaar met pensioen kunnen. Werknemers die op hun achttiende in een fabriek zijn gaan werken, zullen dus op hun zestigste met pensioen kunnen. Dat is niet meer dan eerlijk.

Premier, voorzitter, collega's, eerlijk, we vragen vandaag inspanningen.

01.101 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer Seuntjes, u vindt het thema van de pensioenen moeilijk omdat u nog jong bent. Ik hoor u ook zeggen dat u de pensioenen zult beschermen. Dat was ook uw verkiezingsbelofte. Ik hoor uw voormalige voorzitter, Melissa Depraetere, nog zeggen op 28 maart 2024, midden in de kiescampagne, tijdens een interview met *Villa Politica*: "Op de pensioenen en de gezondheidszorg zullen we niet besparen. Elke euro zal moeten worden omgedraaid, maar we besparen niet op het pensioen van de grote massa." Vandaag zien we echter een besparing van 2,4 miljard euro in de pensioenen. Dat is dus 2,4 miljard euro meer dan uw verkiezingsbelofte. Hoe kunt u nu zeggen dat u de pensioenen zult beschermen? Dat krijgt u toch niet verkocht aan het publiek en aan uw achterban?

Werknemers zullen langer moeten werken voor minder pensioen. Er komt immers een pensioenmalus, dus minder pensioen voor wie te vroeg stopt, en die kan oplopen tot 400 euro. Het wordt ook moeilijker om een loopbaanjaar te laten meetellen voor vervroegd pensioen. Het criterium van de zware beroepen wordt voor de private sector geschrapt en heeft voor de publieke sector veel minder impact.

Gelijkgestelde periodes worden ook afgebouwd. Dat gaat trouwens over mensen die nu al kapotgewerkt zijn, zoals poetshulpen, die allemaal kampen met gezondheidsproblemen, fabrieksarbeiders die het slachtoffer worden van collectief ontslag en werknemers die zwaar ziek waren.

Ik heb de afgelopen dagen de regeringspartijen heel hard hun best horen doen om de mensen ervan te overtuigen dat ze de hervorming niet zullen voelen. U moet mij dan toch eens uitleggen hoe u 4,2 miljard euro wilt besparen zonder dat de mensen dat zullen voelen?

01.102 Oskar Seuntjens (Vooruit): Bedankt voor uw vraag, mevrouw Daems.

Als u mijn ex-voorzitster citeert, wil ik ook graag uw voorzitter citeren. Ik herhaal het – het discussiepunt komt altijd maar weer –, iedereen weet dat we moeten hervormen om onze pensioenen betaalbaar te houden. Dat is voor ons oprecht superbelangrijk. We willen niet alleen werknemers van vandaag die hard hebben gewerkt een goed pensioen kunnen geven, maar ook de komende generaties.

We staan voor gigantische vergrijzingskosten. Ik dacht dat we het daarover allemaal eens waren, tot ik gisterenavond naar huis ging en nog naar *Terzake* keek. Uw voorzitter kwam aan het woord en de journalist vroeg de heer Hedeboom of er dan helemaal niet hervormd hoeft te worden om de pensioenen betaalbaar te houden. Hij antwoordde op zijn Hedebooms dat er helemaal niet hervormd hoeft te worden. Dat is een gigantisch probleem, want we hebben vandaag een sterke welvaartsstaat, die we nodig hebben om vooral de werkende mensen te beschermen. Gewone mensen hebben een sterke welvaartsstaat nodig. Als wij die niet langer financieel gezond houden, dan zijn zij daarvan de eerste dupe, niet de allerrijksten, die hun plan wel trekken. Wij moeten nu maatregelen nemen om onze welvaartsstaat financieel sterk en gezond te houden, zodat iedereen later recht heeft op een goed pensioen.

01.103 Greet Daems (PVDA-PTB): Mijnheer Seuntjens, u verklaart dat de pensioenen onbetaalbaar zijn. België spendeert 11,2 % van zijn jaarlijkse welvaart, het bbp, aan de pensioenen. Volgens de Studiecommissie voor de Vergrijzing stijgen de pensioenkosten in ons land naar 13,7 % van ons bbp tegen 2070. Dat is nog altijd minder dan wat andere landen, zoals Oostenrijk en Frankrijk, vandaag al uitgeven. Als de pensioenen onbetaalbaar zijn, vraag ik me af hoe die andere landen dat dan doen.

De **voorzitter**: Mijnheer de minister, de percentages heb ik intussen vandaag ook al gehoord.

01.104 Minister Frank Vandenbroucke: Mevrouw Daems, het is nu al de derde keer dat de PVDA-fractie dat verhaaltje vertelt van Frankrijk en Oostenrijk. U hoeft alleen naar de cijfers te kijken. Het laatste *Ageing Report* bevat de cijfers van Frankrijk, Oostenrijk en België. In België zullen de uitgaven voor pensioenen nog stijgen met ongeveer 3 % van het bnp. In Oostenrijk stijgen die gewoon niet tussen nu en 2050-2070. België steekt Oostenrijk dus los voorbij qua pensioenuitgaven. In Frankrijk zullen de pensioenuitgaven dalen.

Overigens houdt u een lofzang voor Oostenrijk, net zoals mevrouw Merckx. Weet u dat de malus in Oostenrijk 5,1 % bedraagt? Dat is fantastisch! Weet u dat er in Oostenrijk geen wettelijk minimumpensioen bestaat? Er is een bijstandssysteem. U moet dus ophouden met die lofzang op Oostenrijk en u moet ophouden te beweren dat het daar zo geweldig is en dat men daar zoveel uitgeeft voor de pensioenen. De uitgaven van Oostenrijk volgen de vergrijzing helemaal niet. Ik zeg zelfs niet dat dat goed is.

In Frankrijk dalen de pensioenuitgaven aanzienlijk. Als het juist zou zijn – volgens mij is het zelfs niet meer helemaal juist – dat wij nu minder uitgeven dan Oostenrijk, dan zal dat binnen een aantal jaren totaal anders zijn. U moet dus ophouden met het riedeltje dat Oostenrijk en Frankrijk veel meer uitgeven aan de pensioenen dan België.

01.105 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, we zullen eerlijk zijn: we zullen de komende jaren inspanningen vragen van de mensen op het vlak van pensioenen en de arbeidsmarkt. We zullen in uitzonderingen, sociale beschermingslagen en overgangsmaatregelen voorzien, maar het zijn en blijven inspanningen. Daarover gaan we niet flauw doen. Voor Vooruit was het vanaf dag één duidelijk dat we die inspanningen enkel kunnen vragen als iedereen zijn deel doet, ook de grote vermogens en de politici. Dat gaan wij doen. Dat is niet meer dan normaal.

Collega's, we hebben het er al heel veel over gehad, maar eindelijk komt er tenminste een meerwaardebelasting op aandelen. België was samen met Luxemburg het enige West-Europese land zonder meerwaardebelasting. Dat kregen we niet meer uitgelegd. Gewone mensen te veel belastingen laten betalen, wat het dus was, omdat men rijke aandeelhouders wilde ontzien, kregen wij niet meer uitgelegd. Wij hebben er keihard voor gevochten en het is gelukt. Er komt eindelijk een echte bijdrage van de grote vermogens.

Daar stopt het niet bij. Er komt ook een digitaks voor grote digitale multinationals, zoals Google en Meta, die nota bene goed verdienen aan de extreme partijen hier in het halfgrond. Zij gaan ook bij ons belastingen betalen. De bankentaks wordt verhoogd. Daaruit komen meer inkomsten. De bestrijding van fiscale fraude wordt voortgezet en versterkt.

Collega's, ik heb het al aangegeven, wanneer wij van iedereen een inspanning vragen, moet ook de politiek dat doen. Dat zullen wij eindelijk doen. De Senaat wordt afgeschaft. De partijdotaties worden bevroren. De uitredingsvergoedingen worden gehalveerd. Immers, zoals een wijs man ook aangaf, elk zijn deel is niks te veel.

Collega's, mijnheer de eerste minister, ik rond af.

De **voorzitter**: De heer Keuten heeft een prangende vraag.

01.106 Dieter Keuten (VB): Mijnheer Seuntjens, het is interessant dat u begint over de digitaks. Het is de eerste keer sinds gisteren dat het thema ter sprake komt, tenzij ik iets heb gemist.

U bent blij dat u de techbedrijven extra zult kunnen belasten. Ik lees anderzijds in het regeerakkoord over hoge verwachtingen door het inzetten van AI, om efficiëntiewinsten te realiseren in de administratie, om kosten te besparen, om de werking te verbeteren en om in de toekomst minder personeel te moeten inzetten. U hebt dus enerzijds hoge verwachtingen, maar u wilt anderzijds de techbedrijven extra belasten en extra reguleren. De AI Act wilt u immers klakkeloos implementeren met waarschijnlijk nog wat *gold-plating* erbij. De Europese Unie is geweldig goed in reglementeren. Wij hebben geen enkele Europese AI-speler, maar we hebben als enigen in de wereld wel een AI-reglementering.

Nog een andere taks is de verpakkingstaks, waarover ik het even wil hebben. Ik meende dat die taks een taks was met nobele ecologische doelstellingen. Blijkbaar kan een verpakkingstaks nu echter ook worden ingezet om onze prijzen van consumptiegoederen op het buitenland af te stemmen. Kunt u dat even verduidelijken? Waarom wordt de verpakkingstaks niet in zijn geheel afgeschaft, aangezien die toch niet dient voor ecologische doelstellingen, maar om onze prijzen in vergelijking met het buitenland op peil te houden?

De **voorzitter**: Ik hoop dat de volgende regering – ik suggereer dit – geen akkoord van 203 bladzijden meer sluit. Dat geeft immers heel veel stof tot vragen.

01.107 Oskar Seuntjens (Vooruit): Met de specifieke verpakkingstaks kunt u zich straks tijdens de thematische debatten amuseren. Over de digitaks wil ik het echter wel zeker hebben.

Het valt mij vooral op dat het een trend wordt dat de uiteenzettingen van het Vlaams Belang zich vooral focussen op de grote bezorgdheid over belastingen voor de grote multinationals. De uiteenzettingen van de partij waarvan werd gedacht dat ze opkwam voor de gewone mensen, ook in uw grote speech hier, gaan alleen maar over de grote vermogens. Daarover maakt die partij zich zorgen. Collega's, dat is heel duidelijk. Wij nemen daarvan akte. Onze partij, Vooruit, komt wel op voor de gewone mensen.

01.108 Minister Frank Vandenbroucke: Ik wil de collega wel even helpen met zijn vraag over de verpakkingstaks. De reden waarom er met een verpakkingstaks wordt gewerkt, is dat wij nogal veel verschuivingen zien in aankopen over de grens. De maatregel van de regering heeft een heel interessant neveneffect. Ooit heeft een regering een zogenaamde suikertaks ingevoerd die geen suikertaks is. Het is gewoon een taks op frisdranken. Ooit heeft een regering gezegd iets te willen doen tegen ongezonde dranken met te veel suiker, maar hun taks geldt voor alle soorten frisdranken.

Door de manier waarop die verpakkingstaks nu afgeschaft wordt voor dranken, ontstaat er een verschil

tussen suikerhoudende frisdranken en andere. Als minister van Volksgezondheid vind ik dat een buitengewoon goede maatregel. Ik veronderstel dat de groene collega's daar zeker ook heel enthousiast over zullen zijn.

01.109 Dieter Keuten (VB): Dank u voor uw toelichting, mijnheer de minister en mijnheer Seuntjens. Het is een goede verduidelijking wat die verpakkingstaks betreft. Het wordt nu dus een echte frisdrankentaks, behalve voor zerofrisdranken, want die worden door deze regering als 'goed' bestempeld. Andere dranken zijn dan weer minder goed. Zerodranken bevatten echter aspartaam, dat volgens sommige organisaties ook weer kankerverwekkend is. Wanneer zal de regering eindelijk stoppen met dit micromanagement? Laat de mensen zelf beslissen. Laat mensen hun eigen keuze maken. Ga mensen niet betuttelen.

Mijnheer Seuntjens, helaas heb ik geen antwoord van u gehoord over de digitaks, over het belasten van techbedrijven. U gooit de bal terug. Grote vermogens meent u te kunnen belasten, maar wie zijn de aandeelhouders? Dat zijn de goede huisvaders in dit land die een beetje spaargeld (...)

01.110 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, ik wil even verdergaan over de digitaks. Ik ben het daarover met u eens. Het gaat om grote multinationals, die inderdaad ook een bijdrage moeten leveren. Ik lees voor uit het arizonaregeerakkoord: "België voert de internationale afspraken inzake een digitaks uit. Op die manier zullen grote digitale multinationals ook zonder fysieke aanwezigheid in België belastbaar zijn. Indien er geen overeenkomst kan worden bereikt op Europees of internationaal niveau, zal België ten laatste vanaf 2027 unilateraal een digitaks uitwerken."

Ik lees nu voor uit het regeerakkoord van Vivaldi: "Er moet een vorm van digitale taxatie komen. Daarom zal België het voortouw nemen in de besprekingen voor een dergelijke taxatie op internationaal niveau. Indien er geen internationaal akkoord gevonden kan worden, zal België zelf een *digital service tax* invoeren in 2023."

Het is eigenlijk dezelfde tekst, hetzelfde voornemen, dat hier uitgesproken wordt. Waarom werd dat door de vivaldiregering niet uitgevoerd in 2023? Omdat er op dat ogenblik nog steeds constructieve gesprekken waren, internationaal, en er binnen Europa was afgesproken tussen de ministers van Financiën om geen unilateraal initiatief te nemen zolang die gesprekken liepen. De minister van Financiën heeft ervoor gekozen dat te respecteren. Ik begrijp die keuze. De vraag is wat de arizonaregering zal doen wanneer men in 2027 nog altijd vraagt geen unilateraal initiatief te nemen. Zal België zich daar opnieuw bij neerleggen? Op welke manier kunt u garanderen dat in 2027 die digitaks wel unilateraal ingevoerd zal worden?

01.111 Oskar Seuntjens (Vooruit): (...)

01.112 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): Dat staat wel in uw regeerakkoord: in 2027, unilateraal.

01.113 Oskar Seuntjens (Vooruit): Ik denk dat de tekst heel duidelijk is. In 2027 zullen we daarover een gesprek voeren en dan zullen wij jullie met veel goesting in het Parlement vertellen wat daaruit is gekomen. Ik nodig u zeker uit in die commissie. Ik kan nu onmogelijk voorspellen wat er uit die unilaterale gesprekken zal komen. Dat weet u ook. Ik vind wel dat u een heel goede analyse maakt. Ik ben benieuwd wat daaruit komt. Ik hoop net zoals u dat we een goed akkoord maken, zodat grote techbedrijven in ons land een eerlijke bijdrage leveren.

01.114 Dieter Vanbesien (Ecolo-Groen): U begrijpt de betekenis van het woord unilateraal. Dat is niet dat u gesprekken gaat voeren. Dat is dat u hier met deze regering beslist om die taks in te voeren. Daar hebt u die gesprekken niet voor nodig. U zegt dat we wel zullen zien wat er uit die gesprekken komt. Er is geen Madame Soleil. We weten niet wat de internationale situatie in 2027 zal zijn, dat is juist, maar het staat wel in het akkoord en in uw tabellen. We zullen dat inderdaad in 2027 zien. Als het er niet komt, dan zullen we opnieuw een paar honderden miljoenen euro's moeten gaan zoeken, waarschijnlijk bij de meest kwetsbare mensen, om de begroting in orde te krijgen.

01.115 Oskar Seuntjens (Vooruit): Beste premier, voorzitter, collega's, ik ga afronden. Elke dag – dat meen ik – ben ik fier om mezelf een socialist te noemen, maar vandaag misschien nog meer dan anders. Als ik met mijn vrienden spreek, verwachten zij maar één ding en dat is dat politici hun verantwoordelijkheid nemen om de toekomst te beschermen. Dat is exact wat Vooruit in deze regering

zal doen. Wij zijn blijven praten, blijven onderhandelen tot het goed zat, omdat we weten dat mensen op ons rekenen. Wie elke dag vroeg opstaat, hard werkt, rekent op ons om zijn koopkracht te beschermen. Wie ziek wordt of pech heeft, rekent op ons om in de beste en meest toegankelijke zorg te voorzien. Als er moeilijke beslissingen moeten worden genomen, dan rekenen mensen op ons om die inspanningen eerlijk te verdelen. Dat is onze stempel op dit regeerakkoord.

Wegkijken – dat heeft de oppositie bewezen – zal altijd gemakkelijker zijn, maar Vooruit neemt liever haar verantwoordelijkheid en daarom zal onze fractie dit regeerakkoord goedkeuren.

01.116 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, het is ondertussen vier uur geleden, maar toen heb ik aan de collega van Les Engagés een specifieke vraag gesteld, die wij straks ook aan cd&v en aan de vakminister willen stellen. Op pagina 71 van het regeerakkoord staat iets over de kwalitatieve en neutrale dienstverlening van de federale overheid: "Het is de verantwoordelijkheid van de leidende ambtenaar om die kwalitatieve en neutrale dienstverlening voor de eigen diensten te garanderen. In dat kader zal de regering na onderzoek en overleg met de leidende ambtenaren een uniform of een dresscode invoeren."

Met betrekking tot de arbeidsparticipatie van specifieke groepen, weten we dat dit voor vrouwen van kleur vaak geen positieve cijfers zijn. Mijn vraag luidt heel eenvoudig of dat uniform al dan niet een hoofddoek omvat.

01.117 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw Almaci, aangezien u die vraag aan elke meerderheidspartij stelt, zal ik het voor u vergemakkelijken door te verwijzen naar het antwoord van Les Engagés. Wie weet hebt u bij de volgende spreker meer succes.

De **voorzitter**: Mevrouw Almaci, u hebt recht op een minuut spreektijd voor een repliek.

01.118 Meyrem Almaci (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, ik herinner me oprecht niet meer of u in het halfrond aanwezig was toen ik die vraag stelde, maar het is begrijpelijk, want iedereen heeft op een bepaald moment een break nodig, dus dat is het probleem niet.

Wel wordt het pijnlijk als geen enkele meerderheidspartij kan antwoorden op een simpele ja-nee-vraag. Komt iemand die een hoofddoek draagt al dan niet in aanmerking voor het uniform? Omvat het uniform ook een hoofddoek?

Ik denk dat ik weet waarom het antwoord uitblijft. U hebt echter nog wat tijd. Ik zal de vraag ook stellen aan uw minister bevoegd voor Gelijke Kansen en ook aan de minister die voor de overheidsdiensten bevoegd is. Ooit zal de vraag wel beantwoord moeten worden. Ik hoop alleszins dat jullie over die passage in het regeerakkoord hebben nagedacht.

01.119 Katja Gabriëls (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, ik heb met mijn vraag gewacht tot het einde van uw betoog. Ik vind het veelzeggend dat Vooruit in deze algemene bespreking met geen woord rept over ethische thema's, waardoor u terug op uw plaats zou gaan zitten zonder daarover iets gezegd te hebben. Vandaar mijn vraag.

Er is een Nederlandstalige en een Franstalige versie van het regeerakkoord, maar ik vraag me af of de socialisten misschien nog een eigen versie hebben. Uw partijvoorzitter heeft namelijk meteen na de onderhandelingen een bericht de wereld ingestuurd dat er een principiële beslissing is om de abortustermijn te verlengen. In de versie van het regeerakkoord die wij hebben, vind ik dat absoluut niet terug, want er staat uitdrukkelijk: "We zetten het maatschappelijk debat rond de vrijwillige zwangerschapsafbreking verder."

U weet het misschien niet, maar collega's van uw partij – misschien moet u eens bellen met mevrouw Jiroflée, die daarvoor jarenlang gevochten heeft – hebben daarover samen met ons een groot debat gehad. We hebben een wetenschappelijk comité aangesteld, maar u ziet tot wat dat heeft geleid.

Minister Vandenbroucke suste ons eerder in het debat door te zeggen dat er vroeger grendels waren, maar dat die er vandaag niet meer in zitten. Ik zie echter geen enkel verschil. Opnieuw wordt zowel voor abortus als voor euthanasie verwezen naar een wetenschappelijk comité, maar welk gevolg zal daar nadien aan worden gegeven?

De heer Ronse heeft tijdens zijn uiteenzetting gezegd dat er duidelijke afspraken over gemaakt zijn. De heer Piedboeuf heeft gemeld dat de leden van zijn fractie inzake ethische thema's vrij stemmen, maar dat veronderstelt wel dat er een stemming kan plaatsvinden.

Mijnheer Seuntjens, wij zijn absoluut voorstander om ethische thema's hier te behandelen, vandaar mijn vraag: kunt u, los van de letterlijke tekst van het regeerakkoord, zeggen welke afspraken daarover gemaakt zijn?

01.120 Oskar Seuntjens (Vooruit): Mevrouw Gabriëls, ik dank u voor die vraag. U weet dat voor zowel uw partij als mijn partij de ethische thema's zeer belangrijk zijn. Tijdens de vorige legislatuur zaten we samen in de regering en we moeten tot onze grote spijt vaststellen dat we op het vlak van de ethische dossiers geen enkele stap in de goede richting hebben gezet. Dat is iets wat ons, progressieven, veel pijn doet. In dat opzicht ben ik blij dat we met het nieuwe regeerakkoord eindelijk, na jaren van stilstand, op ethische thema's stappen in de goede richting kunnen zetten. Als het gaat over het draagmoederschap, maken we werk van een wettelijk kader. Als het gaat over de anonimiteit bij zaaddonatie, dan zetten we een stap in de goede richting. We zullen ook bekijken hoe we vooruitgang kunnen boeken inzake euthanasie bij jongementie en abortus.

Het gaat om thema's waarbij we, na jaren van stilstand en gezamenlijke pogingen die niet zijn geslaagd, met Arizona de garantie hebben dat er stappen in de goede richting worden gezet. Voor onze partij kan het absoluut zo ver gaan als in het wetenschappelijk rapport wordt voorgesteld, maar we hebben de afspraak dat we samen op een serene manier het debat zullen voeren, want het gaat over iets fundamenteels: het leven en de dood. Ik ben blij dat we met de huidige regering eindelijk stappen in de progressieve richting zullen zetten.

01.121 Katja Gabriëls (Open Vld): Mijnheer Seuntjens, ik zie die vooruitgang echt niet in het regeerakkoord. Uiteraard zult u in ons altijd een partner vinden. Destijds, toen de heer Tommelein hier nog op de banken zat, hadden wij al een wetsvoorstel over draagmoederschap. We zijn als liberalen fier op de vooruitgang die we de afgelopen 25 jaar in die ethische thema's samen hebben geboekt. Wij willen de komende jaren opnieuw vooruitgang boeken voor thema's zoals abortus en euthanasie voor dementerenden of wilsonbekwamen. U deelt als 26-jarige allicht de mening dat mensen in 2025 zelf kunnen beslissen over hun levenseinde en dat vrouwen baas zijn over eigen lichaam. Ik had gehoopt dat Vooruit – met alle beloftes uit de campagne – daarvan echt een punt zou hebben gemaakt en een veto in de huidige regering zou hebben gesteld.

01.122 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Merci monsieur le président de ne pas m'oublier lors de ce tour.

Monsieur le député, je vous ai bien écouté pendant votre présentation. Je comprends votre enthousiasme pour l'accord après des mois de négociation. Vous dites: "Yes! On va y arriver! Tout ce qu'on n'a pas pu faire avec la Vivaldi on va pouvoir le faire avec eux!" Permettez-moi quand même de souligner que l'écart, en principe en tout cas, entre Vooruit et certains autres partis qui font partie de cette coalition est en réalité bien plus large que celui qui existait entre les partis de la Vivaldi. Nous n'attendons par conséquent pas de Vooruit qu'il envoie ici des perroquets répéter les recettes en matière d'austérité que M. De Wever veut nous imposer en disant qu'il n'y a pas d'alternative. Ce que nous attendons de vous, c'est que vous défendiez les valeurs de gauche, que vous défendiez les maigres victoires que vous avez obtenues dans cet accord, car ce n'est pas parce que c'est écrit dans l'accord que ça va se réaliser. Cela, croyez-moi, au bout de cinq ans de Vivaldi, on est bien placé pour le savoir, pour savoir qu'en fait, tout reste à faire.

Je vous invite donc, dès demain, à enfiler vos gants pour commencer à travailler. Vu que vous n'avez absolument rien écouté de ce que j'ai dit pendant ma présentation – vous étiez ici, dos tourné, en train de souffler avant que je termine –, je vais quand même vous rappeler que, pour payer votre pension plus tard, il y a des alternatives à saquer chez les malades ou parmi les pensions des veuves. On peut aller chercher quinze milliards dans les subsides des énergies fossiles, on peut aller chercher six milliards dans une vraie réforme fiscale, on peut aller chercher deux milliards dans une vraie taxation des plus-values boursières...

01.123 Oskar Seuntjens (Vooruit): Dank u wel, mevrouw Schlitz. Ik kan u heel kort antwoorden: ik garandeer u dat wij met Vooruit er alles aan zullen doen om dit regeerakkoord op een sociale en

rechtvaardige manier uit te voeren.

01.124 Sarah Schlitz (Ecolo-Groen): Merci pour cet engagement. Ce serait encore mieux d'écouter et d'avoir un peu de respect pour l'opposition la prochaine fois.

01.125 Staf Aerts (Ecolo-Groen): Mijnheer Seuntjens, we hebben elkaar leren kennen tijdens de campagne. Als ik het me goed herinner, was klimaat voor u een belangrijke drijfveer om in de politiek te stappen. Ik heb heel goed geluisterd, maar ik heb het woord 'klimaat' niet gehoord. Het verrast me dus dat dat niet aan bod is gekomen.

Daarnet heb ik die andere kersverse fractieleider, de heer Ronse, gehoord. Hij sprak van 'klimaatidealisme' en noemde zichzelf een 'klimaatrealist'. U kunt volgens mij wel beamen dat de klimaatopwarming geen ideologie is, maar een feit, een gegeven, waarvan we de gevolgen zien: in Wallonië, in Californië met de bosbranden, noem maar op. Ik hoop dus dat u, met uw grote hart voor klimaat, niet spreekt over 'klimaatidealisme' of 'klimaatrealisme'. Als ik met klimaatjongeren praat, rollen zij met hun ogen als het gaat over de afweging van klimaatmaatregelen tegenover economische draagkracht.

Dit regeerakkoord is in feite een 'fossiel regeerakkoord' te noemen. In elke zin waarin het woord 'klimaat' voorkomt, wordt er in het vervolg van de zin onmiddellijk genuanceerd: "We kunnen niet te veel doen", "we kunnen niet doorpakken", "de concurrentiekracht ..." Moeten we evenwel niet vaststellen dat in de gebieden waar de klimaatopwarming nu al heel hard toeslaat, de concurrentiekracht ongelooflijk hard onder druk staat? Dat de mensen daar buitengewoon hard lijden? Bijvoorbeeld in de Vesdervallei bleek bovendien dat vooral de kwetsbaarsten hard lijden.

Ik begrijp dus niet goed hoe u, met uw hart voor het klimaat, achter dat fossiele regeerakkoord kunt staan. Dat is overigens niet alleen mijn analyse. Ook de Bond Beter Leefmilieu heeft brandhout gemaakt van het klimaathoofdstuk. Ik ben dan ook heel benieuwd naar uw visie.

01.126 Oskar Seuntjens (Vooruit): Dank u wel, collega Aerts. Dat is misschien een verschil tussen u en mij. Mij maakt het eerlijk gezegd niet zoveel uit als collega's woorden als 'klimaatidealisme' of 'klimaatrealisme' gebruiken. Voor mij zijn de concrete maatregelen die we nemen veel belangrijker. Nog belangrijker is dat we altijd rekening houden met de koopkracht van de gezinnen. Wat we niet gaan doen, is mensen verplichten om allerlei zaken aan te passen als dat voor hen niet lukt. In deze nieuwe regering zullen we bijvoorbeeld warmtepompen aantrekkelijker maken. We zullen ervoor zorgen dat we minder afhankelijk zijn van energie die van Poetin komt en we zullen meer schone stroom hier ter plaatse maken. Daarnaast willen we er ook voor zorgen dat we mensen in al die stappen blijven begeleiden. Onze minister in de Vlaamse regering, Melissa Depraetere, zorgt er bijvoorbeeld voor dat mensen hun woning goedkoper kunnen renoveren.

We zullen er altijd voor zorgen dat er een klimaatbeleid is, omdat dat uiterst belangrijk is. U hebt gelijk, mijnheer Aerts, dat is voor mij persoonlijk een heel erg belangrijk thema en we zullen erover waken dat dat op een sociaal rechtvaardige manier wordt gevoerd. Welke woorden bepaalde partijen dan precies gebruiken, maakt me eigenlijk niet zoveel uit.

01.127 Staf Aerts (Ecolo-Groen): U had nochtans een heel aantal maatregelen wel kunnen nemen. Over de warmtepompen zijn we het eens dat dat een goede maatregel is, maar dat is er maar eentje, een minimaatregel in het hele pakket van voorstellen. Meer hernieuwbare energie wordt uitgesteld. Er komt goedkopere elektriciteit voor de bedrijven, maar niet voor de gezinnen. Aan de 15 miljard euro fossiele subsidies wordt niet geraakt.

Wel, ik had van een regering met Vooruit erbij meer ambitie verwacht op het vlak van het klimaat. Van andere partijen verwacht ik dat al lang niet meer. Ik ben echter teleurgesteld dat u niet verder geraakt bent dan dit, want het is absoluut te weinig en maakt ons totaal afhankelijk van de verdere opwarming van het klimaat. Ik denk dat we dat helaas binnen vier jaar met z'n allen zullen moeten vaststellen.

De **voorzitter**: Dan rond ik het betoog van collega Seuntjes hierbij af. Hij was trouwens de derde collega die zijn maidenspeech als fractievoorzitter hield.

Mevrouw Lanjri, de diensten hebben me ervan op de hoogte gebracht dat u in aanmerking komt om mij

te vervangen wanneer ik van de voorzittersstoel stap. Ik ga namelijk informeel een kleine rondvraag doen in het halfroond en daarvoor moet ik van mijn troon.

Collega's, het is nu 8.38 uur. U zult mij niet horen ontkennen dat elk betoog even relevant was, maar we verwachten nog veel sprekers op de tribune. Bovendien zal de eerste minister daar ook nog een antwoord op formuleren, waar ook nog eens voorzien is dat erop een repliek kan volgen.

Daarna volgen de lang verwachte themadebatten. Gelukkig zijn daarvoor slechts 94 mensen ingeschreven. Er is een bijzonder grote kans dat u niks zult meemaken van 6 februari. Ik hoop dat 7 februari wel lukt.

Ik heb een inschatting gemaakt: ook de thematische ronde zal nog zo'n 15 uur duren. Daarom ga ik een kleine informele ronde doen – ik heb dat al een beetje gedaan – om te zien hoe we daarmee omspringen. Ik ben geen believer, in geen enkel systeem, maar ik geef gewoon even de contouren mee van de uitdaging waar we voor staan.

Nu, we zijn hier een Huis met regels. Ik moet al meteen mevrouw Lanjri degraderen en mevrouw Muylle uitnodigen. Het gebeurt allemaal volgens regels die strikt gevolgd worden.

Voorzitter: Nathalie Muylle, oudste lid in jaren.

Président: Nathalie Muylle, doyenne d'âge.

01.128 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer de eerste minister, ik wil u in de eerste plaats feliciteren, oprecht. We zijn er. *Alea iacta est*, zoals u dat zelf zei. U bent er. Veel mensen hadden dat niet verwacht, in het bijzonder Antwerpenaren, die volhielden dat u nooit het stadhuis zou verlaten. Dat is niet juist gebleken. U hebt verantwoordelijkheid opgenomen. Het heeft wel acht maanden geduurd, maar u bent in uw opzet geslaagd en ik wil u daarmee feliciteren. Zelf had ik u eerlijk gezegd veel sneller willen zien. Nadat ik een regeling voor een eerste schijf voorlopige kredieten moest voorbereiden, had ik niet verwacht ook nog een voor een tweede schijf te moeten doen, maar tot zover de persoonlijke klachten. Ons land had een regering nodig, dat was broodnodig. De wereld staat niet stil, denk maar aan de gebeurtenissen in de VS, China, Rusland en Oekraïne. Het verhaal is bekend. Het was dus hoog tijd dat België begon te bewegen. Ik wil u dan ook feliciteren en u het allerbeste wensen met uw moeilijke opdracht. We kunnen alleen maar hopen dat u erin slaagt; ik doe dat in elk geval.

Mijnheer de eerste minister, voor één zaak kan ik u alvast niet feliciteren en dat is met de genderpariteit in uw regering. Het was geen fraai moment toen afgelopen maandag er slechts vier vrouwen op de vijftien regeringsleden, bovendien in de schaduw van hun collega's, op de foto mochten. Zij verdienden beter. Het beeld dat we krijgen is niet meer van deze tijd. Daarmee kom ik meteen aan mijn eerste vraag voor u, mijnheer de eerste minister. Had u met uw coalitiepartners afspraken over pariteit gemaakt? Het was namelijk geen toeval dat de regering-De Croo wel paritair was. Dat was toen een expliciete vraag van de heer De Croo en de partijen kwamen daaraan tegemoet.

U hebt als eerste minister uw eerste koninklijk besluit, namelijk over de samenstelling van de regering, ondertekend en wij moesten vaststellen – u niet, ook al hield u de pen vast – dat de regering niet paritair samengesteld is. U hebt dan gisteren een nieuwe foto laten maken en dat was geen slechte zaak. De vrouwen stonden gelukkig niet meer in de schaduw, maar dat verandert natuurlijk niets aan de samenstelling. Ik hoop alvast dat de schaduw van wie bovenaan de trap stond, geen slecht omen betekent voor uw regering en ik wens alvast de dames van de arizonaregering – sommigen zijn er vanochtend niet – veel succes. Ook al zijn ze in de minderheid, ik ben ervan overtuigd dat ze hun mannetje zullen staan. Ik geef hun de tip mee om elkaar te steunen, zoals wij dat hebben gedaan in de vorige regering.

01.129 Eerste minister Bart De Wever: Mevrouw Bertrand, u hebt me een precieze vraag gesteld, die ik zal beantwoorden. Ik spreek nu uit het geheugen, want ik heb het niet opgezocht, maar de regering waarvan u zelf deel uitmaakte, was de vetste regering sinds de regering-Leburton, een regering uit de jaren 70 die zesendertig regeringsleden telde – daar kunt u dus niet over. Ik moet echt in mijn geheugen graven, maar de vorige regering telde in ieder geval heel veel leden. Met zoveel te benoemen excellenties is het natuurlijk iets gemakkelijker om aan de meerderheidspartijen pariteit te vragen. Overigens, de vivaldiregering kende ook geen pariteit in het kernkabinet.

Wij hebben met de arizonaregering als topprioriteit verkozen om de slankste regering te maken sinds 1960, als ik me niet vergis, opnieuw uit het geheugen. Ik heb aan elke partij gevraagd om op dat evenwicht te letten, maar, zoals de heer Ronse al zei, elke partij is daarin vrij. Wat telt, is dat de bekwaamste persoon op de juiste stoel is terechtgekomen.

Het valt me trouwens op dat uiterekend de partijen die voortdurend zeggen dat gender niet meer van belang is en zelfs niet meer bestaat – ik heb het niet over u –, daarop vandaag de grootste klemtoon leggen.

Ik had net zoals u liever pariteit gezien. In de Vlaamse regering hebben we heel veel moeite gehad om het minimumaantal mannen bijeen te krijgen. Het kan dus toevallig ook wel eens de andere richting uitgaan. Het is jammer, maar het is nu zo.

01.130 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Mijnheer de premier, ik kan dat alleen betreuren. Dat uw regering minder ministers telt, mag geen excuus zijn om ze niet paritair samen te stellen. U haalt zelfs de eenderderegeling niet, die wel opgelegd is voor bedrijven. *Leadership by example*. Naar mijn mening zijn er voldoende vrouwen bekwaam om in het kernkabinet te zetelen of om deel uit te maken van de regering. Wat u zegt, geldt eigenlijk niet als excuus.

Mijnheer de eerste minister, ik begin, net zoals u, mijn uiteenzetting met een bekentenis. Een nieuw regeerakkoord en een beleidsverklaring van een nieuwe regering becommentariëren en bekritisieren vanuit de oppositie, is geen eenvoudige opdracht, niet zozeer omdat u acht maanden hebt gehad om een regeerakkoord te maken en wij maar 24 uur om het te analyseren, wel omdat het niet gemakkelijk is om de juiste toon te vinden en de juiste woorden te kiezen die recht doen aan de ernst van het moment en die gericht zijn tot zowel de regering als de burgers. Een reden is ook dat wij zelf 25 jaar lang deel uitmaakten van de meerderheid. Wij hebben ons daarom afgevraagd hoe wij als oppositie het verschil kunnen maken, zeker in een wereld waarin veel angst heerst, vaak de brandstof van populisme, waardoor simpele oplossingen voor complexe problemen worden aangekondigd. Na 25 jaar regeringsdeelname weten wij hoe moeilijk het is om te regeren en om keuzes te maken. We weten ook dat de zaken vaak complexer zijn dan de samenvatting ervan in één krachtige zin.

Zoals een lid van uw regering me onlangs zei, is de meerderheid maar zo sterk als de kwaliteit van de oppositie. Dat geloof ik absoluut. Hoe kunnen wij als oppositie ten dienste staan van de burgers, maar ook van de meerderheid? Wij kiezen voor een oppositie die noch belerend noch populistisch zal zijn. Wij kiezen voor een oppositie die zal uitgaan van de feiten en die zal bouwen op onze ervaring, onze kennis van 25 jaar regeren. *The duty of the opposition is to oppose*. Wij gaan niet strijden om te strijden. Wij gaan strijden om het verschil te maken. Dat wil onze fractie doen. Wij willen een faire en een krachtige oppositie zijn. Wij willen een oppositie voeren die durf, hoop, redelijkheid, respect en innovatie belichaamt. Wij zullen elk dossier bekijken op basis van zijn merites, niet om de absolute waarheid op te leggen. U hebt die niet in pacht, wij ook niet. Wij passen voor een politiek van sabotage of persoonlijke aanvallen. Dat gaat ons als liberalen niet af. Anderen doen dat beter dan wij. Wij zullen de andere oppositie zijn. Wij kiezen voor respect en nuttige samenwerking waar dat kan.

Dat betekent echter niet dat we niet veeleisend zullen zijn, integendeel. Dat hebt u gisteren al gezien. Wij zullen kritisch zijn, zoals we dat tot nu toe geweest zijn, en we zullen resultaten verwachten, want dat is ook wat onze burgers en bedrijven verwachten.

Tot zover de inleiding. Laten we nu komen tot de kern van het debat. Wat moeten wij als land doen? Waar zou de focus moeten liggen? De prioriteiten liggen voor de hand en ik hoop dat we het daarover eens zijn. We weten wat we moeten doen: minder uitgeven, focussen op werkgelegenheid, de arbeidsmarkt flexibiliseren, werken doen lonen, de competitiviteit versterken, minder regels opleggen, ons gezondheidszorgsysteem duurzaam maken, energie goedkoper maken, pensioenen hervormen, innovaties stimuleren, ons land weerbaar maken, onze belastingdruk verlagen en de begroting op orde zetten. Dat is waar het om draait.

Ik zal me vandaag beperken tot drie kritische reacties. Ten eerste, we erkennen dat sommige hervormingen in de juiste richting gaan, maar het ambitieniveau is maand na maand, versie na versie, gedaald. Ten tweede, de middenklasse, de hardwerkende Belgen en de kleine ondernemers zullen daarvoor opdraaien. Ten derde, er zijn veel kansen gemist.

Ik start met het ambitieniveau. Mijnheer de premier, u zei een paar weken geleden dat u er voor een lager ambitieniveau niet aan zou beginnen, maar toch is dat het geval.

De **voorzitter**: Mevrouw Bertrand, er is een vraag van collega Vandeput.

01.131 Steven Vandeput (N-VA): Mevrouw Bertrand, ik heb al even naar u geluisterd en ik dacht dat u het regeerakkoord aan het citeren was. U zegt dat er flexibilisering moet zijn in de jobs, dat men minder moet uitgeven, dat men energie goedkoper moet maken. Dat zijn allemaal elementen die in het regeerakkoord vervat zitten. Ik kan samen met u vaststellen dat de regering waaruit u net bent getreden, niet anders dan dat heeft gedaan. De resultaten spreken voor zich, niet? Het tegendeel is in feite waar. U zegt dat u elk voorstel op zijn merite zult beoordelen, dat u positief kritisch zult zijn, maar misschien is de start van de nieuwe regering het moment om de geweldige tips die u meeneemt uit Vivaldi even met ons allemaal te delen?

01.132 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Vandeput, ik verschiet ervan hoe kort het geheugen van sommigen hier is. Er zijn drie partijen in uw regering die ook al in Vivaldi zaten. Het is een beetje Arivaldi, eigenlijk. Die partijen hebben samen met ons een bilan verdedigd. Ik kan terugkomen op wat wij hebben gedaan en wat wij niet hebben kunnen doen. Over de vaststellingen zijn we het eens. We hebben die altijd verdedigd, ze stonden in ons programma.

Hoe u dingen gaat doen, welke methodes u zult gebruiken en welke eindresultaten u zult voorleggen, dat is de vraag. Daarop zullen wij u afrekenen. U zult zien dat er enkele fundamentele verschillen bestaan tussen ons. Over een aantal punten zijn wij het oneens. Indien u mij verder laat gaan, zal ik die ook citeren.

We zijn het er volledig mee eens dat men moet hervormen. U zult me nooit horen zeggen dat hervormen geen goede zaak is. Voor bepaalde domeinen liggen de juiste ingrediënten op tafel, maar die maken er nog geen sterrenmenu van. U moet nog iets met die ingrediënten doen. Op dat vlak hebben we een aantal bezorgdheden. We weten hoe moeilijk het is om met meerdere partijen rond de tafel te zitten. Dat erkennen wij. Dat weten wij. We zien echter ook dat veel hervormingen tijdens de laatste weken van de onderhandelingen zijn afgezwakt. Ik hoef u niet te vertellen wat te veel water bij de wijn oplevert.

De vraag is of het zal volstaan. Zal het volstaan om het resultaat dat u voor ogen hebt aan het einde van de rit te behalen? Is het akkoord ambitieus genoeg? De teksten in uw regeerakkoord werden in elke versie – en er zijn er heel wat geweest – minder ambitieus.

01.133 Steven Vandeput (N-VA): Ik blijf een beetje op mijn honger betreffende de tips die mevrouw Bertrand kan aandragen over haar goede ervaringen binnen Vivaldi om grote resultaten te boeken bij het saneren van onze begroting en het flexibiliseren van onze jobs enzovoort. Ik vermoed dat het debat hier niet zal stoppen. Mevrouw Bertrand, we zullen elkaar in de nabije toekomst zeker terugzien.

01.134 Sammy Mahdi (cd&v): Mevrouw Bertrand, ik ben benieuwd welke hervormingen u ambitieuzer wilt zien. Over de arbeidsmarkthervorming, waarover u zou kunnen spreken, kan ik alleen zeggen dat die in de laatste fase van de onderhandelingen helemaal niet is veranderd. Daar was geen sprake meer van. Iedereen was het eens over de omvang van die hervorming. Ze moet groot en stevig zijn.

Dan is het misschien de fiscale hervorming, maar dat zou moeilijk zijn, want in de laatste fase van de onderhandelingen hebben we die fiscale hervorming, die voor ons heel belangrijk was, nog versterkt. Uit de lezing van de vorige regering meen ik te begrijpen dat Open Vld niet meteen stond te springen voor een grondige fiscale hervorming.

Dan denk ik ook aan de pensioenen en dan ben ik zeer benieuwd wat u concreet verwacht dat deze regering zal doen voor een ambitieuzere pensioenhervorming.

U zegt dat u meer ambitie verwacht. Kunt u dat duiden? Op de arbeidsmarkt kan ze niet bestaan, op fiscaliteit hebt u ze tegengehouden, inzake de pensioenen hoor ik niet wat u wilt doen. Misschien kunt u mij helpen dat te verklaren?

01.135 Alexia Bertrand (Open Vld): Zeker, mijnheer Mahdi.

Mijnheer Vandeput, op het vlak van tips zou ik u aanraden om de verwachtingen goed te meten, want u schrijft zaken in uw tabellen of uw regeerakkoord die u nadien niet kunt verwezenlijken. Ik kan u een aantal voorbeelden geven, maar we zullen daarop terugkomen in het thematische debat. Ik denk bijvoorbeeld aan de woonfiscaliteit. U rekent zich rijk, want u rekent op 210 miljoen euro in 2025, wat ronduit illegaal is, nog los van de contractbreuk. Als u die zaken in uw tabellen en uw regeerakkoord opneemt, zult u in de problemen komen. Dat zullen we zien op het moment van de begrotingscontrole.

Ik zal eerst de heer Mahdi een antwoord geven.

Wat is niet ambitieus genoeg? U zou initieel de index aanpassen, zodat elke werknemer in de privésector of bij de overheid gelijk werd behandeld, maar op vraag van Vooruit werd dat geschrapt. U zou ook de bijzondere bijdrage sociale zekerheid schrappen, dé hervorming die echt een verschil had kunnen maken voor de middenklasse, maar op vraag van de socialisten werd het slechts een beperking. U zou initieel de schijf van 45 % in de personenbelasting schrappen, maar op vraag van Vooruit werd alleen de belastingvrije som verhoogd. Dat is opnieuw een instrument dat de lage lonen meer beloont, wat op zich goed is, maar de mensen met middeninkomens zullen dat amper voelen en het is een heel dure maatregel. U zou ook de pensioenen van alle werkenden vanaf 2050 gelijktrekken, maar op vraag van Vooruit werd dat 2062. (...)

De **voorzitster**: Mevrouw Bertrand, uw tijd zit erop.

Mijnheer Mahdi, wenst u te reageren?

01.136 Sammy Mahdi (cd&v): Graag.

Mevrouw Bertrand, u zegt dat u in de pensioenhervorming forser wou optreden, waarvan akte. U zegt dat u aan de index wou morrelen, waarvan akte. U spreekt over de belastingvrije som die meer zou toekomen aan de lagere lonen dan aan de hogere lonen, wat factueel onjuist is. Ik maak me zorgen over hoe u als bevoegd staatssecretaris ooit bepaalde beslissingen hebt genomen, als u niet beseft dat de belastingvrije som verhogen de hoogste lonen eigenlijk meer zal opleveren dan de laagste lonen. Ik ben benieuwd naar de rest van uw betoog, maar op basis van wat u nu zegt, kan ik alleen maar zeggen dat u de bal volledig mislaat.

01.137 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Mahdi, dat klopt niet, want bij de verhoging van de belastingvrije som gaat het om een forfaitair bedrag. Een schijf afschaffen, zoals de schijf van 45 %, behoort blijkbaar tot het verleden. De vorige regeringen hebben dat gedaan. Dat is totaal anders en dat zou de middenklasse echt helpen. U weet het heel goed, want het gaat over de lage middenklasse en de brutolonen van 1.930 tot 3.341 euro per maand, dat is net onder het mediaanloon. Zo'n grote impact zult u met de belastingvrije som niet halen, dus wat u zegt klopt niet.

De beschermingsmechanismen tegen de meerwaardebelasting waren in de vorige versies van het regeerakkoord wel opgenomen, zoals de impact van de inflatie. (...)

De **voorzitster**: Mijnheer Van Quickenborne, u hebt een vraag voor mevrouw Bertrand?

01.138 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Inderdaad.

Mevrouw Bertrand, collega's, de verklaringen van de architect van de blauwdruk van deze fiscale hervorming zijn belangrijk. Het betreft de heer Delanote, een intelligent man, een professor, die de vorige minister van Financiën heeft aangesteld om mee de blauwdruk te schrijven van die fiscale hervorming. Hij heeft enkele dagen geleden een interview gegeven. Zoals altijd was hij daarin zeer eerlijk, objectief en onafhankelijk, wat hem siert. In dat interview verklaarde hij, ten eerste, dat het ambitieniveau van de fiscale hervorming, mijnheer Mahdi, laag is. Ten tweede gaat het om een beperkte lastenverlaging en ten derde houdt ze geen maatregelen in voor de gemiddelde en de hogere inkomens. Dat heeft de heer Delanote letterlijk verklaard in dat interview.

Daaraan wil ik toevoegen dat, als men gebruikmaakt van de belastingvrije som, collega's, men dat niet alleen doet voor werkende mensen, maar voor iedereen. In het regeerakkoord staat dat de regering de belastingvrije som zal optrekken voor werkende mensen. U mag elke fiscalist raadplegen, maar dat is niet mogelijk, want men kan niet discrimineren. Als men werkt met het instrument van de belastingvrije

som, dan moet dat voor iedereen worden gehanteerd. Dat betekent dat men ook voor bijvoorbeeld gepensioneerden en arbeidsongeschikten de belastingen verlaagt.

Collega's en mevrouw Bertrand, als men dus echt wil focussen op werkende mensen, dan zijn er andere instrumenten voorhanden. De heer Piedboeuf heeft dat daarnet uiteengezet. Men kan bijvoorbeeld de forfaitaire beroepskosten optrekken. Een ander instrument is de schrapping van een schijf, bijvoorbeeld die van 45 %, misschien zelfs die van 50 %, wat de premier had gepland. In die richting moet men gaan.

01.139 Alexia Bertrand (Open Vld): Collega's, mijnheer Van Quickenborne heeft gelijk. Daarom verklaarde ik ook dat het een zeer dure hervorming is en dat er andere instrumenten bestaan die de middenklasse kunnen helpen en die goedkoper zijn.

Ik zet mijn betoog voort.

Er waren dus ook beschermingsmechanismen tegen de meerwaardebelasting, die ondertussen zijn verdwenen.

01.140 Minister Vincent Van Peteghem: Ik wil het even hebben over wat daarnet is opgemerkt door de heer Van Quickenborne in zijn vraag aan mevrouw Bertrand.

Ten eerste, mijnheer Van Quickenborne, ik ben blij dat u verwijst naar het ambitieniveau. Ik herinner me nog goed de discussies die wij hebben gehad daarover. Indien ik me niet vergis, was u daarbij. Het ambitieniveau bij de vorige regering was tijdens de eerste fase die op tafel werd gelegd, exact ongeveer het bedrag dat wij nu zullen realiseren in onze fiscale hervorming, namelijk 6 miljard euro. Het enige wat ik me nog herinner, tenzij ik het een en ander enigszins ben vergeten, is dat de eerste minister dat ambitieniveau wou terugbrengen naar 2 miljard euro.

Nu wordt op een bepaald moment door professor Delanote geuit dat het ambitieniveau niet hoog genoeg is. Ik wil hem daarin bijtreden. Een fiscale hervorming kan immers nooit groot genoeg zijn. Wat wij hier vandaag echter doen, is zorgen dat er een fiscale hervorming komt voor een belangrijk bedrag van meer dan 6 miljard euro.

Ten tweede, voor de middelhoge en hoge inkomens werkt de belastingvrije som ook. Ze zorgt ook dat die groep mensen extra loon zal krijgen op het einde van de maand. Het is exact door te werken met de belastingvrije som dat wij ervoor zorgen dat er netto bij komt voor iedereen die werkt. Het verhaaltje dat u brengt en dat u ook de vorige keer hebt geprobeerd, namelijk dat iemand met een uitkering of een werkloosheidsuitkering ook van die maatregel zal profiteren, klopt niet. Dat gebeurt niet. Wij zorgen er immers voor dat de belastingvermindering die zij krijgen, vermindert, zodat dat niet gebeurt. Wij zorgen ervoor dat enkel de mensen die werken netto meer zullen overhouden op het einde van de maand.

Uiteraard zullen wij immers niet enkel de belastingvrije som optrekken, omdat wij ook van mening zijn dat het verschil tussen werken en niet werken groter moet worden. Wij zullen met de sociale werkbonus werken. Wij zullen ook een deel van de BBSZ afbouwen, zodat de discriminatie van de samenlevingsvormen kan worden weggewerkt. U weet immers hoe moeilijk het op dat vlak is. Een alleenstaande betaalt 731 euro, terwijl twee mensen die samenwonen of gehuwd zijn, ook slechts 731 euro moeten betalen.

Ik begrijp de heer Delanote. Natuurlijk wil hij academisch verder gaan. Echter, vandaag zijn wij op politiek vlak, met wat vandaag voorligt, erin geslaagd een belangrijke eerste grote stap te zetten in de bredere fiscale hervorming.

01.141 Alexia Bertrand (Open Vld): De waarheid heeft haar rechten.

01.142 Axel Ronse (N-VA): Mevrouw Bertrand, ik verontschuldig me voor mijn stem. Ik ben wat verkouden.

Ik heb hier voor mij de budgettaire tabel die zoveel jaar geleden is gepresenteerd. U komt uit een regering die naar het Parlement kwam en zei dat ze netto 1,2 miljard euro meer zou vragen van de

bevolking dan tijdens de periode daarvoor. Zij wou dus 1,2 miljard euro meer uit de zakken van de mensen halen. Nu pleit u hier namens uw partij over een regeerakkoord waarin wordt bepaald dat de regering netto 1,6 miljard euro minder uit de zakken van de mensen zal halen.

U ging vijf jaar geleden naar het Parlement en u vroeg om jullie regeerakkoord goed te keuren. U zou hervormen. U zou het op zijn 'Open Vld's' doen. U zou 1,2 miljard meer uit de zakken van de mensen halen. En nu geeft u hier de indruk dat u niet gelukkig bent met een tabel die zegt dat we 1,6 miljard minder uit de zakken van de mensen zullen halen.

Mevrouw Bertrand, ik meen dat u een heel eerlijk persoon bent. Zeg nu eens eerlijk, wat hebt u het liefste, 1,2 miljard euro meer uit de zakken van de mensen halen, of, zoals hier voorligt, 1,6 miljard euro minder uit de zakken van de mensen halen?

01.143 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Sorry, mijnheer Van Peteghem, het is geen 6 miljard euro. Het is 4,3 miljard euro. De cijfers zijn daarnet geëxpliciteerd door minister van Financiën Jambon, met vier componenten. Dat zijn de cijfers. Geen 6 miljard, maar 4,340 miljard. Zoveel bedraagt de lastenverlaging.

U zegt wat de heer Delanote zegt. Goed, dat is zo. Dat is de architect. Eerst, tot 17 januari meen ik, was het plan de BBSZ helemaal af te schaffen. Dat is trouwens een ambitie die we op een bepaald ogenblik gedeeld hebben. De eerste stap was – herinner het u – eerst voor de laagste inkomens. De tweede stap was de afschaffing. 1,4 miljard was de kostprijs daarvan. Die is niet gehalveerd. Men is naar een derde daarvan gegaan.

Ik begrijp de heer Delanote. Dat is gewoon de realiteit.

01.144 Alexia Bertrand (Open Vld): De waarheid heeft haar rechten. U bent naar de kern gekomen met een fiscale hervorming voor 5,6 miljard euro. Op de eerste vergadering van de kern heeft een aantal partijen rond de tafel gezegd dat ze dat niet zullen doen. Waarom? Omdat het een impact heeft op de deelstaten, op de opcentiemen. Dat was de reden waarom wij die fiscale hervorming niet hebben kunnen uitvoeren zoals u ze had gepland.

Om uw fiscale hervorming te redden, is collega Van Quickenborne met een alternatief idee gekomen. Een creatief idee, zoals wij hem goed kennen, namelijk de BBSZ afschaffen. Dan zijn wij van een fiscale hervorming voor 5,6 miljard gegaan naar een kleinere hervorming, voor 2,1 miljard, via de BBSZ en nog andere zaken. Maar dat is u ook niet gelukt. Spijtig genoeg. Dat is niet gelukt. Ik zie dat de fiscale hervorming nu ook heel kleinschalig zal worden. Heel kleinschalig. Ik meen dat de mensen meer hadden verwacht.

Het gaat om 4 miljard. Dat staat ook in de officieuze tabellen die wij via de pers kregen. Wij hebben ze nog steeds niet van jullie gekregen, maar de cijfers in die tabellen stemmen wel overeen met de cijfers van de minister van Financiën.

Mijnheer Ronse, het antwoord ligt voor de hand: wij hebben geen extra belastingen ingevoerd voor de werkende mensen en de ondernemende mensen. Dat is volledig anders dan wat u doet. Ik denk dat ook de MR (...)

(...) miljard belasting extra. Mijnheer Ronse, citeer me één belasting van de vorige regering die de middenklasse, de werkende mensen of de ondernemers treft. Ik zie dat Sammy Mahdi u ideeën aanreikt. Ik vermoed dat hij dat dan zou steunen, dat hij de werkende klasse of de ondernemers heeft willen treffen.

Dat is het probleem van Arizaldi. U hebt drie partijen die daar deel van uitmaakten en die balans verdedigden, maar die hun kar nu volledig aan het keren zijn. Wij hebben echter de werkende mensen niet getroffen met extra belastingen (...)

01.145 Eerste minister Bart De Wever: Mevrouw Bertrand, uw partij heeft heel deze eeuw bestuurd. 25 jaar lang, maar nu niet meer. In heel die periode is het overheidsbeslag maar één keer gedaald. Dat was tijdens de Zweedse regering, maar dat was niet dankzij u. Het was een andere samenstelling in de regering die ervoor heeft gezorgd. Die partij – mijn partij – die nu terug in de regering zit, legt een

hervorming voor waardoor het overheidsbeslag zal dalen.

Zonder de N-VA heeft uw partij deze eeuw het overheidsbeslag alleen maar verhoogd. U en de heer Van Quickenborne zijn in heel dit halfroond de minst geloofwaardige sprekers over dit thema. Ik zou uw partij dus aanbevelen om andere sprekers vooruit te sturen die door het recente en verre verleden iets minder bezwaard zijn om het woord te nemen over dit soort thema's.

01.146 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mijnheer de premier, de waarheid heeft haar rechten. Toen wij in 1999 startten, waren er zeven belastingtarieven. Het toptarief van 55 % en dat van 52,5 % hebben we afgeschaft. Daarnaast hebben we ook een ander tarief geschrapt. De vennootschapsbelasting is van 40 % naar 25 % gezakt.

01.147 Eerste minister Bart De Wever: (...)

01.148 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Dat klopt niet. Ze is gezakt van 40 naar 33 % in een periode dat u niet in de regering zat. Nadien is ze verder gezakt naar 25 %. We hebben de socialezekerheidsbijdrage voor werkgevers doen zakken van 33 % naar 25 %. Zo kan ik blijven doorgaan. Kom dus niet de geschiedenis herschrijven.

01.149 Eerste minister Bart De Wever: Mijnheer Van Quickenborne, inzake het overheidsbeslag is het enige wat telt hoeveel van de economie wordt opgesoupeerd door de overheid. U moet dat cijfer eens heel goed bestuderen over de afgelopen 25 jaar. Het is gedaald toen wij samen in de regering zaten. Toen u zonder ons een regering vormde, is het alleen maar gestegen. Dat is de naakte waarheid.

01.150 Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Ik heb al gezegd dat wij inspanningen hebben gedaan. Ook het overheidsbeslag is op een bepaald ogenblik ...

U verwijst echter naar periodes zoals de financiële crisis en de coronacrisis, waardoor het bbp zonk en de uitgaven uiteraard omhoogschoten en het overheidsbeslag steeg. Hier zijn wij aan het discussiëren over belastingen en de essentie is dat de belastinghervorming die u voorstelt een hervorming is die de toptarieven niet vermindert, die niet inzet op de gemiddelde en hoge inkomens en die enkel werkt aan de onderkant. Dat is het probleem. U moet opkomen voor de hardwerkende Vlaming en dat doet u niet met deze fiscale hervorming.

01.151 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer de eerste minister, de beste verdediging is natuurlijk de aanval. Zo moet u niet naar de grond van het debat gaan.

Ja, wij hebben lang geregeerd en wij hebben dat schouder aan schouder gedaan met onze zusterpartij, de MR. Wij hebben telkens de belastingen verlaagd, zoals de sociale lasten en de vennootschapsbelasting, en schijven afgeschaft, zoals collega Van Quickenborne zei. Ik kom niet terug op het feit dat toen u de regering verliet in 2018, dat ons tekort met 10 miljard euro heeft doen stijgen. Daar ga ik niet op terugkomen. Ik vind dat wij een inhoudelijk en grondig debat moeten hebben. Ik begrijp dat u het lastig vindt dat u de ondernemende Vlaming en de hardwerkende middenklasse zult treffen. Dat begrijp ik helemaal, maar dat zijn keuzes die u nu eenmaal maakt.

01.152 Minister Jan Jambon: Mevrouw Bertrand, ik wil u goed begrijpen. De N-VA verlaat de regering en onmiddellijk stijgt het tekort met 10 miljard euro. Onze invloed was dan toch wel groot.

01.153 Alexia Bertrand (Open Vld): Dat zijn de kosten van de periode van lopende zaken. Ik denk dat de eerste minister heel goed geplaatst is om te weten hoeveel dat kost, want hij heeft zelf gezegd dat elk jaar 2,5 miljard euro kost. Wij hadden een tekort van 0,9 % toen de N-VA de regering verliet. Een jaar later is dat met 1 % gestegen. Dat is al ongeveer 6 miljard euro. Acht maanden later was het nog verder gestegen. Als men een snelle berekening aan de hand van de regel van drie toepast, komt men uit op 10 miljard euro. Dat cijfer klopt, mijnheer Jambon. U hebt daar uiteraard een verantwoordelijkheid in.

Ik ga verder met de afzwakking van de hervormingen en kom terug op de meerwaardebelasting, waarover ik iets moet rechtzetten. Ik heb gehoord dat dat de Jambonbelasting zou zijn. Mijn partij noemt het de Connertaks, *mais il faut rendre à César ce qui appartient à César*. U bent de vader van deze

regering, mijnheer de eerste minister. De meerwaardebelasting is de De Wevertaks en zo zal het blijven.

Kunt u ons wat duidelijkheid geven over de meerwaardebelasting? U zei op de televisie dat de langetermijnbelegger wordt vrijgesteld. Wat is het nu? Klopt dat? Wat is de regeling voor de kmo's? Is er een tarief van 10 % of een trapsgewijs systeem? Er is absoluut geen rechtszekerheid. De mensen weten niet wat ze moeten doen. Hoe zit dat nu? U hebt hoge verwachtingen gecreëerd, want u had een duidelijk mandaat.

De **voorzitter**: Mevrouw Bertrand, minister Jambon vraagt het woord.

01.154 Minister **Jan Jambon**: Wat is de zin van dit debat? We zijn bijna 24 uur aan het debatteren. Ik heb op diezelfde vraag al vier keer geantwoord. Wat voor zin heeft het dat wij hier 24 uur debatteren? Wat baten kaars en bril als den uil niet zien en wil.

01.155 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Mijnheer de minister, ik begrijp dat het lastig is voor u, ik ben empathisch. Wij weten wat het betekent om met mensen rond de tafel te moeten zitten en compromissen te moeten sluiten. Wij weten dat. Het is niet gemakkelijk. Het is lastig. En dan zijn er nog interpretatieverschillen. Er bestaan verschillende versies van het regeerakkoord en de vertaling is niet helemaal juist. Ik heb daar empathie voor, ik begrijp dat het lastig is voor u. De mensen willen het echter weten en ze gaan geen zes maanden wachten om te weten wat juist is. U moet duidelijkheid scheppen. Het is uw belasting, u moet tegen de hardwerkende Vlamingen en de kmo's zeggen waar het op neer komt.

Dan kom ik aan mijn tweede kritische reactie. Het is de hardwerkende middenklasse die voor uw plannen zal opdraaien. Mijnheer de eerste minister, u hebt beloofd dat er geen nieuwe belastingen zouden komen. Woorden doen ertoe, want u hebt zich nadien herpakt en gezegd dat er geen globale stijging van de belastingdruk zou komen. Wie gaat dan de pineut zijn? Wie gaat ervoor betalen? De werkende middenklasse, onze ondernemers en de vele kmo's in ons land, degenen die onze economie doen draaien, die zorgen voor welvaart en jobs.

Ik neem het voorbeeld van Sofie en Tom. Kent u Sofie en Tom? Sofie is de nicht van Deborah van de kassa. Zij is leerkracht wiskunde. Tom werkt als ICT'er bij Essers Transport en Logistiek, u zeker bekend. Het is een koppel tweeverdieners. Ze sparen voor hun kinderen en hun oude dag. Wat zagen zij in het regeerakkoord? Sofie en Tom hoopten op een fiscale hervorming met een hoger nettoloon. Ze hoopten op de afschaffing van de bijzondere bijdrage sociale zekerheid. Ze hoopten op de afschaffing van de belastingschijf van 45 %. Er komt echter niets van dat. Afschaffing van belastingschijven is iets uit het verleden. Alleen de belastingvrije som stijgt, mijnheer Ronse. Daar profiteren zij amper van.

Zij krijgen echter wel een nieuwe belasting, namelijk de vermogenswinstbelasting. Ze zijn immers hangmatbelegger. Zij hebben 20.000 euro kunnen sparen en beleggen die. Ze investeren die in onze economie. Na acht jaar hebben ze een winst van 10.000 euro.

01.156 **Axel Ronse** (N-VA): Mevrouw Bertrand, ik denk dat Sofie en Tom fictief zijn, aangezien het wel heel toevallig zou zijn als ze familie zijn van Deborah van de kassa. Ik zal u echter een echt voorbeeld geven.

Eergisteren vroeg een garagist me hoe het gaat met *Quick*. Ik zei dat hij steeds heftig is in het Parlement. Hij vroeg zich af hoe hij zich nu moet voelen, nu hij voor de eerste keer in meer dan 20 jaar niet in de regering zit en nu wordt *den dop* beperkt in de tijd, komen er overal flexi-jobs. Hij pleitte voor 600 uren voor de studenten en het worden er 650. Voor de eerste keer in meer dan 20 jaar gaat de overheid ook minder geld uit de zakken van de mensen kloppen. Dat zei hij: 1,6 miljard minder uit de zakken van de mensen.

U weigert het publiekelijk te zeggen, maar als ik u naar die tabel zie kijken, dan zie ik volgende reactie in uw ogen: verdorie, had mijn handtekening er ook maar onder gestaan, had ik dit in de regering ook maar mee kunnen onderschrijven. U zou hier met hetzelfde enthousiasme zitten als minister Van Peteghem, die ik als een herboren man zie. Een man die zegt: eindelijk behoort ik ook tot de generatie die de boel op orde zet.

Mevrouw Bertrand, geef het gewoon toe! U wilt het arizona-akkoord mee onderschrijven en u wringt zich hier in tienduizend bochten. U gaat zelfs zodanig ver dat u de neef of de nicht van Deborah van de kassa begint uit te vinden. Kom mee naar West-Vlaanderen en vraag aan de mensen hoe Van Quickenborne zich voelt en hoe de werkende Vlaming denkt over dit akkoord.

De **voorzitter**: Ik heb de indruk dat collega Van Quickenborne dit aanvoelt als een persoonlijk feit?

01.157 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Ronse, als ik hier samen met u had gezeten, dan was ik niet trots geweest op die meerwaardebelasting, want wij hebben dat 25 jaar tegengehouden. Ging ik mijn kar keren en die van mijn partij, dan zou ik niet trots geweest zijn. Wat had ik in dat geval aan de hardwerkende mensen en de kmo's moeten uitleggen? Dat de enige belasting die nog niet bestond in ons fiscaal stelsel, wel ingevoerd is op vraag van Vooruit, omdat u hebt toegegeven? Neen, dat had ik niet gedaan. U hebt nog steeds geen antwoord kunnen bieden op mijn vraag: citeer mij één belasting op de middenklasse en de hardwerkende mensen die de vorige regering heeft ingevoerd.

01.158 Axel Ronse (N-VA): Mevrouw Bertrand, ik ga u een ander voorbeeld geven dat op tv is geweest: Marc Coucke. Hij zei nadat hij met ondernemers en vrienden had gesproken, dat niemand de meerwaardebelasting leuk vindt. Hij zei echter dat als hij ziet dat er eindelijk minder geld uit de zakken van de mensen wordt gehaald en de overheid op zichzelf bespaart en vooral ook hervormt, het voor hen verteerbaar is.

Mevrouw Bertrand, ik vraag me werkelijk af voor wie en voor wat u hier staat te pleiten.

01.159 Alexia Bertrand (Open Vld): Mijnheer Ronse, u hebt het woord van het jaar waarschijnlijk gemist: de hangmatbelegger. Iedereen is op zoek naar meer rendement voor zijn geld. Het zijn mensen die in onze economie beleggen, onder andere via trackers. Veel jongeren en gewone Vlamingen doen dat. Als u de berekening maakt, zou u beseffen dat als u 20.000 euro spaart – het gaat niet over de Marc Couckes van deze wereld – u na 8 jaar een winst van 10.000 euro kunt maken, en het gaat niet om cryptomunten. Die mensen zullen morgen door uw regering belast worden, alsof ze nog niet genoeg hebben bijgedragen doorheen hun leven.

01.160 Eerste minister Bart De Wever: Wij moeten nog veel modaliteiten vastleggen, maar de tekst is op zich wel helder. In dat geval zullen Tom en Sofie nul euro betalen. Bovendien, als Tom en Sofie een beleggingsproduct hebben waarmee men met een belegging van 20.000 euro 10.000 euro opbrengst heeft, dan wil ik die dringend leren kennen.

01.161 Alexia Bertrand (Open Vld): (...) berekenen, mijnheer De Wever. Vraag dat aan uw bankier: dat is een rendement van 7 à 8 % per jaar en dat is zo met trackers. Dat kennen de jonge mensen. Dat kennen veel mensen. Dat is wat zij aan het doen zijn.

Ik ben niet de enige die dat zegt. Raoul Hedebouw zat hier vandaag. Af en toe mag ik hem wel citeren. U zou denken dat het onze woorden zijn, maar hij heeft gezegd dat het de kleine zelfstandigen gaat treffen. Wat heeft de heer Van Dessel gezegd? De kleine beleggers zullen betalen. Ik zeg dat zelfs niet. De PVDA zegt dat en de heer Van Dessel zegt dat. Dat zijn mensen die de spaarcenten van hun kinderen investeren in onze economie, zonder risico's te nemen, met een vast rendement. Het probleem is dat wij al het tweede hoogst belaste land op kapitaal in Europa zijn. Dat zeg ik niet, maar de Europese Commissie. Blijkbaar wil deze regering een gouden medaille voor alle belastingen krijgen.

Tom en Sofie hun verhaal is nog niet klaar. Af en toe gaan zij op reis. Dan zullen ze meer vliegtaks moeten betalen, een maatregel die de vorige regering nog kon tegenhouden. Met de afschaffing van de belastingvermindering voor de rechtsbijstandsverzekering zullen we opnieuw meer bijbetalen.

Dan zien ze nog een maatregel die hun veel geld gaat kosten, namelijk het compleet afschaffen van de federale woonfiscaliteit, want Tom en Sofie hebben met hun spaargeld een klein appartementje in het prachtige Koksijde gekocht. U had het over uitdoving, maar dat is het helemaal niet. Het is een afschaffing met onmiddellijke ingang en met rendementsinkomsten in 2025. Dat is een contractbreuk en een vertrouwensbreuk voor alle burgers die met hun spaargeld een klein appartementje aan zee of in de Ardennen of elders hebben gekocht. Tom en Sofie vragen zich af waarom zij, die alles juist hebben proberen te doen, worden bestraft. Ze werken hard. Ze betalen braaf hun belastingen. Ze sparen voor

hun toekomst en die van hun kinderen. En toch zijn zij het die keer op keer de factuur gepresenteerd krijgen.

Eigenlijk is het nog erger. Ik ga een aantal zaken herhalen, mijnheer Jambon, maar dat is ook nodig. De belastingen stijgen onmiddellijk. We zien dat zelfs al vanaf 2025 voor sommige belastingen, waar dat eigenlijk niet mogelijk is, want u kunt dat niet vanaf 2025 invoeren. De belastingen stijgen dus onmiddellijk, terwijl we ver naar rechts in uw tabel moeten gaan kijken om de lastenverminderingen te vinden, pas tegen 2029. Die worden heel progressief ingevoerd, als ze er al komen.

Ik zal u nog een tweede verhaal vertellen, beste collega's. Dat verhaal gaat over onze kmo's, de motor van onze economie, degenen die de welvaart creëren, risico's nemen en jobs creëren. Ik hoor nu vooral veel ongerustheid bij deze groep. Denk bijvoorbeeld aan Jan Bauwens, een man die heel zijn leven gewerkt heeft om zijn familiebedrijf uit de bouw te halen. Nee, collega's, niet het soort familiebedrijf waaraan sommigen misschien meteen denken. Ik heb het over de bakker om de hoek, de slager in het dorp, de tandarts met zijn kleine praktijk of de zelfstandige ICT-consultant die zijn klanten helpt groeien. Dat zijn mensen die durven ondernemen, groeien, aanwerven en sparen.

Jan heeft risico's genomen en geïnvesteerd in zijn zaak, medewerkers en innovatie. Wat moet hij nu allemaal constateren? Zijn plusplannen verdwijnen. Dat zijn plannen die hij had gemaakt om zijn werknemers te belonen en om zijn bedrijf verder te laten groeien. Die zijn weg, die verdwijnen. Zijn tweede pensioenpijler wordt ook zwaarder belast: maal twee! Jan had gespaard omdat hij weet dat hij zijn levensstandaard niet kan behouden met zijn eerste pijler. Hij had gedacht aan zijn oude dag en was voorzichtig geweest. Ook daar slaat de fiscus echter toe! Het DBI-bevekgeregime wordt eveneens hervormd om Jan nog meer te doen betalen. Dat klinkt allemaal technisch, maar onze kmo's weten wel waarover het gaat. De voordelen van VVPRbis – ook iets technisch – worden ook ingeperkt, want het wordt minder aantrekkelijk om dividenden uit te keren voor Jan, de slager, de bakker, de tandarts, de ICT-consultant. Dat is dus een extra klap voor de ondernemers.

Dan is er nog het verhaal van zijn eigen loon. Jan keert zichzelf 40.000 euro uit, maar dat is niet genoeg volgens de heer De Wever. Het moet 50.000 euro zijn! Het is alsof de regering beter weet wat goed is voor een ondernemer dan de ondernemer zelf. De klap op de vuurpijl ...

01.162 Minister **Jan Jambon**: Mevrouw Bertrand, ik denk dat u heel lang bij de heer Hedebouw bent geweest. Ik denk echt dat u heel lang met de heer Hedebouw hebt opgetrokken, want u past dezelfde technieken toe, namelijk halve waarheden vertellen. Wat u zegt over de tweede pijler klopt bijvoorbeeld enkel indien men die vervroegd opneemt. U moet dat erbij vertellen.

U vroeg mij daarnet welke taksen u op de middenklasse geheven hebt. Ik zal er een paar noemen: de taks op de effectenrekening ter waarde van 430 miljoen, de vliegtaks ter waarde van 40 miljoen, de taks ter verstrenging van de flexi-jobs ter waarde van 71 miljoen. U hebt ook de auteursrechten ingeperkt voor 38 miljoen. Er kwam een zwaardere belasting van de bedrijfswagens ter waarde van 75 miljoen. De belastingverminderingen werden niet geïndexeerd. Dat leverde 66 miljoen op. Voilà, hier zijn uw voorbeelden.

Ik wil er nog iets aan toevoegen. In de tabellen en berekeningen die we nu aan het maken zijn, voorzien we elk jaar een *tax cut*. De grootste komt inderdaad op het einde, dat klopt, maar elk jaar zal er een lastenverlaging zijn.

01.163 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Men moet niet alles op een hoop gooien, want dat klopt eigenlijk niet. Dat klopt niet! (*Rumoer*) Wacht, ik draag feiten aan.

De heffing op de effectenrekening hebben wij niet ingevoerd, dat deed de heer Van Overtveldt. Wij hebben dat gewoon moeten corrigeren na een arrest van het Grondwettelijk Hof. Dat klopt dus al niet!

De flexi-jobs. Sorry, maar dat is geen belasting, dat is een opportuniteit. Het is ongelooflijk wat de vorige regering heeft verwezenlijkt inzake flexi-jobs. Vraag het maar aan alle sectoren die daarvan geprofiteerd hebben.

De auteursrechten, vraag dat maar aan de voormalige minister van Financiën. Mijnheer Van Peteghem, is het een belasting die u hebt opgelegd? U hebt het ons altijd voorgesteld als het corrigeren van een

misbruik. Als het dan toch een belasting is, dan moet u dat hier en nu zeggen. Zeg het dan!

Een niet-indexering is geen extra belasting, mijnheer Jambon, wel iets bijkomends wat u niet krijgt.

01.164 Minister **Jan Jambon**: Wat de flexi-jobs betreft, mevrouw Bertrand, die hebben we ingevoerd met de Zweedse regering. In de horeca en overall bestaat daarover algemene tevredenheid. U hebt aan de flexi-jobs zitten morrelen, en vooral dan de heer Dermagne. Was de horeca toen nog tevreden? U zou eens moeten gaan luisteren wat een gejammer en een tandengeknars er in de horeca klonk. En dan komt u mij nu zeggen dat u aan de flexi-jobs niets hebt veranderd? Dat is de horeca dan toch ontgaan! De tevredenheid was niet dezelfde als toen we het systeem invoerden onder de Zweedse coalitie.

01.165 **Alexia Bertrand** (Open Vld): We zullen aan het einde van de rit zien hoe de ondernemers zich voelen. Over drie, vier jaar zullen we dus kunnen vergelijken, mijnheer Jambon. Ik heb het dan ook nog niet gehad over het feit dat ze voortaan twee maanden lang 30 % van de ziekte-uitkering zullen moeten uitbetalen. Zijn zij daar verantwoordelijk voor? Ze zullen twee maanden lang moeten opdraaien voor de langdurig zieken. Nog iets wat wij tegenhielden.

Ook over de taks op de effectenrekening (TER) heb ik het nog niet gehad. In dat verband hebt u daarnet ontdekt dat uw regeerakkoord niet klopt in de Nederlandstalige en de Franstalige versie. Dat was namelijk blijkbaar nog een verborgen heffing van Arizona. Er werden structurele bijkomende inkomsten aangekondigd van de TER. Wat is dat dan? Ook daarop heb ik daarnet geen antwoord gekregen. De heer Bauwens ziet meer belastingen en meer beperkingen.

Mijn laatste punt van kritiek, mijnheer de premier, zijn de gemiste kansen. De groeinorm in de gezondheidszorg blijft schommelen tussen 2 en 3 % en uw nieuwe minister van Buitenlandse Zaken, de heer Prévot, zei deze week op de RTBF dat er mensen en partijen om de tafel zaten die een groeinorm van 0 % wilden. Wie waren dat, mijnheer de premier? Hebben zij ook uit het IMF-verslag geciteerd om aan te tonen hoe inefficiënt onze gezondheidszorg is? Hebben ze gezegd dat we hetzelfde resultaat moeten behalen met 20 of 30 % minder? En wat doet u? Er meer geld in pompen, meer centen vrijmaken, terwijl we zouden moeten hervormen. Het is niet op die manier, namelijk door steeds meer geld te geven, dat u dat probleem zult oplossen.

Ik herhaal dat de fiscale hervorming een gemiste kans is. Heel kleine btw-aanpassingen, geen afschaffing van de BBSZ, geen verlaging van de personenbelasting via een lagere aanslagvoet of een aanpassing van de schijven. Er was meer mogelijk. Het afslanken van onze overheid kan een pak forser.

Ik heb ook nog geen antwoord gekregen op mijn vraag over de afschaffing van de Senaat en over de slechts 8 miljoen euro op 42 miljoen euro die u daarvoor berekent. Van een trendbreuk is geen sprake.

U stelt ons een nieuw *redesign* voor, zoals ik in uw tabellen zie. Ik hoop dat het meer zal opleveren dan het vorige *redesign*. U moest toen 750 miljoen euro winst hebben. Dat heeft ons uiteindelijk 10 miljoen euro gekost.

Inzake productiviteit zijn er weinig concrete ambities. Ik heb dat in uw regeerakkoord gelezen. Een en ander blijft heel flou. De ambities zijn ook vaag op het vlak van meer kernenergie. Daarover hebben we het gehad.

Ik kom nog bij de ethische dossiers ...

01.166 Minister **Jan Jambon**: Zullen we mevrouw Rutten citeren over kernenergie?

01.167 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Wij hebben twee kerncentrales verlengd.

(...): U hebt die verlenging om zeep geholpen.

01.168 Minister **Jan Jambon**: Wie heeft de wet op de kernuitstap behouden?

01.169 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Midden in de energiecrisis hebben wij twee kerncentrales

verlengd.

Over de ethische dossiers is het op acht maanden tijd 67 minuten gegaan. Zo lang is het gegaan over fundamentele kwesties van letterlijk leven en dood. Op het vlak van euthanasie bij dementie of de verlenging van de abortustermijn zal er blijkbaar niets gebeuren. Ik heb gehoord dat er wel een engagement was voor een fair en open debat. Tot daar zal het gaan. Er was nochtans veel meer mogelijk.

Mijnheer de eerste minister, ik rond af.

01.170 Minister **Jan Jambon**: Mevrouw Bertrand, er was nog één vraag onbeantwoord. Het was misschien een retorische vraag, maar ik wil ze toch graag beantwoorden.

U vroeg hoe de ondernemers zich zouden voelen. Er wordt anderhalf miljard euro uitgetrokken voor de verhoging van de concurrentiekracht, voor een verlaging van de loonkosten en de energiekosten, voor een flexibilisering van de arbeidsmarkt en voor een verbetering van de investeringsaftrek. Er komt ook een wet lagere kosten, een plafond op de sociale werkgeversbijdragen en een ondernemersaftrek voor alle kleine zelfstandigen. Ik meen dus te weten hoe de ondernemers zich zullen voelen.

01.171 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Mijnheer Jambon, voor alle duidelijkheid geef ik mee dat er natuurlijk goede punten zijn in uw regeerakkoord. Dat erkennen wij ook.

Het gaat echter over een shift. Iemand moet daarvoor betalen en opdraaien. Dat zijn dezelfde mensen die voor een aantal belastingen en kosten zullen moeten opdraaien. We zullen zien hoe zij zich zullen voelen. Het feit dat zij nu moeten opdraaien voor bijvoorbeeld de langdurig zieken, is niet gemakkelijk voor onze kmo's. Dat kan ik u verzekeren.

01.172 Minister **Jan Jambon**: Mevrouw Bertrand, ik heb daarjuist gezegd dat het geen shift is. Elk jaar zal er een belastingverlaging zijn, met – daarin hebt u gelijk – het leeuwendeel, de grootste som, in 2029.

Wat de langdurig zieken betreft, van de ondernemers met wie ik spreek, hoor ik dat de langdurig zieken het contingent vormen van mogelijke arbeidskrachten, aan te boren met het oog op de krapte op onze arbeidsmarkt. Daarin hebben we vijf partijen betrokken die akkoord gegaan zijn, namelijk de werkgevers, de werknemers, de ziekenfondsen, de artsen – misschien is dat wel de belangrijkste partij, omdat beweerd wordt dat artsen te gemakkelijk ziekteverlof voorschrijven – en de deelstaten, die daarin ook bijdragen. De bewering dat alles op de ondernemers afgewenteld wordt, is dus niet juist. Ondernemers hebben daarin wel hun rol te spelen en moeten worden geresponsabiliseerd. Het is weliswaar gelijk gespreid over de vijf partijen. Ik hoop – we gaan daaraan werken – dat het ook effectief iets kan opleveren, aangezien daar nog een groot contingent zit om mee te helpen een oplossing te bieden voor de krapte op de arbeidsmarkt.

01.173 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Mijnheer de minister, even goed als ik weet u dat *the proof of the pudding is in the eating*. En ook geldt dat *the devil is in the details*, want dat zien we vandaag al voor de De Wevertaks. Dat vergeten we niet.

01.174 Minister **Jan Jambon**: Ik stel voor dat u eens met de oppositieleden samenzit om af te spreken hoe jullie die taks willen betitelen. Ik heb al Jambontaks gehoord, nu hoor ik De Wevertaks. Als het een Jambontaks is, zou ik er graag een schijfje hesp van afdoen. Als u met de oppositie afspreekt hoe u die taks noemt, dan maakt dat het wat makkelijker om te volgen.

01.175 **Alexia Bertrand** (Open Vld): Goed genoteerd.

Ook noteer ik dat u zegt dat u aanpassingen wilt zien aan die taks. Ik begrijp wat u zegt, mijnheer de minister, want ik zou me ook niet op mijn gemak voelen met die belasting. Ik hoor de linkse partijen namelijk zeggen dat een dergelijke belasting in alle landen bestaat, alleen nog niet in België. Dat klopt misschien, maar in ons land hebben ze al drie, vier of vijf keer betaald, waardoor de massa aan het einde van de rit kleiner is, maar dan moeten ze nog eens betalen. Dat weten onze ondernemers heel goed.

Mijnheer de voorzitter, het is 9.45 uur, ik rond mijn betoog af. Mijn conclusie is duidelijk, denk ik. Het regeerakkoord bevat goede ingrediënten, maar dat maakt het nog niet tot een sterrenmenu. Het is afwachten. Verschillende zaken zijn sterk afgezwakt. De middenklasse en de ondernemende Belgen zullen ervoor opdraaien. Ik denk dat onze ondernemers, onze spaarders en onze hardwerkende middenklasse beter verdienen. Wij zullen deze regering het vertrouwen dus niet geven.

01.176 Kathleen Depoorter (N-VA): Collega Bertrand, u hebt verwezen naar het rapport van het IMF volgens hetwelk we 20 à 30 % efficiëntiewinsten in de zorg zouden kunnen boeken, en naar het pleidooi van sommigen voor een groeinorm van 0 %. Hoeveel procent bedraagt de groeinorm volgens u idealiter?

01.177 Alexia Bertrand (Open Vld): (...). Oud-minister Maggie De Block heeft samen met uw partij trouwens in de Zweedse regering de groeinorm voor de sociale zekerheid verlaagd tot 1,5 %. Daarbij is het niet gebleven. Zij is bovendien begonnen met echte hervormingen, hervormingen die het IMF van ons vraagt. Het gaat bijvoorbeeld over het feit dat ziekenhuizen veel meer in netwerken moeten samenwerken en dat we de overconsumptie van geneesmiddelen en onderzoeken moeten aanpakken. Dat moet er gebeuren in plaats van dat men extra centen in het systeem pompt.

Vindt u het absurd dat alle OESO-landen uitgezonderd Frankrijk het beter doen dan wij? Bij ons is onze sociale zekerheid veel duurder, terwijl onze levensverwachting amper hoger scoort. Volgens het IMF moeten we eigenlijk hetzelfde resultaat kunnen behalen met 20 à 30 % minder. En wat doet u? U pompt weer geld in de gezondheidszorg en vertelt de mensen dat u investeert in de gezondheidszorg. Dat is niet juist. Om onze gezondheidszorg duurzaam te maken, moeten we grondig hervormen.

Ik ben verrast dat u, die het nut van hervormingen op het vlak van arbeidsmarkt, pensioenen en fiscaliteit begrijpt – alhoewel dat laatste in mindere mate –, het nut van hervormingen op het vlak van gezondheidszorg niet begrijpt.

Voorzitter: Peter De Roover, voorzitter.

Président: Peter De Roover, président.

01.178 Kathleen Depoorter (N-VA): Het is toch gek dat u die hervormingen niet in de vivaldiregering hebt gerealiseerd. Het IMF spreekt over meer preventie. Dat is ingeschreven in het akkoord, zelfs op verschillende niveaus en over de departementen heen. Het spreekt over het adequater gebruik van middelen. Dat is de bedoeling van de volledige hervorming die wij met het plan naar voren brengen. U leest voorts in de begrotingstabel dat we de kosten voor de geneesmiddelen zullen verlagen en in het akkoord staat dat het zorgsysteem minder afhankelijk moet worden gemaakt van ziekenhuisopnames. Dat is de volledige oefening die we hebben gemaakt.

Last but not least vermeld ik ons voornemen om de ziekenfondsen te responsabiliseren, waar u nooit in bent geslaagd. Volgens het plan zal een ziekenfonds er zelf voor opdraaien indien het foutieve uitbetalingen doet.

U hebt het over de langdurig zieken. Vorige week hebben we vastgesteld dat (...)

01.179 Alexia Bertrand (Open Vld): Het blijft bij vage verklaringen wanneer het gaat over preventie. Iedereen moet volgens u zijn verantwoordelijkheid nemen, maar in uw partijprogramma lezen we letterlijk: "Waarom zou Vlaanderen moeten betalen voor preventie, gezien de kosten voor de federale overheid zijn?" Cynischer kon niet. Dat is het hele probleem, mevrouw Depoorter. Weet u waar we staan op het vlak van preventie in Europa? Wij zijn het 24^e land op 27. We zouden ons moeten schamen. Als de kankerincidentie in België hoger is dan in de buurlanden, dan moeten wij top zijn in preventie. U zult niet aan preventie doen, want u zegt dat iedereen zijn verantwoordelijkheid moet nemen. Als Vlaanderen dat niet wil doen, als Wallonië niet meer screent op borstkanker en darmkanker, zal het niet gebeuren. Tot nu gaat het enkel om vage verklaringen.

01.180 Kathleen Depoorter (N-VA): Lees toch wat er staat. Zelfs vaccinatie zal interministerieel worden aangepakt. Er staat dat er een kankerplan wordt uitgewerkt, net zoals een cardiovasculair plan, alles wat u al die jaren niet hebt gedaan. Het plan heeft het voorts over vroegdetectie van longkanker en prostaatkanker. Ook dat is allemaal preventie.

Ik kom even terug op de responsabilisering van ziekenfondsen. Er is op basis van de berekeningen van de ziekenfondsen in 2019 maar liefst 1,8 miljoen foutief uitbetaald aan langdurig zieken. U als Staat hebt daartoe bijgedragen, want u hebt de ziekenfondsen niet geresponsabiliseerd. Responsabilisering staat wel in het regeerakkoord. Dat is echt wel historisch

De **voorzitter**: Dank u wel. Dan mag ik nu mevrouw Muylle uitnodigen op het spreekgestoelte.

01.181 Nathalie Muylle (cd&v): Mijnheer de voorzitter, collega's, ik heb een document van 17 pagina's bij me. Het is natuurlijk niet evident om als woordvoerder van de laatste meerderheidsfractie aan de beurt te komen. Ik zou de hele discussie over de uitdagingen, de sterkste schouders en eerlijke fiscaliteit kunnen overdoen, maar dat ben ik niet van plan en ik heb heel veel geschraapt in mijn tekst. Vandaag zal ik een aantal zaken overlopen die voor ons, christendemocraten, fundamenteel zijn in het regeerakkoord.

Het is duidelijk dat de uitdagingen enorm zijn. Wij moeten de begroting op orde brengen, terwijl we ook de koopkracht van de mensen moeten beschermen. Bovendien zullen de gevolgen van de vergrijzing zowel voor onze pensioenen als voor onze gezondheidszorg immens zijn, waarbij zelfs de vraag rijst of toekomstige generaties überhaupt nog op een deftig pensioen zullen kunnen rekenen. We moeten de fiscaliteit rechtvaardiger maken. De gezondheidszorg moet toegankelijk en betaalbaar zijn. Dat alles moet gebeuren in een onvoorspelbare internationale economische en militaire context, wat de komende jaren nog voor veel nieuwe uitdagingen voor de beleidsploeg zal zorgen.

Afwachten is geen optie vandaag. Willen we de toekomst in handen nemen, dan is het onze verdomde plicht om mensen zekerheid te geven. Als christendemocraten vinden we dat we dat met het regeerakkoord ook doen. Ik heb in onze vergadering veel positieve opmerkingen en veel kritiek gehoord. Volgens sommigen is het regeerakkoord wat te rechts, volgens anderen te links. Collega's, de waarheid ligt meestal in het midden. Hier ligt een regeerakkoord van een centrumregering, een regering die respect heeft voor wie werkt, voor wie onderneemt, voor wie zorg draagt en voor wie verantwoordelijkheid neemt. Het is een verhaal van rechten en plichten. Het is een verhaal van kansen geven aan mensen die elke dag hun best doen. Dat is de manier waarop we zorgen voor een welvarende en hechte samenleving.

Het is geen geheim dat onze partij wil hervormen. Wij hebben dat in de jongste jaren trouwens gedaan. Wij hebben een fiscale hervorming op tafel gelegd. Collega Lanjri heeft een pensioenhervorming op tafel gelegd. Ikzelf heb een arbeidsmarkthervorming op tafel gelegd. Wij hebben die ook vorm gegeven in wetteksten, die we in het Parlement hebben ingediend. Vandaag vinden we veel van onze hervormingsplannen terug in het regeerakkoord, in de eerste plaats voor een eerlijkere en rechtvaardigere fiscaliteit. We moeten inderdaad de koopkracht versterken, niet alleen van de werknemers, maar ook van de ondernemers. Dat gebeurt vooral doordat mensen netto meer zullen overhouden. 6,5 miljard hebben we veil voor een eerlijke en rechtvaardige fiscaliteit, zodat alleenstaanden en gezinnen netto meer overhouden. Er is meer. Voor ons is het cruciaal dat de automatische loonindexering, waarbij de lonen meestijgen met de hogere levensduurte, behouden blijft. Dat is niet het verhaal van één partij. Ook wij hebben keihard gestreden om de automatische loonindexering te behouden.

Automatische loonindexering gaat voor onze partij echter ook samen met loonmatiging. We kunnen de economische situatie in onze buurlanden Nederland, Frankrijk en Duitsland niet negeren. Dat moeten we meenemen in het verhaal wanneer we de koopkracht van de burgers willen versterken en dat betekent dat we de competitiviteit van onze bedrijven moeten vrijwaren.

Wie het akkoord analyseert, kan ook niet anders dan concluderen dat we een ambitieuze jobdeal op tafel gelegd hebben. Ten eerste, we beperken de werkloosheidsuitkeringen in de tijd. Ik geef toe dat wij jaren met die keuze geworsteld hebben, precies omdat we vragen hadden bij de juistheid van die maatregel. Maar als minister van Werk en Economie realiseerde ik me dat het geen zin heeft om mensen zich in werkloosheid te laten settelen. Mensen moeten heel snel kunnen worden geactiveerd. Ze hebben bijkomende vorming, heroriëntatie en opleiding nodig. Tegelijk moeten we het voor wie maatwerkeconomie duidelijk de oplossing is, besparen om van de ene naar de andere opleiding te trekken. Dat is ook wat we hier doen. We hebben ook onze mensen ervan overtuigd om de beperking van de werkloosheid in de tijd te aanvaarden, want dat is een activerende maatregel.

Nog crucialer aan de hervorming is de versnelde degressiviteit. Wie na 20 tot 30 jaar keihard werken werkloos wordt, wordt vandaag geconfronteerd met een ongelooflijke inkomensval. Dat geldt trouwens ook voor werknemers met een laag loon; zij worden al helemaal niet gemotiveerd om weer aan het werk te gaan. Wij vinden dat niet eerlijk. Wie werkloos wordt en zijn best doet, moeten we beter waarderen en dat doen we via de verhoogde degressiviteit.

De **voorzitter**: Mevrouw Muylle, de heer Coenegrachts wil u onderbreken.

01.182 Steven Coenegrachts (Open Vld): Mevrouw Muylle, u had het over rechtvaardige fiscaliteit. Ik was aan het wachten tot u aan de meerwaardebelasting kwam, maar u hebt dat niet onder dat hoofdstuk geplaatst. Ik snap wel waarom. Ik moet denken aan uw voorzitter, die zichzelf als grote verdediger van de zelfstandigen op de nieuwjaarsreceptie heeft heruitgevonden. Wat mij interesseert, is hoe u aan startende, jonge ondernemers, bakkers, beenhouwers, de meerwaardebelasting zult uitleggen.

Wij hebben thuis een broodjeszaak en krantenwinkel en mijn kleine broer is die aan het overnemen met aandelen in de vennootschap. U kent dat: stap voor stap zichzelf tijdelijk geen loon uitkeren om dat te kunnen betalen, geen huis kunnen aanschaffen om dat geld in die zaak te steken, ervoor zorgen dat het personeel op tijd wordt betaald, het brood uit de mond sparen om ervoor te zorgen dat iedereen correct wordt behandeld, een economische bijdrage leveren aan de samenleving. Welnu, mijn broer had nooit gedacht dat het Bart De Wever zou zijn, laat staan Sammy Mahdi op de nieuwjaarsspeech, die zou zeggen dat hij hem eerlijk zou laten bijdragen aan de samenleving en dat het na al dat potverteren tijdens zijn carrière in de zelfstandige zaak tijd werd om eindelijk eens een eerlijke bijdrage op die aandelen te betalen. Hij had nooit gedacht dat het De Wever en Mahdi zouden zijn die hem zouden demotiveren om te ondernemen, hem de goesting om verder te doen zouden ontnemen en hem het uitzicht op alweer een mokerslag van de belastingen, die al zo zwaar binnenkomen, elke dag opnieuw, zouden geven. Dat is geen stimulerend beleid voor jonge, startende ondernemers.

Hij zou een dergelijke beslissing wel aan de collega's aan de extreemlinkse zijde hebben toegeschreven.

01.183 Nathalie Muylle (cd&v): Mijnheer Coenegrachts, daarover is al herhaaldelijk gedebatteerd. Wat ik vooral lees in het akkoord, is heel veel steun voor de startende ondernemer. U hebt het over een broodjeszaak. Welnu, de vrijstelling van sociale bijdragen voor de tewerkstelling van een eerste werknemer wordt verlengd. Ik noteer nog andere loonlastenverlagingen en administratieve vereenvoudigingen. Er zit zoveel in het regeerakkoord waarmee we de startende ondernemer ondersteunen. Ik zal het debat daarover niet overdoen; het werd uitgeput. Duidelijk is dat de regering heel veel maatregelen neemt om de startende ondernemer te ondersteunen.

01.184 Steven Coenegrachts (Open Vld): Het enige wat ontbreekt in het debat over de meerwaardebelasting, is uw mening. U hebt het woord meerwaardebelasting zelfs niet in de mond genomen. Ik vraag u met aandrang waarom u het regeerakkoord steunt. U zult ongetwijfeld op het einde van uw speech volmondig uw steun aan het regeerakkoord betuigen, omdat de kleine startende ondernemer hetzelfde beleid krijgt als vroeger. U verlengt de vrijstelling voor de eerste werknemer en daar bent u trots op. Maar u legt wel een meerwaardebelasting op het einde van de rit op, een belasting die compleet onrechtvaardig is voor het werk dat aan het begin van de rit wordt geleverd en dat inkomen ontzegt aan het begin van de rit. Dat beleid stimuleert helemaal niet en ik vraag me af waarom de opnieuw verklaarde partij van de zelfstandigen dat beleid niet alleen steunt, maar het zelfs aan de onderhandelingstafel heeft voorgesteld. Zo heb ik dat althans begrepen.

01.185 Minister Jan Jambon: Ik begrijp heel goed dat u als oppositielid er een maatregel uitpikt en die probeert te fileren. De werkgeversorganisaties, de zelfstandigenorganisaties en de individuele ondernemers evalueren echter het globaal akkoord. Die meerwaardebelasting zal inderdaad niet het deel zijn dat hen het meeste aanspreekt, maar als men het geheel bekijkt, met de flexibilisering in de arbeidsmarkt, onze competitiviteitsmaatregelen, de ondersteuning voor de zelfstandigen en de verbetering van de pensioenen van de zelfstandigen, dan denk ik dat het globaal regeerakkoord in ondernemerskringen op applaus onthaald wordt. Dat blijkt ook uit hun commentaren.

01.186 Steven Coenegrachts (Open Vld): Dan zult u het persbericht van UNIZO toch nog eens moeten herlezen, mijnheer de minister, want zo positief was dat niet over de meerwaardebelasting.

"Het deed pijn", staat daarin.

Ik heb met veel van uw collega's debatten gevoerd en ook de debatten voor 9 juni gevolgd. Welnu, telkens de N-VA daaraan deelnam, luidde het antwoord op voorstellen van belastingverhoging, waaronder het voorstel van de PVDA voor een vermogensbelasting, "neen", met als argument dat België al de hoogste belastingdruk kent van Europa, en zag zij het als een opdracht om belastingen af te schaffen. U breekt dus niet alleen een verkiezingsbelofte met de invoering van de vermogensbelasting. De chaos daarover en de onenigheid in de regering, die nog maar 5 dagen oud is, creëren nu al een immense rechtsonzekerheid. Het is onvoorstelbaar dat u dat durft te verdedigen.

01.187 Nathalie Muylle (cd&v): Het is heel juist dat een akkoord in zijn geheel moet worden beoordeeld. Ik heb thuis zo'n startende, jonge ondernemer. Hij zegt dat er een aantal mindere dingen in zitten, maar ook goede dingen. Hij is bijvoorbeeld heel positief over de liquidatiebonus die hij vervroegd uit zijn vennootschap kan halen, omdat hij daarmee, als jonge starter en als lid van een jong gezin ook een aantal dingen wil doen.

Bij de toespraak voor de gestelde lichamen afgelopen week heb ik de heer Van Assche van UNIZO ontmoet en hij was zeer positief. Hij noemde het regeerakkoord het beste akkoord in jaren. U moet dus, net zoals de heer Van Assche, het geheel van maatregelen bekijken, niet één maatregel.

01.188 Dominiek Sneppe (VB): Mevrouw Muylle, ik wil het nog even hebben over de groeinorm. Zo maken we een sprongetje, maar anders zal het er misschien niet over gaan.

01.189 Nathalie Muylle (cd&v): Dat zal ik straks doen, collega Sneppe.

01.190 Dominiek Sneppe (VB): Dat is goed. Ik zal dan inpikken.

01.191 Nathalie Muylle (cd&v): Bedankt om mij mijn redenering te laten opbouwen

Collega's, ik was aangekomen bij onze arbeidsmarkt, bij de jobsdeal, en ik had het over de beperking van de werkloosheidsuitkering in de tijd en het belang ervan, maar vooral ook over het belang van activering en een beleid om mensen heel snel naar een nieuwe job te kunnen leiden.

Ik was wat verwonderd deze week toen een van onze arbeidseconomen in een krant zei dat de beperking van de werkloosheidsuitkering in de tijd eigenlijk het nieuwe SWT is, omdat die wel met zich meebrengt dat we 55-plussers in feite eindeloos in de werkloosheid zouden laten. Dat is niet wat in de tekst staat, collega's. Wanneer 55-plussers, de meest gediscrimineerde groep op onze arbeidsmarkt, na lange tijd hun job verliezen, betonen we hun op het vlak van degressiviteit en duurtijd uiteraard wat meer respect. Wat echter ook heel duidelijk in de teksten staat, is dat we met hen ook aan de slag gaan, dat we hen toeleiden naar opleidingen en naar een job, want zij verdienen het nodige respect. We moeten er ook voor zorgen dat de expertise die zij hebben en die zo belangrijk is voor onze economie, niet verloren gaat.

Een tweede punt is het asymmetrische beleid. Dat is een moeilijke term. U weet dat wij heel sterk voorstander zijn van asymmetrisch beleid wanneer het gaat over de gezondheidszorg en ook wanneer het gaat over de arbeidsmarkt. Collega Dermagne is weg, maar ik heb daar met hem heel veel over gediscussieerd de laatste jaren. We hebben moeten trekken en sleuren en de dynamiek is vooral vanuit de Vlaamse regering gekomen, maar we hebben er toch voor kunnen zorgen dat er iets van asymmetrisch beleid op de arbeidsmarkt gekomen is. We hebben een aantal maatregelen genomen, maar die zijn helemaal niet effectief geweest.

Wat wij vandaag doen, doen we samen met de deelstaten. Er is niet één arbeidsmarkt in ons land. Er is zelfs niet één arbeidsmarkt binnen de regio's. Collega Ronse, in het zuiden van de provincie West-Vlaanderen, mijn eigen provincie, is er vandaag een werkzaamheidsgraad van 82 of 83 %. Er zijn zeer veel vacatures. Het is de regio met de laagste werkloosheid. In het noorden van de provincie, in Oostende, is de werkloosheid dan weer hoger. Ook het aantal inactieven is er veel hoger.

Zelfs binnen een provincie kan de arbeidsmarkt dus heel sterk verschillen. Daarom is het belangrijk dat we er samen met de regio's op het vlak van activering, maar ook op het vlak van de stok en de wortel, voor zorgen dat mensen begeleid worden. Ze moeten naar heroriëntering en opleidingen worden

begeleid, maar er moet ook controle zijn. De mensen moeten hun verantwoordelijkheid nemen – er zijn niet alleen rechten, maar ook plichten – en wij zullen er ook voor zorgen dat de werkloosheid stopt.

Dat asymmetrische beleid inzake arbeidsmarkt is voor ons dus heel belangrijk. We blijven daar zwaar op inzetten, omdat het voor ons de hoeksteen is van een sterk activeringsbeleid, samen met onze deelstaten.

Ja, we gaan mensen vragen langer te werken, maar werken moet ook werkbaar zijn. Het is ook belangrijk dat we mensen op onze arbeidsmarkt houden.

De **voorzitter**: Mevrouw Sneppe wil een vraag stellen.

01.192 Dominiek Sneppe (VB): Dank u wel, voorzitter. Mevrouw Muylle, ik wil het nog even hebben over uw asymmetrische beleid. Dat is natuurlijk het minimum minimorum. Als ik het goed heb, zijn alle Vlaamse partijen in deze regering voorstander van een regionalisering van de gezondheidszorg en u spreekt over asymmetrisch beleid. Waar is het misgelopen? U hebt zich weer een loer laten draaien door Franstalig België. Asymmetrisch beleid is echt het minimum minimorum. Uw partijgenoot Koen Geens heeft nog een lans gebroken voor de homogene bevoegdheidspakketten. Het staat in het partijprogramma van de N-VA. In een ver verleden was zelfs minister Vandenbroucke een regionalist! Zo diep kan het dus toch niet zitten bij hem? Met een heel klein beetje aanwakking zou u die homogene pakketten verwezenlijkt kunnen hebben, maar helaas moeten we altijd rekening houden met de Franstaligen in dit land. Altijd, altijd moeten alle Vlaamse politici buigen voor het Franstalige dictaat.

01.193 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw Sneppe, hebt u het volksgezondheidshoofdstuk goed gelezen? Het staat vol samenwerkingsfederalisme. Er komt geïntegreerde zorg en voor het eerst vertrekken we vanuit gezondheidsdoelstellingen, doelstellingen die we samen met de deelstaten zullen bespreken. We formuleren ook gezondheidszorgdoelstellingen: dat betekent dat de definitie van gezondheidszorg in Vlaanderen ook federaal moet gelden, met dezelfde doelstellingen. Samen zullen we programma's uitwerken om dat te doen. Kijk maar naar de teksten: het gaat aldoor over samenwerking met de deelstaten. Of het nu gaat over de huisartsen die nodig zijn in de landelijke gebieden, dan wel over geïntegreerde zorg of over geestelijke gezondheidszorg, het draait de hele tijd rond samenwerking. Dat is namelijk ook de enige manier om de gezondheidszorg voor de patiënt te versterken.

01.194 Dominiek Sneppe (VB): Mevrouw Muylle, ik hoor al heel mijn leven praten over samenwerkingsfederalisme. Al 200 jaar – bij wijze van spreken – wordt er daarover gesproken, of toch zeker al 50 jaar. Het is al altijd zo geweest, we hebben ons al altijd laten rollen door Franstalig België en deze arizonaregering doet niets anders. Het is een gemiste kans.

01.195 Nathalie Muylle (cd&v): Ik was nog bij de jobsdeal en ik was bezig over werkbaar werk en over het feit dat mensen op de arbeidsmarkt blijven. Voor cd&v is het fijn om vandaag in het regeerakkoord een maatregel te zien die uit onze pen komt, namelijk het familiekrediet. Het is een ongelooflijk belangrijke maatregel en in eerste instantie ook een ongelooflijk belangrijke activeringsmaatregel, die ervoor moet zorgen dat mensen op de arbeidsmarkt blijven en dat de zorg en de zorgtaken van een gezin gezamenlijk kunnen worden opgenomen. Wat ons betreft, geldt het niet enkel voor de eerste maanden of het eerste jaar na de geboorte van een kind. Veel ouders weten dat de problematiek op de tienerleeftijd van 12, 14 en 15 jaar vaak nog scherper is dan wanneer de kinderen jonger zijn. In die zin wil cd&v dat ouders die zorg doorheen de loopbaan kunnen opnemen.

We willen dat doen op basis van een pakket aan verloven dat het kind volgt. Het is voor cd&v belangrijk dat iedereen, ongeacht het statuut – werknemer, ambtenaar of zelfstandige – daarvan kan genieten. We zien heel sterk dat de vergoeding heel belangrijk zal zijn. Vandaag zien we door het complexe kluwen van regelgeving, met tijdscrediet, ouderschaps- en moederschapsrust, het bos niet meer door de bomen. Als we dat vandaag vereenvoudigen door gezinnen een pakket te geven dat ze naar behoefte kunnen inzetten en verdelen tussen man en vrouw, pleegouders en grootouders, dan lijkt me dat een ongelooflijk sterk verhaal. De uitvoering van het familiekrediet is ontzettend belangrijk en daarom hopen we ook – collega Vandenbroucke is afwezig, maar ik kijk naar minister Clarinval – dat het snel gebeurt. We zijn ervan overtuigd dat dit niet alleen een harmonisatie is, maar vooral een versterking van het pakket voor jonge ouders die keihard werken, dat willen blijven doen en dat willen combineren met de zorg voor hun gezin. Volgens ons is dit de enige manier om het blijvend en haalbaar

te houden.

Jonge mensen liggen ook wakker van hun pensioen. Toen we het thema vorig jaar bij jonge mensen, vaak ook in het secundair onderwijs, tijdens schooldebatten aankaartten, kregen we van hen vaak de vraag of zij later nog een pensioen zouden hebben. Het debat is ook vandaag al zeer uitgebreid gevoerd. Voor onze partij, voor ons, christendemocraten, is het belangrijk dat diegene die zijn hele leven werkt, kan rekenen op een goed pensioen.

Ik heb al van bij de aanvang gezegd dat we hier in het Parlement een aantal voorstellen daaromtrent hebben neergelegd. Collega Lanjri heeft die voorstellen heel vaak met collega Lalieux besproken, maar ze zijn daar in zekere mate op een koude steen gevallen. Ze zijn niet in aanmerking genomen. Vandaag staan die voorstellen wel in het regeerakkoord.

Het gaat onder meer over het ziektepensioen, met schrijnende situaties van jonge mensen, dertigers en veertigers, die als ambtenaar ziek vallen. In mijn privéleven ken ik iemand die lesgeeft en die een latexallergie heeft. Op 38 jaar is zij op ziektepensioen gezet en kan zij haar job niet meer uitvoeren. Dat is niet meer van deze tijd. Laat ons die mensen op weg zetten, laat ons die mensen naar een nieuwe job leiden, laat ons die mensen nieuwe kansen geven. Dat is ook wat we hier willen doen.

Hetzelfde gaat op voor mensen die 65 jaar zijn, ambtenaren die eigenlijk nog willen voortwerken. Men zegt nu dat ze moeten stoppen. In de zorg zien we vaak dat artsen en verpleegkundigen graag willen doordoen, maar dat ze dat niet mogen en moeten stoppen. Het is belangrijk dat die discriminatie wordt weggewerkt, zeker ook bij de lange loopbanen.

01.196 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Ik heb één vraag. U gebruikt ambtenaren en discriminatie in dezelfde zin. Dat triggert mij. In het regeerakkoord staat onder meer dat er een uniform komt voor onze ambtenaren. Ik heb een eenvoudige ja-neenvraag. Zit er ook een hoofddoek in dat uniform of is dat uitgesloten? U kunt daar eenvoudig met ja of neen op antwoorden.

01.197 Nathalie Muylle (cd&v): Dit stuk gaat over pensioenen, dus ik begrijp de link niet goed.

U hebt de tekst echter heel goed gelezen. Dit gaat over neutrale dienstverlening. Dat is wat we willen bereiken met het regeerakkoord. We zullen dan ook samen met de leidende ambtenaren binnen de ambtenarij bekijken op welke manier we die neutrale dienstverlening kunnen garanderen. Dat kan bijvoorbeeld met de invoering van een uniform of dresscode en dat kan voor ons ook een hoofddeksel zijn.

01.198 Minister Rob Beenders: Ik kom gewoon tussen om het debat dan ook te stoppen. Het begint immers een beetje vervelend te worden en ik denk dat iedereen al wat moe is. Wij sluiten ons ook aan bij het antwoord van cd&v, dan hoeft u het niet te blijven vragen.

Het regeerakkoord is trouwens ook duidelijk: wij geven de verantwoordelijkheid aan de leidinggevende. Indien wij een ja-neenvraag hadden moeten beantwoorden, zou hier ook iets anders gestaan hebben. Lees dus gewoon het regeerakkoord en probeer het te begrijpen in plaats van een probleem te maken van iets wat geen probleem is.

01.199 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Het zit hem in de details, inderdaad. Ik ben blij met uw twee antwoorden. We hebben het regeerakkoord gelezen en u kunt niet ontkennen dat er een beetje flou artistique in zit. Het is zoals de 4 + 4. Soms is het belangrijk om dingen heel duidelijk te vragen en u hebt heel duidelijk geantwoord, waarvoor dank.

01.200 Irina De Knop (Open Vld): Mevrouw, u had het daarnet over de huisarts en het feit dat daar een mooie samenwerking ontstaat tussen het federale niveau en het Vlaamse niveau. Nochtans hadden we daarover wel wat opmerkingen. Voor ons zijn zorgverleners en vaak ook vrije beroepen, of het nu over kinesisten, tandartsen of huisartsen gaat, ook ondernemers en mensen die we moeten ondersteunen.

De huisarts is een centrale speler in de gezondheidszorg. Vandaag heeft die het echter heel moeilijk omdat er te weinig huisartsen zijn, waardoor ze zelfs patiëntenstops moeten invoeren. Wat Open Vld betreft is de huisarts dus de centrale figuur in de eerstelijnsgezondheidszorg. Uit het regeerakkoord

blijkt dat echter niet. Er is heel weinig waaruit we kunnen afleiden wat u daarvoor zult doen. Er staat ergens dat u de hervorming zult baseren op een evaluatie van de *new deal*. Dat is voor ons te voorbarig. Het is zeker belangrijk om de rol van de huisarts beter te erkennen.

Het is heel vreemd dat er als oplossing voor het huisartsentekort in het regeerakkoord voorgesteld wordt om een afsprakenkader tot stand te brengen, waardoor de zorgverleners zelf, op gepaste schaal, solidair en in onderling overleg, oplossingen moeten zoeken voor de zogenaamde patiëntenstops. Met andere woorden, de zorgverleners, de huisartsen, zullen ondanks hun overbelasting toch meer patiënten moeten aanvaarden.

Dat is een heel vreemde zin in het regeerakkoord. Er blijkt heel weinig steun uit voor de huisartsen en voor de oplossing van het huisartsentekort. Als ik nog even verder mag ingaan op die problematiek ...

De **voorzitter**: Daar vrees ik voor, mevrouw De Knop. Mevrouw Muylle krijgt het woord voor een antwoord.

01.201 Nathalie Muylle (cd&v): Dat komt straks aan bod in mijn toelichting, mevrouw De Knop, maar ik wil er nu al op antwoorden. U vergeet één belangrijke maatregel, namelijk dat we de artsenquota zullen uitbreiden. Dat betekent dat er heel veel nieuwe mensen zullen kunnen starten aan de opleiding tot huisarts. Dat is ook weer een voorbeeld van samenwerkingsfederalisme, collega Snelbeek, want de ondersteuning van huisartsen en van de praktijken is ook een verhaal van de deelstaten.

Voor de collega's die hier al langer zijn, dat gaat over de Impulsefondsen. Heel veel van die middelen zijn ook naar Vlaanderen gegaan. We zien ook dat daar in het kader van de praktijkondersteuning al heel veel gebeurd is. Daar heeft collega Vandenbroucke op het federale vlak voor gezorgd. We zullen daar ook verder op inzetten, omdat wij ervan overtuigd zijn dat we echt wel meer huisartsen nodig hebben.

Er zal samenwerking nodig zijn als we de huisartsen ook in de landelijke gebieden willen behouden. Er zal moeten worden bekeken, met de verpleegkundigen en met alle actoren in de eerste lijn – we zullen ook wat breder moeten denken wanneer het over bepaalde handelingen in die eerste lijn gaat –, hoe we ervoor kunnen zorgen dat niet alles bij de huisartsen terechtkomt. Er zit heel veel in die tekst. Er is aan de tafel ook heel constructief over gesproken.

U zegt dat het ondernemers zijn. Dat klopt, maar we hebben ook daarvoor gekeken op welke manier we hen kunnen ondersteunen. Er komt een herijking van de nomenclatuur. Zeker bij de huisartsen zijn er een aantal prestaties waarvan we weten, in die eerste lijn, dat ze vandaag eigenlijk ondergewaardeerd zijn. Dat is ook belangrijk wanneer men een herijking doet. Dat zit daar ook in, mevrouw De Knop. Er zit dus eigenlijk wel heel wat ter ondersteuning, ook van de huisartsen, in dit akkoord.

De **voorzitter**: U krijgt het woord voor een repliek, mevrouw De Knop.

01.202 Irina De Knop (Open Vld): U hebt een andere lezing van het regeerakkoord dan ik. We weten uiteraard dat quota mede een oplossing kunnen zijn. Minister Weyts heeft er blijkbaar minder rekening mee gehouden dat artsen niet altijd meer voltijds werken.

Ik dacht in het regeerakkoord ook iets te hebben gelezen over waar de huisartsenposten in de toekomst moeten komen, meer bepaald nabij ziekenhuizen. Alsof dat het zal oplossen. Wat ons betreft is het *too little, too late*. Als we artsen willen ondersteunen, zullen we dat moeten doen in zowel de nomenclatuur als de fiscaliteit en zullen we ervoor moeten zorgen dat hun arbeidsomstandigheden verbeteren.

01.203 Nathalie Muylle (cd&v): U vergelijkt huisartsenpraktijken in landelijke gebieden met huisartsenwachtposten. Wij hebben heel duidelijke afspraken gemaakt over de huisartsen, die heel toegankelijk en nabij moeten zijn. Daar zetten we heel sterk op in. Wat betreft de nachten en weekends vinden we het ook belangrijk dat er een standvastige dienstverlening is, dat de zorg aanwezig en ook kwalitatief is. Het is ook belangrijk dat er bij huisartsenwachtposten in ziekenhuizen een goede triage gebeurt, omdat onze spoeddiensten overstelpt worden met mensen die daar eigenlijk niet moeten terechtkomen, maar wel in de huisartsenwachtposten. Een triage die ervoor zorgt dat mensen terechtkomen waar ze moeten terechtkomen, is ook een efficiënte manier om de middelen in te zetten,

middelen die we weer kunnen gebruiken om verder in te zetten op de versterking van de huisarts in de eerste lijn.

01.204 Irina De Knop (Open Vld): Dat zijn mooie aanzetten tot maatregelen, maar als u het dan toch hebt over de dringende geneeskundige hulpverlening en de praktijk in de spoeddiensten, een van de zaken die ook absoluut zouden moeten worden opgelost maar waarover we niets lezen in het regeerakkoord, is de vraag hoe u zult omgaan met de overbelasting van de spoeddiensten. De spoeddiensten zijn immers overbelast omdat de huisartsen de zaken niet kunnen opvolgen. Tot slot, wat betreft de dringende geneeskundige hulpverlening merken we dat er een misbruik van het ziekenvervoer is, waarbij mensen de ambulance als een taxi gebruiken. Er is op het vlak van de gezondheidszorg dus nog heel veel werk. Er staan aanzetten daartoe in het regeerakkoord, maar dat is absoluut onvoldoende.

01.205 Nahima Lanjri (cd&v): Mevrouw Muylle, we debatteren nu 24 uur. Wij hebben vannacht kunnen vaststellen dat de leden van Groen herhaaldelijk hebben gevraagd hoe het zat met de neutraliteit van de dienstverlening en of een hoofddeksel al dan niet zou zijn toegelaten. U hebt daarop duidelijk geantwoord. De dienstverlening moet neutraal zijn. Er zal samen met de leidende ambtenaren worden bekeken of een dresscode of uniform moet worden ingevoerd. Een hoofddeksel is dus zeker niet uitgesloten. Het kan.

Weet u dan hoe het komt dat de groenen, aangezien zij dat dossier zo belangrijk vinden, toen zij een minister hadden die bevoegd was voor Ambtenarenzaken – dat is niet zo lang geleden, zelfs vorige week nog –, in de vorige regering niks hebben ondernomen op dat vlak? Indien zij dat toch zo belangrijk vonden, hadden zij aan hun bevoegde minister, mevrouw Petra de Sutter, die ik overigens waardeer, kunnen vragen daaraan iets te doen.

De **voorzitter**: Mevrouw Lanjri, u maakt momenteel gebruik van het feit dat ik hier al heel lang zit, maar willen we in deze fase ...

(...): (...)

De **voorzitter**: Komaan mensen, het is 10.30 uur in de voormiddag en nu beginnen we via een omweg opnieuw debatjes te organiseren onder elkaar. We treffen maatregelen om mensen langer te doen werken, wat dat betreft zitten we helemaal in de sfeer van Arizona, maar ik zou echt willen... Ik neem ook aan dat de spreker van uw fractie in dit geval 'vrouws' genoeg is om tijdens de laatste minuten van de eerste ronde de vragen nog te beantwoorden.

(...): (...)

De **voorzitter**: Normaal gesproken... Nu zijn er weer meer mensen die denken dat ze hier dé interventie van de dag moeten geven. Enfin, ik geef u het woord hoor, maar ik weet niet of de publieke opinie daar nog allemaal op zit te wachten, als ik dat eerlijk mag zeggen. Al kan het natuurlijk zijn dat nu plots dé grote interventie komt. Dat is nooit uit te sluiten.

Mevrouw Farih, u hebt een vraag aan uw fractieleider.

01.206 Nawal Farih (cd&v): Ik vond dit toch een belangrijk onderwerp om nog eens aan te snijden.

Mevrouw Muylle, wij hebben in dit Huis heel vaak gediscussieerd over de huisartsenwachtposten. Ik hoor vandaag dat Open Vld zich daar ook zorgen om maakt. Ik heb de parlementaire vragen van de vorige legislatuur nagekeken: rien, nada, noppes, zero! Geen vragen van Open Vld over de huisartsenwachtposten. Geen vragen van Open Vld over de nabijheid van huisartsen. En waarom? Omdat die structuur opgezet is door Open Vld zelf. Het was mevrouw Maggie De Block die ervoor gezorgd heeft dat de nabijheid er niet meer was. U verrast mij dus vandaag, mevrouw De Knop.

Mevrouw Muylle, ik wou u enkel vragen of u zich dat nog goed herinnert.

01.207 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw De Knop, ik wil reageren wat de spoeddiensten betreft. Daarnet zei ik dat er veel doorverwijzing naar onze spoeddiensten is van mensen die daar eigenlijk niet hoeven te zijn. U zei terecht dat onze spoeddiensten echt overbelast zijn. Hier is een spoedarts

aanwezig. Die zal dat zeker kunnen getuigen.

Dat is inderdaad zo vandaag. Het is precies daarom dat er een triage moet gebeuren. Het is precies daarom dat ik daarnet geantwoord heb dat we huisartsenwachtposten moeten hebben naast de spoedafdelingen, om ervoor te zorgen dat wanneer mensen aankomen op die spoedafdeling, er een goede triage gebeurt. Daar moet gezegd worden wie naar het ziekenhuis, naar de spoedafdeling, doorverwezen moet worden en wie eigenlijk verder geholpen kan worden in een huisartsenwachtpost. Dat is de manier om de spoeddiensten gedeeltelijk te ontlasten en om ervoor te zorgen dat de focus ligt bij de patiënt die zwaar getroffen is en die het het hardst nodig heeft.

U hebt gelijk dat u vandaag zegt dat de ritten niet altijd op een efficiënte manier plaatsvinden. Wij hebben daar al een heel brede discussie over gehouden. Dat heeft onder andere te maken met de manier waarop zij bij de dienst 112 binnenkomen en met een aantal protocollen dat daar gebruikt wordt. Het is ook heel belangrijk dat ambulances niet zoals vandaag uitrijden terwijl dat eigenlijk niet nodig is. We zien vandaag dat de MUG uitrijdt terwijl een PIT perfect diezelfde rit zou kunnen doen. Daarom, collega, is het heel belangrijk dat de mensen van de dispatching op de dienst 112 betere protocollen hebben en beter kunnen zeggen wat het juiste instrument is dat voor dringende medische hulpverlening moet worden ingezet.

01.208 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Ik zit hier ondertussen 24,5 uur, dus u zult me mijn allerlaatste vraagje wel vergeven.

Ik kom nog een keer terug op het thema asiel en migratie, wat ik bij de twee andere redelijke partijen al gedaan heb, waardoor ik verplicht ben om ook u deze vraag te stellen.

De heer Mahdi heeft daarnet al een schot voor de boeg gelost, waaruit duidelijk werd dat mededogen geen element meer is van de christendemocratie. Op basis van dergelijke argumenten krijg ik echter geen toegang tot uw denken, dus ik probeer het op een andere manier.

Cd&v is een partij van goede bestuurders en dat bedoel ik als een compliment. Daarom denk ik dat cd&v als goede bestuurder over een akkoord onderhandelt. Zonder alle voorbeelden te herhalen, stel ik vast dat de heer Roosemont vorige week op de hoorzitting ongeveer de helft van uw hoofdstuk Asiel en Migratie de gracht in gereden heeft. Hij is uw leidend ambtenaar, wat het moeilijk maakt om dat te negeren.

Daarnaast is cd&v ook de partij van het middenveld. Inzake asiel en migratie bestaat er een heel groot actief en betrokken middenveld. Het middenveld is echter bijzonder negatief over het hoofdstuk Asiel en Migratie, evenals over de plannen met ontwikkelingssamenwerking. Wat het middenveld zegt, is voor cd&v misschien een manier om te luisteren naar andere stemmen, die u uit de dogma's kunnen krijgen. Wat u hier namelijk doet, is zandkastelen bouwen waarvan u weet dat ze juridisch niet houdbaar zijn en waarvan u weet dat uw leidend ambtenaren aangeven dat ze niet zullen werken.

Waarom gaat u met cd&v mee in dat soort van verhalen en schijnoplossingen, die het probleem vergroten in plaats van het op te lossen? Ik verwacht beter van een bestuurspartij.

01.209 Sammy Mahdi (cd&v): Meedogenloze Mahdi hebt u me zelfs bijna genoemd, mijnheer Vandemaele, maar ik ben het moreel vingertje van de groene partijen kotsbeu. Voortdurend zwaaien jullie met het vingertje om ons meedogenloos te noemen terwijl jullie wel mededogen zouden hebben. Steek dat vingertje weg of doe ermee wat u wilt, maar kom er bij mij niet mee aanzetten.

Laat mij het duidelijk formuleren: mededogen in migratie betekent niet de deuren voor iedereen openzetten en de chaos laten plaatsvinden, maar vervolgens doen alsof u warmbloedig en goedhartig bent, omdat iedereen hier zomaar kan zijn. Een goede gemeenschapspartij, zoals de onze er een is, zorgt ervoor dat de gemeenschap effectief gevormd kan worden, gedragen kan worden, dat mensen zich integreren. Wij moeten dus effectief de instroom proberen te beperken, anders komen er problemen in de samenleving. Dat is de doodeerlijke realiteit en dat moeten wij ook durven zeggen. Als u mij een gebrek aan mededogen verwijt, verwijt ik u een gebrek aan realiteitszin.

01.210 Nathalie Muylle (cd&v): Ik kan mijn voorzitter alleen maar volgen, zoals zo vaak. Het gaat niet alleen over het aan banden leggen van ongecontroleerde migratie. Het gaat ook over rechten en

plichten voor de mensen die hier zijn. We moeten ervoor zorgen dat wie hier is alle kansen krijgt, maar dat betekent ook dat mensen moeten inburgeren, dat ze de taal moeten leren, dat ze zich moeten inschakelen in onze arbeidsmarkt. Het is een verhaal van rechten en plichten. Wij blijven staan voor een humaan, maar ook kordaat asiel- en migratiebeleid.

01.211 Matti Vandemaele (Ecolo-Groen): Mijnheer Mahdi, met alle respect, maar als mensenrechten verdedigen het vingertje is, zult u mijn vingertje veel tegenkomen. U zult het heel de legislatuur tegenkomen. Voor ons zijn mensenrechten het kompas.

U zegt – en mevrouw Muylle herhaalt het – dat wij pleiten voor alles en iedereen. Dat hebt u mij nog nooit horen zeggen. Vraag het aan uw collega's in de commissie, ik pleit daar niet voor. Ik ben voor gecontroleerde migratie, maar wel op een ordentelijke manier. Er staat in dit regeerakkoord dat de enige manier om legaal migratie te organiseren, namelijk hervestiging, wordt stopgezet. U drijft alle mensen die willen migreren in de handen van de mensensmokkelaars in plaats van werk te maken van gecontroleerde migratie.

01.212 Lode Vereeck (VB): Mevrouw Muylle, uw partij profileert zich nog steeds als de partij van het gezin. Die gezinnen zijn er vandaag de dag in allerlei vormen en maten. Ik wil er wel uw aandacht op vestigen dat de partner die op dit moment onbetaalde zorgtaken uitvoert – we noemden dat vroeger weleens een huisman of een huisvrouw – en die samenwoont, al dan niet gehuwd met een eenverdiener, wat we vroeger al eens een kostwinner noemden, nog meer de pineut van deze regering wordt.

Fiscaal is dat al zo, want een gezin met eenverdiener die over hetzelfde belastbare inkomen beschikt als een gezin dat dat met twee verdieners haalt, heeft eigenlijk minder middelen. Dat wordt nu nog erger. We weten natuurlijk dat het dan vaak nog steeds over vrouwen gaat. Wat zien we in deze regeringsverklaring? Als die 16 jaar voor hun gezin zorgen, dan geraken die onmogelijk nog aan allerlei minimumtermijnen die ze moeten halen. Ze hebben dan namelijk 29 jaar gewerkt op een termijn van 45 jaar. Dat betekent automatisch een pensioenmalus. Dat betekent ook slechts twee jaar dop als die mensen na hun 55 jaar toch per ongeluk werkloos worden. Dat betekent ook een halvering van het huwelijksquotiënt.

Voorzitter: Wouter Vermeersch, ondervoorzitter.

Président: Wouter Vermeersch, vice-président.

Hoe kan cd&v als gezinspartij daarachter staan? Hoe kunt u die huisvrouwen en huismannen zo verder de dieperik in gooien? Ik heb de vraag ook gesteld aan collega Piedboeuf. Vanuit een liberaal standpunt vraag ik me af waarom men fiscaal wil discrimineren. Laat de mensen toch vrij en straf hen niet voor wat men vroeger een traditioneel gezin zou noemen of misschien een tweeverdienersgezin. Nu stuurt u mensen richting tweeverdieners en zult u eigenlijk huismoeders en huisvaders fiscaal bestraffen. Waarom doet u zoiets als gezinspartij?

01.213 Nathalie Muylle (cd&v): We schaffen niet af, mijnheer Vereeck, we doven wat uit. Er zitten ook andere maatregelen in die ... Ik denk bijvoorbeeld aan – en daar kwam ik juist toe – een pensioensplit.

Wanneer partners een huwelijkscontract of een samenlevingscontract afsluiten, kunnen ze over het pensioen en over wie zorg opneemt afspraken maken. Men kan afspraken maken om pensioenrechten met elkaar te delen. Er zitten dus ook heel veel versterkende maatregelen in. De ambitie van deze regering is om tot een werkzaamheidsgraad van 80 % te komen. We zien vandaag dat we dat niet kunnen doen door alleen werklozen te activeren. We zullen dat ook moeten doen door de activering van inactieven. Dat zijn mensen die langdurig ziek zijn. Dat zijn mensen die vervroegd met pensioen gaan. Dat zijn ook studenten. We zien vandaag ook dat huismoeders en huismannen te weinig op de arbeidsmarkt komen.

Ook in onze buurlanden zien we die uitdaging. Ook daarin willen we hen stimuleren. We willen net dat ze die combinatie van zorg en gezin opnemen, dat ze op de arbeidsmarkt komen. Met ons familiekrediet willen we dat zeer hard steunen, zodat ook zij die kans ten volle nemen en de combinatie van arbeid en gezin aangaan.

01.214 Lode Vereeck (VB): Ik hoor u dat zeggen, maar de huismannen en huisvrouwen kiezen met

overtuiging om dat te doen. U bent minister van Werk geweest. U wilt hen activeren, maar zij zijn actief. Zij werken keihard. U moet dat toch weten als voormalig minister van Werk? Waarom blijft u hen verder achteruitzetten op het vlak van werkloosheid? Gezinnen met tweeverdieners krijgen extra maaltijdcheques. De kinderopvang is 100 % aftrekbaar. Dat is allemaal prima. Mensen die dat allemaal zelf doen, worden echter nog altijd fiscaal afgestraft. Dat wordt nog erger met deze regering. Ik begrijp dat niet, want ik vind dat deze twee gezinsvormen op dezelfde manier door de overheid moeten worden behandeld.

De **voorzitter**: Ik geef het woord aan mevrouw De Knop, voor twee minuten.

01.215 Irina De Knop (Open Vld): We hadden daarnet een klein debat over de dringende geneeskundige hulpverlening en het feit dat de spoeddiensten vaak overbelast zijn. Mevrouw De Block maakte in de legislatuur 2014-2019 een uniform tarief voor dringend medisch vervoer. De gemeenschappen hebben dat niet gedaan voor niet-dringend liggend ziekenvervoer. Dat doet de kosten zeer hoog oplopen. Dat zorgt ervoor dat mensen vandaag te vaak de ziekenwagen nemen, of dat nu de MUG, een PIT of een gewone ziekenwagen van de brandweer is. Men gebruikt die als een taxi. Die tarieven moeten dus op elkaar worden afgestemd. Ik denk dat dat al iets is waarop u bij mevrouw Gennez kunt aandringen.

Ik kan echt wel getuigen uit de praktijk. Ik hoor mijn brandweercommandant uit de zone Vlaams-Brabant West duidelijk zeggen dat dat zijn diensten enorm overbelast. Uiteraard zijn er nog andere redenen waarom die spoeddiensten overbelast zijn, zoals het tekort aan huisartsen. Dan komen we erbij dat we die mensen fiscaal en financieel nog beter moeten ondersteunen.

01.216 Nathalie Muylle (cd&v): Ik heb daar al uitgebreid op geantwoord.

U hebt gelijk, mevrouw De Knop. Wanneer het over niet-dringend medisch vervoer gaat, zijn de regio's ook aan zet. Ik denk dat minister Vandenbroucke misschien nu iets gemakkelijker daarover een gesprek zal kunnen voeren, met collega Gennez, om daar in de toekomst iets aan te doen.

Ik volg uw redenering als u zegt dat een afstemming van de tarieven nodig is. Het is belangrijk dat er zo weinig mogelijk oneigenlijk gebruik is. We moeten dat ontmoedigen en we moeten ervoor zorgen dat wie voor een ambulance naar de 112 belt, ook voor niet-dringend medisch vervoer, die ook echt nodig heeft en dat dat tegen een correcte tarifiering gebeurt.

01.217 Irina De Knop (Open Vld): Ik vind het een tof antwoord. Dat mag ook eens, om 10.45 uur.

01.218 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen): Mevrouw Muylle, ik wil nog even terugkomen op het sociaal energietarief. U kent dat dossier volgens mij goed. Als minister hebt u zelf nog een aantal belangrijke wijzigingen aan het energietarief doorgevoerd en tijdens de vorige regeerperiode heeft ook uw fractie heel actief op dat thema gewerkt.

De reden waarom ik erop terugkom, is dat er in het regeerakkoord een heel algemene zin staat, namelijk dat er wordt gewerkt aan een hervorming van het sociaal energietarief op budgetneutrale wijze. Volgens mij zijn alle fracties in dit Huis zeker een hervorming genegen, maar de meningen daarover kunnen wel uiteenlopen. Ik had graag geweten welke richting u het uit ziet gaan. Wat zijn de handvatten voor ons parlementair werk op dat vlak en, vooral, hoe kunnen we ervoor zorgen dat er zo weinig mogelijk mensen uit de boot vallen en dat zo veel mogelijk mensen, te weten iedereen met een inkomen onder de armoedegrens, maximaal daarvan kunnen gebruikmaken?

01.219 Nathalie Muylle (cd&v): Dat klopt, collega Van der Straeten, het was ook een dossier van collega Lanjri in de Kamer. In het kader van de coronacrisis heb ook ik in dat verband een aantal maatregelen genomen en intussen zijn er nog een aantal bij gekomen.

De lijn van mijn partij is hierin heel duidelijk: het is belangrijk dat het sociaal tarief de mensen toekomt die het echt nodig hebben en die er recht op hebben. In het verleden werd het sociaal tarief veel te vaak toegekend op basis van een statuut en te weinig op basis van inkomen. Met deze tekst willen we ervoor zorgen dat mensen het tarief toegekend krijgen op basis van hun reële inkomen.

Het gaat overigens niet alleen over het sociaal tarief, het gaat ook over kortingen op de water- of de

internetfactuur, over verhoogde tegemoetkomingen in de zorg en over zoveel meer. Heel vaak was dat allemaal aan een statuut verbonden. Wij vinden het belangrijk dat mensen met een laag inkomen, mensen die het nodig hebben, recht hebben op het sociaal tarief.

Een tweede belangrijk element is dat het niet alles of niets is, dat iemand ineens niets meer zou krijgen omdat hij of zij 1 euro te veel verdient. Wij zijn altijd voorstander geweest van een progressief tarief. Als mensen iets meer gaan verdienen, zullen ze ook iets minder van het sociaal tarief krijgen. Het tarief moet dus berekend worden op basis van inkomen en dat moet progressief gebeuren, mevrouw Van der Straeten.

01.220 Tinne Van der Straeten (Ecolo-Groen): Mevrouw Muylle, het doet me veel plezier dat te horen. Dat is volgens mij ook effectief de richting die een hervorming moet uitgaan: afstappen van rigide statuten, kijken naar de inkomens en ervoor zorgen dat mensen slechts een beperkt deel van hun inkomen aan de energiefactuur moeten besteden. We kunnen dan inderdaad werken met een trapsysteem. Mevrouw Muylle, dat in een budgetneutrale hervorming wringen – ik heb het geprobeerd – is heel moeilijk, maar als dat uw uitgangspunten zijn en blijven, dan zult u daarvoor altijd op de steun van onze fractie kunnen rekenen, want het gaat over mensen in energiearmoede, die een dergelijke maatregel al heel lang nodig hadden.

De **voorzitter**: Er is nog een vraag uit West-Vlaanderen, van collega De Vreese.

01.221 Maaïke De Vreese (N-VA): Ja, en in West-Vlaanderen weten we maar al te goed wat ongecontroleerde migratie betekent. Denk maar aan de transmigranten, die enkele jaren geleden volop in West-Vlaanderen aanwezig waren en vandaag weer opduiken in de haven van Zeebrugge. Ik hoorde collega Vandemaele of mevrouw Muylle daarnet zeggen dat men er in de commissie mee akkoord ging om de instroom te doen dalen, maar als wij in de commissie, en nu ook in het regeerakkoord, voorstellen doen voor de afbouw van de LOI's, de woonstbetreding, de verplichte inburgering en de verstrengde gezinshereniging, dan zie ik dat men ertegen is. Als men tegen al die maatregelen is, hoe zal men dan de instroom doen dalen?

Onder uw beleid, met Ecolo-Groen, sliepen de mensen op straat. Ik heb van jullie geen lessen te leren als het gaat over een humaan beleid of over een mensenrechtenbeleid. Zullen we de mensenrechten respecteren, collega Muylle?

01.222 Nathalie Muylle (cd&v): Collega De Vreese, de vraag stellen is ze met ja beantwoorden.

01.223 Dominiek Snelpe (VB): Mevrouw Muylle, u hebt het gehad over de quota. Er bestaat inderdaad een dringende nood aan huisartsen. Overal zijn er patiëntenstops. Domus Medica deed vorig jaar nog een oproep, want er zijn minstens nog 2.000 huisartsen te kort. Ik weet niet of de quota daar een oplossing voor bieden, want als men de quota optrekt, dan zal men pas over vijf à zes jaar die huisartsen hebben.

Het gaat ook over de subquota. Uiteraard behoort dat tot de bevoegdheden van de deelstaten. Als we echter aan die quota beginnen te morrelen – pas op, ik sta daar voor open –, moeten ze natuurlijk worden nageleefd. In het verleden was het probleem altijd dat die quota niet werden nageleefd ten zuiden van de taalgrens. Als we echt meer huisartsen willen hebben, dan zullen we eerder de subquota moeten aanpakken dan de quota.

01.224 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw Snelpe, u hebt gelijk. De subquota behoren tot de bevoegdheid van de regio's. In het kader van het federaal kadaster en de bepaling van het aantal RIZIV-nummers door de federale overheid, moet er ruimte zijn om er voor de regio's voor te zorgen dat ze ook op het vlak van de subquota het aantal huisartsen kunnen opkrikken. Het is een en-enverhaal.

Een huisarts heeft een basisopleiding van zes jaar en daarna volgen nog een aantal jaren specialisatie. In het akkoord staat ook dat we sneller oplossingen moeten hebben. Dat gaat dan over samenwerking, maar ook over taakdelegatie. Zo zouden bepaalde taken in huisartsenpraktijken aan verpleegkundigen gedelegeerd kunnen worden. Ik ben vandaag in een huisartsenpraktijk waar verschillende verpleegkundigen ook op het vlak van preventie heel wat zaken doen. Ze nemen bloed af, ze bekijken het preventief dossier. Er zitten vandaag eerstelijnspsychologen in huisartsenpraktijken die daar ook een aantal taken overnemen. Samenwerking is cruciaal. Het zal een en-enverhaal zijn. Het gaat over

meer, maar ook kwalitatief meer.

01.225 Dominiek Sneepe (VB): Uiteraard zal het om meer gaan dan een loutere aanpassing van de quota. Ik hoor u graag spreken over samenwerking. Extra hulp en administratieve vereenvoudiging stonden ook in de regeringsverklaring.

Al jaren wordt er gejammerd over een personeelstekort, dat reëel is. Bij elke nieuwe regering worden er ook maatregelen voorgesteld. Hopelijk zal deze regering overgaan tot een paradigmashift en zal ze het probleem aanpakken. Hoe kan het dat elke regering maatregelen wil treffen, maar dat er nog steeds tekorten zijn? Ofwel waren die maatregelen onvoldoende, ofwel zijn ze er niet gekomen.

01.226 Nahima Lanjri (cd&v): Ik kan het kort houden want mevrouw Muylle heeft het antwoord al deels gegeven.

Mevrouw Van der Straeten vroeg zich af hoe wij tegenover het sociaal tarief stonden. Ik wou u er gewoon nog eens aan herinneren dat wij tijdens de vorige legislatuur ...

De **voorzitter:** Mevrouw Lanjri, mag ik u toch vragen om de vraag te richten aan mevrouw Muylle?

01.227 Nahima Lanjri (cd&v): Mevrouw Muylle, weet u nog dat wij daartoe tijdens de vorige legislatuur een resolutie hebben ingediend en dat wij een goed eind onderweg waren, maar er uiteindelijk toch niet in zijn geslaagd de resolutie goedgekeurd te krijgen? Ik hoop dat we dat voorstel om het sociaal tarief in te voeren voor gas en elektriciteit er met deze nieuwe ploeg wel doorkrijgen. Dat zou dan blijkbaar met de steun gebeuren van de groenen, waarvoor nu al dank.

01.228 Nathalie Muylle (cd&v): Ik weet dat heel goed, mevrouw Lanjri. Bedankt!

Ondertussen werden er al heel wat onderwerpen in het debat aangehaald. Misschien kunnen we nu even bij gezondheidszorg blijven. Ik wil graag nog een aantal elementen aanhalen die voor mijn partij belangrijk zijn. We hebben het gehad over huisartsen en het zorgpersoneel. In uw repliek zat immers een soort tweede vraag, collega Sneepe. Met de vorige regering hebben we vandaag al heel wat antwoorden gegeven. Wanneer we kijken naar de manier waarop we onze zorgequipes gaan herstructureren en de manier waarop we op basis van basisverpleegkundigen en verpleegkundigen algemene zorg ...

Pijnpunten in de zorg liggen immers deels bij de verloning. We hebben dat met het sociaal akkoord wel een stuk kunnen rechtzetten. Een ander pijnpunt zit echter bij het kunnen uitvoeren van taken. Mensen zeggen namelijk dat ze zich niet sterk of niet goed omringd voelen om die taken uit te voeren. Daar zit ook het belang van de zorgequipe die we in het leven hebben geroepen.

Mijn partij is ook een grote voorstander van de HBO5 en zorgkundigen, omdat we alle handen in de zorg nodig hebben. We vinden dat de fundamenteën gelegd zijn, maar zullen ook nog verdere maatregelen moeten nemen. Er moeten nog koninklijke besluiten komen over de handelingen die kunnen worden gesteld door de verschillende zorgverstrekkers. We zullen dat allemaal van nabij opvolgen, omdat we ongelooflijk veel respect hebben voor het zorgpersoneel.

Nog een belangrijk onderwerp voor ons, dat hier heel beladen was en voor veel discussie gezorgd heeft, is het straffen van patiënten voor het bezoeken van niet-geconventioneerde zorgverstrekkers. Vier jaar geleden heb ik met collega Fonck bij minister De Block een voorstel ingediend om de 25 %-regel, de bestraffing bij bezoek van een niet-geconventioneerde kine, af te schaffen. We hadden daarvoor toen een meerderheid in de Kamer en dat werd ook goedgekeurd, maar het werd niet uitgevoerd door de vorige regering. Vandaag doen we dat in het regeerakkoord wel. We doen dat voor kinesisten, vroedvrouwen en thuisverpleegkundigen. Wij vinden immers dat patiënten niet gestraft moeten worden voor de keuze van een niet-geconventioneerde zorgverstrekker. Zij betalen vandaag immers al meer via het remgeld. Ze betalen dus al een soort supplement en moeten dus niet nogmaals gestraft worden.

Dat betekent natuurlijk dat de overheid een belangrijke verantwoordelijkheid heeft in het aanzetten tot conventionering van zorgverstrekkers. Ook dat is niet zwart-wit. Het regeerakkoord laat ook hier ruimte. We bekijken bijvoorbeeld op welke manier de overheid zorgberoepen kan ondersteunen die zich

conventioneren, maar die voor een aantal prestaties ook een soepeler tarief zouden invoeren. Dat staat ook in de tekst en moet aanzetten tot een hogere conventioneringsgraad.

Collega Farih heeft jaren gestreden voor een uitbreiding van de derde-betalersregeling. Dat zit ook in de tekst. Hetzelfde geldt voor de terugbetaling van logopedie voor kwetsbare kinderen en vooral ook de geestelijke gezondheid. Dat is in het debat amper aan bod gekomen.

De **voorzitter**: Mevrouw Muylle, mag ik u even onderbreken? Collega Sneppe vraagt het woord.

01.229 Dominiek Sneppe (VB): Mevrouw Muylle, ik hoor graag dat er een uitbreiding van de derde-betalersregeling komt. Hebt u ook gedacht aan hoe u de fraude daaruit kunt krijgen? Wij zijn voorstander van die uitbreiding, maar alleen als ze fraudebestendig is. Ook daarover hoorde ik graag het regeringsstandpunt.

01.230 Nathalie Muylle (cd&v): In de tekst zitten voldoende responsabilisering en controlemechanismen. De mutualiteiten gaan daar een belangrijke rol in moeten spelen, collega Sneppe.

01.231 Dominiek Sneppe (VB): Dat is een zeer kort en bondig antwoord. Volgens mij zal dat niet voldoende zijn. De mutualiteiten zullen daaromtrent niet voldoende kunnen ageren, of het zal pas achteraf gebeuren, terwijl het de bedoeling is om fraude te voorkomen. Daar zullen dus andere incentives moeten worden gevonden.

De **voorzitter**: Vervolgens vragen de dames De Knop en Eggermont en de heer Bertels het woord.

01.232 Irina De Knop (Open Vld): U hebt het onderwerp van de conventionering aangesneden, mevrouw Muylle. Ik heb daarnet gezegd dat dat item zeer belangrijk is om zorgverleners, met name zeker ook zelfstandige zorgverleners zoals kinesisten, vroedvrouwen en logopedisten, te ondersteunen. We merken allen dat de conventionering van zorgverleners in de vorige legislatuur niet bepaald goed is gelukt. Er is immers nog nooit zoveel gedeconventioneerd als in de afgelopen vijf jaar. Dat zijn natuurlijk vragen die we aan de bevoegde minister moeten stellen, maar u zegt dat het aantrekkelijker zal worden en dus willen wij weten hoe dat zal gebeuren, omdat het regeerakkoord op dat vlak erg vaag blijft. Er staat ergens zelfs dat beroepsorganisaties hun leden moeten aanzetten tot conventionering, maar dat is een beetje vreemd, want zij hebben nu net het omgekeerde gedaan. Het zijn de beroepsorganisaties die hun leden ertoe aanzetten om te deconventioneren, omdat gedane beloftes niet worden gehouden. Laat ons daar in het thematische debat dus zeker nog op terugkomen, maar het is goed dat u het ook een belangrijk onderwerp vindt.

01.233 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw De Knop, ik wil daar heel kort op reageren.

Een heel belangrijk element in het kader van de conventionering is een correcte nomenclatuur. Ik heb het voordeel dat ik al 20 jaar in het Parlement zit en ik denk dat we al 18 jaar bezig zijn over de herijking van de nomenclatuur. Er zijn belangrijke eerste stappen gezet. Wij willen met de regering verder gaan in de herijking. Een correcte nomenclatuur is immers cruciaal voor het conventioneren. Dat is heel belangrijk. Het is een en-en-verhaal waarin alles met elkaar samenhangt.

Het is echter ook duidelijk dat sommige zaken niet zwart-wit zijn. Er is bijvoorbeeld het voorstel om ervoor te zorgen dat een aantal prestaties soepeler kunnen zijn en een soort flexibel tarief ook binnen de conventie kan worden toegepast. Er is ook het voorstel om ervoor te zorgen dat patiënten niet worden gestraft, door toe te laten dat wat zij meer betalen via de maximumfactuur, kan worden verrekend. Dat zijn voorstellen die vandaag ook op tafel liggen.

We moeten dus zeker en vast het debat voeren. Het gaat echter over veel meer dan conventionering. Het gaat over financiering, over de herijking van de nomenclatuur en eigenlijk ook over wat er nog in een ziekenhuis moet worden gedaan en wat ambulant kan worden gedaan, alsook op welke manier dat zal worden gefinancierd. Dat is een debat dat we zeker met de minister van Volksgezondheid moeten voeren.

01.234 Irina De Knop (Open Vld): Wat wij zeker ook hebben gelezen in de befaamde studie van het IMF, is dat er in ons land veel meer gehospitaliseerd wordt dan in andere landen. Er is heel wat om

debat over te voeren met de minister. U hebt zeker gelijk als u stelt dat nomenclatuur en conventionering samenhangen.

Mevrouw Muylle, toch heb ik nog een vraag voor u. Is er in het regeerakkoord extra geld vastgelegd? Gelooft u dat dat op een budgetneutrale manier kan? Ik ken het antwoord op de eerste vraag echter al.

De **voorzitter**: Er is echter geen mogelijkheid tot antwoord afgesproken.

Mevrouw Eggermont, u krijgt het woord. Heel wat West-Vlaamse dames vragen blijkbaar het woord.

01.235 **Natalie Eggermont** (PVDA-PTB): Absoluut. Goeiemorgen mevrouw Muylle, naamgenote en inderdaad ook uit West-Vlaanderen. Ik zou even uw mening willen vragen over iets waarover wij gisteren al enigszins hebben gedebatteerd, nadat de PS erover begon. Dat was over wat er in de krant stond over het 's nachts sluiten van één ziekenhuis op de vijf. Ik wil daarover uw mening horen. Wij zijn namelijk behoorlijk bezorgd daarover.

De demarche om meer naar daghospitalisatie over te gaan, in de mate waarin dat kan, is absoluut positief. Ik hoor echter van de sector dat die maatregel de werkdruk verhoogt. Alle betrokken patiënten moeten immers worden *geparameterd*, ontslagbrieven moeten worden geschreven en de medicatie en pijnmedicatie moeten op punt worden gesteld. Het werk per patiënt vermindert dus niet. Alles moet sneller worden gedaan.

De betrokken patiënten stappen dan ook gemakkelijker naar de eerste lijn, die dus absoluut moet worden versterkt. Ik kan uit ervaring spreken en meegeven dat het bij ons vaak gebeurt dat patiënten worden ontslagen en dezelfde dag of nacht of de volgende dag opnieuw op de spoedafdeling belanden, omdat het niet lukt thuis.

Ik heb ook van vele mensen bezorgde berichtjes gekregen waarin stond dat de spoeddiensten nu al overspoeld zijn en dat als er ziekenhuizen worden gesloten, de overblijvende spoeddiensten nog meer zullen worden overspoeld. Er is nu al een beddentekort in onze ziekenhuizen. Als we dan ook nog eens extra beddencapaciteit sluiten, waar gaan we dan naartoe?

Het is echt belangrijk om basiszorg dichtbij te hebben. Er kunnen efficiëntiewinsten worden geboekt. Echter, bijvoorbeeld ook de materniteiten worden genoemd. AZ Delta in Menen, West-Vlaanderen, is een heel goede materniteit. Dat ziekenhuis zou moeten sluiten. Dat debat hebben we tijdens de vorige legislatuur gehad. De maatregel kon toen tegengehouden worden. Materniteit lijkt me absoluut basiszorg.

Er is nog een interessant punt. Gisteren, toen het debat bezig was, heeft uw collega een toelichting gegeven om mee te geven dat over de demarche van Vandenbroucke binnen de regering niet overlegd is. Ik ben dan ook benieuwd naar uw visie daarop.

01.236 **Nathalie Muylle** (cd&v): Collega Eggermont, ik begrijp niet goed dat u zegt dat die demarche van minister Vandenbroucke niet besproken is. Ik heb in *De Standaard* niet gelezen dat dit een voorstel van minister Vandenbroucke is. Het is een studie die door Zorgnet gemaakt is. Wij zijn al een tijd op de hoogte van die studie. Die studie heeft de onderhandelingstafel zelfs niet gehaald.

Laat me duidelijk zijn, wat wel belangrijk is voor mijn partij, is dat een ziekenhuis dat *community-based* is, een ziekenhuis dat nabije basiszorg geeft, voor ons cruciaal is. Uiteraard behoort een materniteit bij die nabijheid voor ons. Dat betekent dat wij meer en meer willen inzetten op revalidatie en uiteraard zullen wij meer inzetten op daghospitalisatie. Wij zullen ook meer inzetten op de geriatrie, die voor ons ook belangrijk is. Wij zullen tevens meer inzetten op geestelijke gezondheidszorg, op PAAZ dichtbij, in combinatie met een psychiatrisch ziekenhuis.

Laat me heel duidelijk zijn, mijn partij is voorstander van een basisziekenhuis. Ik vind het jammer – en dat heb ik al een paar keer gezegd, zowel tegen minister De Block als tegen minister Vandenbroucke – dat de overheid niet sneller gezegd heeft welke taken in een basisziekenhuis horen en wat in een regionale concentratie van zorginstellingen hoort. Daar heeft men nu heel hard op gefocust en daar zijn wij ook voor. Dat heeft collega Farih gisteren heel duidelijk gezegd.

Gespecialiseerde zorg moeten we concentreren als we de kwaliteit willen behouden, maar voor ons is een ziekenhuis nabij cruciaal, waar basiszorg is. Laat ik heel duidelijk zijn: onze partij zal zich verzetten tegen de oefeningen van Zorgnet die voorliggen.

01.237 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): In de betrokken artikels staat wel dikwijls dat het in overleg gebeurt en minister Vandenbroucke is al lang bezig met discussies met de ziekenhuizen over een hervorming in de sector. Dat klopt toch, meen ik? We moeten dat toch niet onder stoelen of banken steken?

Wat dan wel heel belangrijk is in het kader van die discussie, is dat die directeurs en Zorgnet-Icuro dat allemaal zeggen in de context van: er moet iets gebeuren, want het kan zo niet verder in de zorg, dus we zullen moeten herstructureren en sommige ziekenhuizen 's nachts sluiten, want – dit is een quote uit een artikel van vandaag – er zullen geen extra middelen komen.

Wij hebben hier in de plenaire vergadering een debat gehouden over de situatie in de ziekenhuizen. Zij zeggen dat er te weinig budget is doordat de groeinorm onvoldoende hoog is, dat er te weinig personeel is omdat de arbeidsvoorwaarden niet goed zijn en dat de ziekenhuizen in het rood gaan. Natuurlijk, als door het regeerakkoord niet aan die noden voldaan kan worden, komen er herstructureringen in de ziekenhuizen. Dat is waar wij nu voor staan. Dat is toch iets wat de politiek in de hand heeft gewerkt?

De **voorzitter:** Dank u, mevrouw Eggermont. De West-Vlamingen zijn dan wel niet vertegenwoordigd in de regering, ze zijn in dit debat des te sterker vertegenwoordigd.

Collega Bertels krijgt het woord en vervolgens collega De Sutter.

01.238 Jan Bertels (Vooruit): Deze regering zal investeren en hervormen. Ik raad de collega's aan om geen debat te voeren op basis van een artikel en een kaartje in een krant, want die krant heeft dat kaartje zelfs verwijderd omdat het foutief was. Wij voeren hier dus een debat over een kaartje dat niet bestaat.

Wij zullen hervormen in de ziekenhuissector. We zijn blij dat de sector zelf het initiatief neemt om na te denken over de hervorming. Dat gebeurt in de Federale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen, met alle ziekenhuizen. Ook Zorgnet-Icuro heeft de vraag gesteld hoe zij kunnen hervormen. Mevrouw Muylle heeft terecht gezegd dat het nabije zorg zal zijn waar het kan en geconcentreerde zorg waar het nodig is. Ik hoop dat we het daar ook allemaal eens over zijn. Daar ben ik niet zeker van, als het concreet wordt, maar laat ons er maar van uitgaan dat dat het principe is. We gaan naar geïntegreerde zorg. Ik neem aan dat wij allemaal daarmee akkoord gaan.

De derde-betalingsregeling wordt gecontroleerd via de e-facturatie, mevrouw De Knop en mevrouw Sneppe. Er bestaan dus reeds systemen inzake fraudegevoeligheid. De e-facturatie maakt controle gemakkelijker, zoals mevrouw Depoorter al aangegeven heeft.

Aangaande de conventie neem ik aan dat we het ook eens zijn. In het regeerakkoord staat heel duidelijk dat we de conventie moeten promoten en dat het verschil tussen geconventioneerden en niet-geconventioneerden groter zal moeten worden. Dat zullen we doen, mevrouw De Knop, om efficiëntie te bevorderen. Ik hoop dat u zich nog herinnert dat efficiëntie en doelmatige zorg nodig zijn. Uw fractieleider heeft er zo hard voor gepleit. We kunnen daarin bondgenoten zijn, om onze zorg doelmatiger te organiseren.

01.239 Nathalie Muylle (cd&v): Collega Bertels, ik heb daar weinig repliek op. Ik kan dat enkel bevestigen. Inzake gezondheidszorg is dat inderdaad ook de geest van het regeerakkoord.

01.240 Jan Bertels (Vooruit): Ik kan dan ook heel kort repliceren dat wij het daarover eens zijn, mevrouw Muylle, ik op zijn minst, en ook de rest van de regering.

01.241 Petra De Sutter (Ecolo-Groen): Mevrouw Muylle, aangezien we in een gezondheidszorgdebat zitten en u het onderwerp zeer goed kent, wil ik heel graag met u van gedachten wisselen over een zinnetje in het regeerakkoord dat ons is opgevallen. Het gaat erom dat men driemaal per jaar van het werk afwezig kan blijven om medische redenen zonder medische attest. Dat hebben we in de vorige regering afgesproken en ingevoerd. Daarbij hadden we ook afgesproken dat we dat zouden evalueren,

want misschien kon dat uitgebreid worden. Er bestaat heel veel wetenschappelijke evidentie, waarvan ik zeker ben dat u dat ook weet. Vanuit de huisartsenpraktijken is de vraag sterk om dat soort van administratieve overlast, zoals dat echt genoemd kan worden, te beperken. Daartegenover staat heel veel wantrouwen vanuit werkgeverszijde. Alles hangt inderdaad af van een goede relatie tussen werkgever en werknemer, die daarover kunnen praten.

Nu staat in het regeerakkoord dat dit van drie keer tot twee keer per jaar wordt beperkt. Met mijn wetenschappelijke achtergrond begrijp ik dat niet. Ofwel schaft u die regeling af, ofwel breidt u die uit, ofwel evalueert u en beslist u daarna wat u ermee doet. De nu voorgestelde maatregel doet me echter de wenkbrauwen fronsen.

Mevrouw Muylle, wat vindt u daar zelf van? Wat is de reden om van drie naar twee dagen te gaan? Mij lijkt het een nattevingerbeslissing: de ene wou één dag, de andere vier, nog een andere nul, dus besloot men dan maar twee te schrijven. Kunt u dat toelichten?

01.242 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw De Sutter, in de vorige regering hebben we samen de regel ingevoerd dat werknemers per jaar drie keer één dag van het werk afwezig mogen zijn. Mijn partij was voorstander. U zegt dat er wetenschappelijke evidentie is. In Scandinavië zien we heel goede voorbeelden van een daling van het ziekteverzuim en ook dat mensen minder lang ziek en minder lang afwezig zijn.

We hebben de maatregel van de vivaldiregering geëvalueerd. Jammer genoeg werd daarbij vooral gekeken naar het ziekteverzuim van één dag en daarvan ziet men dat het toeneemt, wat volgens mij wel logisch is, maar men heeft niet gekeken naar wat met het ziekteverzuim gebeurt van twee, drie of vier dagen. Dat stuk van de evaluatie missen we. Wij zijn wel overtuigd van de positieve effecten.

Er lagen voorstellen op tafel om dit volledig af te schaffen. Dat was moeilijk voor ons, want wij denken dat er op langere termijn wel positieve effecten zijn. Wij zijn tot een compromis gekomen. Daarmee geef ik u de visie van mijn partij mee.

Ik hoop dat er een evaluatie komt. Als we spreken over overlast bij de huisartsen, over extra werk voor de huisarts, hoop ik dat we in ons land wetenschappelijke evidentie kunnen krijgen dat wanneer men dit breder maakt, het ziekteverzuim voor meerdere dagen afneemt. Daarvan is men vandaag helaas nog niet overtuigd.

01.243 Petra De Sutter (Ecolo-Groen): Mevrouw Muylle, ik ben heel blij met uw antwoord, dat verwondert u natuurlijk niet. Ik ben heel blij dat er mensen in de regering zitten die daarmee evidencebased omgaan, die de evidentie kennen en de logica van die maatregel begrijpen. Ik kan maar hopen dat dit dan toch nog verder geëvalueerd zal worden.

U hebt gelijk, de afwezigheden van één dag nemen toe. De afwezigheden van meerdere dagen nemen dan weer af. We weten ook hoe dat komt: heel vaak kwam het door het voorschrijfgedrag van artsen, die net een paar dagen te veel voorschrijven. We praten echt over kortetermijnziekteverzuim.

Ik hoop dat die evaluatie toch nog op een correcte manier kan gebeuren en dat de regering dat nog zal herbekijken. Het zou een heel belangrijke maatregel zijn om huisartsenpraktijken te ontlasten. Die ontlasting, die administratieve vereenvoudiging, het helpen van huisartsen bij allerlei administratieve overlast, is ook een van de prioriteiten uit uw regeerakkoord. Het zou daar dus perfect in passen.

01.244 Nathalie Muylle (cd&v): Ik wil nog één aspect aanhalen in het kader van gezondheid. Er is al vrij veel gesproken over vrouwen. Wij hebben twee weken geleden hier in de Kamer een tekst goedgekeurd met betrekking tot hartziekten, die is bijna unaniem goedgekeurd. Daarin stelden we dat er vandaag heel veel verschillende ziektesymptomen zijn tussen mannen en vrouwen. In heel wat klinische proeven en bij medicatie zien we dat er heel vaak op mannen wordt getest. De vrouwelijke symptomen zijn vaak totaal anders. Dat staat heel goed in de tekst.

De Kamer heeft twee jaar geleden mijn resolutie met betrekking tot endometriose goedgekeurd. Wij gaan daaraan verdere uitvoering geven. Het Kenniscentrum heeft zijn werk gedaan. Ik neem ook collega Vandenbroucke op zijn engagement dat hij dat verder zal opnemen en ervoor zal zorgen, voor die duizenden endometriosepatiënten in ons land, dat het geen dode letter blijft. Wij gaan hetgeen we

in de Kamer overeen zijn gekomen uitvoeren.

Mijn volgende hoofdstuk gaat over investeren in Justitie en veiligheid, een belangrijk thema voor mijn partij.

01.245 Dominiek Snelpe (VB): Mevrouw Muylle, ik zit vol ongeduld te wachten op een stukje over de groeinorm. U zei dat u daar nog toe zou komen, ofwel heb ik het gemist. Ik heb u niets over de groeinorm horen zeggen.

Ik ben al blij dat de groeinorm van 2 % behouden blijft, wat toch wel het absolute minimum is, maar zal die groeinorm voldoende zijn om de vergrijzing, om het stijgend aantal chronische zieken, om de stijgende kosten van geneesmiddelen en innovatie aan te kunnen? In hoeverre houdt deze groeinorm daarmee rekening?

01.246 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw Snelpe, ik denk dat dit debat al heel sterk is gevoerd in de laatste 24 uur. Het ging over 2,5 %, 2 %, 2 %, 2,63 %, maar dat zegt u er niet bij. Het gaat over meer dan 4 miljard euro boven de inflatie die we in het budget zullen investeren. Het is een heel ambitieus regeerprogramma als we kijken naar de gezondheidszorg. Dat betekent dat er ruimte is voor nieuw beleid, maar ook dat er ongelooflijk veel hervormingen in het systeem zelf te zoeken zijn. We hebben die vandaag al uitgebreid besproken, ook al in mijn uiteenzetting.

Dus ja, ik ben daarvan overtuigd. Zal het gemakkelijk zijn? Neen. We zullen telkenmale moeten bekijken hoe we die efficiëntiewinsten ten goede van de patiënt weer kunnen inzetten in het kader van nieuw beleid. Er zit daar ook een sociaal akkoord voor ons in. We zullen die oefening samen moeten maken.

01.247 Dominiek Snelpe (VB): Met alle respect, mevrouw Muylle, maar jullie zeggen graag dat dit boven op de indexering komt, maar het zou er nog maar aan mankeren dat die indexering niet zou meetellen. Er zijn genoeg wetenschappers die zeggen dat die 2 %, 2,5 % en in het laatste jaar 3 % net niet voldoende zal zijn om al die problemen aan te pakken. U wilt dan ook nog eens investeren. U krijgt van mij het voordeel van de twijfel. Ik zal dit uiteraard met argusogen opvolgen.

01.248 Nathalie Muylle (cd&v): Het volgende hoofdstuk is Justitie.

01.249 Dominiek Snelpe (VB): Mijnheer de voorzitter, ik heb nog een punt, de gezondheidsongelijkheid. Armoedeorganisaties waarschuwen er al langer voor dat de gezondheidsongelijkheid toeneemt. Nochtans wordt in het regeerakkoord verwezen naar de *quintuple aim*, die bepaalt dat een goed gezondheidsbeleid actief moet werken aan het verminderen van de gezondheidsongelijkheden, zodat iedereen dezelfde toegang tot kwalitatieve zorg heeft. Daarom heb ik de volgende vragen. Hoe zult u voorkomen dat financiële drempels in de zorg stijgen voor lage inkomens? Hoe zult u voorkomen dat tweeverdieners het steeds vaker moeilijk hebben om kwalitatieve zorg te betalen?

01.250 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw Snelpe, we hebben het debat daarover al grotendeels gevoerd. Wij willen betaalbare en toegankelijke zorg garanderen door onder andere de uitbreiding van de derde-betalersregeling en de afbouw van ereloonsupplementen.

01.251 Dominiek Snelpe (VB): Wij hebben daarover en over andere aangelegenheden inderdaad al van gedachten gewisseld, maar niet ten gronde en evenmin concreet. Ook dat dossier zal ik verder moeten opvolgen. Gezondheidsongelijkheid is een belangrijk thema, zeker voor cd&v, en u wuift dat zomaar weg door te zeggen dat we het debat daarover al hebben gevoerd.

De **voorzitter**: Ik zie dat collega Farih nog een vraag heeft voor mevrouw Muylle.

01.252 Nawal Farih (cd&v): Mevrouw Muylle, ik wil u vragen hoe vaak al niet is herhaald dat we in het regeerakkoord inzetten op tariefzekerheid dankzij een sterker conventiemodel, dat we de maximumfactuur uitbreiden, ook voor langdurig psychiatrisch patiënten, dat we de derde-betalersregeling, waarbij er dus enkel remgeld aan de zorgverstrekker moet worden betaald, permanent maken bij logopedisten, kinesisten, tandartsen en huisartsen, dat we een gelijke terugbetaling voor medische hulpmiddelen invoeren, ongeacht de leeftijd, en dat we de financiële drempels voor onder

andere langdurige anticonceptie zullen verlagen. Ik weet echt niet waar u de voorbije uren bent geweest, maar ik had graag gehad dat u had opgelet, mevrouw Sneyens.

01.253 Nathalie Muylle (cd&v): Mijn antwoord op de vraag van collega Farhi luidt: vaak, heel vaak.

De **voorzitter**: Mevrouw De Knop vraagt nog het woord.

01.254 Irina De Knop (Open Vld): U wilt overgaan tot het volgende onderwerp, mevrouw Muylle. De Open Vld-fractie is verontrust, omdat u in heel uw betoog niets hebt gezegd over de ethische dossiers. Laat dat nu net zijn wat ons heel na aan het hart ligt. Collega Gabriëls heeft al een aantal keren gevraagd naar uw plannen met betrekking tot abortus. Ik zal haar dat verder laten afhandelen en ik zal het even hebben over euthanasie.

Ik herinner u eraan dat wij een voorstel hebben ingediend om euthanasie mogelijk te maken bij mensen die wilsonbekwaam zijn geworden. Ik kan al voorspellen hoe dat zal verlopen. Ik voorspel dat er opdracht zal worden gegeven voor een wetenschappelijke studie en als die al geen vijf jaar aansleept, zal elke partij waarschijnlijk nog een andere interpretatie geven aan die studie. Onze partij vindt dat de patiënt de dupe is van het feit dat cd&v daar echt met een knoop zit. Mensen moeten vandaag te snel overgaan tot euthanasie als zij euthanasie willen vóór ze wilsonbekwaam worden. In de huidige wetgeving kunnen mensen immers alleen maar euthanasie vragen wanneer ze nog wilsbekwaam zijn.

Wij hebben heel wat experts gehoord die ervoor pleiten om euthanasie bij wilsonbekwame mensen mogelijk te maken. Ik wil van uw fractie vernemen of ze bereid is om het debat daarover op een volwassen manier aan te gaan en het Parlement daarover te laten beslissen. Bent u daartoe bereid? Hebt u daarover afspraken gemaakt met de andere meerderheidspartijen? Ik richt me ook tot Vooruit en de MR en wil graag weten wat hun standpunt is met betrekking tot euthanasie.

01.255 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw De Knop, ik kan heel duidelijk zijn. Ja, wij willen het debat daarover voeren. Zoals collega Van Hoof al opmerkte, zullen we dat doen zonder grendels en met een open blik. Tegelijk moet het wel wetenschappelijk onderbouwd worden. Vandaar dat we wetenschappelijk onderzoek vragen en willen dat experts over de verschillende facetten worden gehoord. Dat staat ook heel duidelijk in de tekst.

Men kijkt heel vaak naar cd&v alsof wij de partij van conservatieven zouden zijn. Ik herinner eraan dat uw partij het moeilijk had met het debat over de anonieme donatie en een andere vivaldipartij met het debat over draagmoederschap. Men kijkt heel vaak naar ons wanneer het over ethische thema's gaat, maar wij willen het debat over leven en dood met respect en zonder grendels voeren.

01.256 Irina De Knop (Open Vld): Nog meer wetenschappelijk onderzoek, daar wringt nu net het schoentje. Hoeveel wetenschappelijk onderzoek is er nodig om te weten dat er mensen zijn die euthanasie wensen wanneer zij in een toestand van wilsonbekwaamheid komen? Dat is niet wettelijk geregeld. U hoeft daar geen honderden onderzoeken meer voor te voeren, alle elementen liggen op tafel om daarover te beslissen. Maar neen, u wilt dat debat niet voeren en schuift het voor u uit.

Het blijft opvallend stil op de banken van de andere regeringspartijen. Het kan met het uur te maken hebben, maar het zou ook kunnen dat het gewoon een lastig dossier is dat niet werd doorgepraat in de arizonacoalitie en waarmee er deze legislatuur weer niets zal gebeuren.

Le **président**: Notre collègue Désir demande la parole.

01.257 Caroline Désir (PS): Merci monsieur le président. J'en profite, tant qu'on est dans les thèmes éthiques, pour intervenir. Il est dit dans l'accord de l'Arizona, madame Muylle, que vous allez poursuivre le débat sociétal sur l'IVG et qu'après, il faudra un consensus au sein des partis de la majorité.

Moi je voudrais vous dire, madame Muylle, que le dossier, il est mûr! En outre, sur ce sujet, il est scientifiquement étayé. On peut même dire que c'est la seule avancée en la matière à laquelle on peut s'accrocher ces dernières années, soit ce rapport scientifique qui est sur la table du Parlement. Nous n'avons donc plus besoin de débat en la matière, nous avons un rapport qui contient 25 recommandations adoptées à l'unanimité par un comité de 40 experts en avril 2023. Cela, c'est le fruit de la collaboration entre des représentants de plusieurs disciplines des universités francophones et

néerlandophones, de différentes obédiences et convictions philosophiques et religieuses.

Madame Muylle, nous sommes, quant à nous, scandalisés, car le droit à l'IVG n'évoluera pas. C'est de nouveau le *statu quo*, pour la troisième législature consécutive, parce que votre parti, le cd&v prend en otage le sort des femmes. Nous avons déjà vécu le vote contre notre proposition au mois de septembre ou d'octobre. On s'y attendait mais, ici, on a la confirmation. C'est écrit noir sur blanc dans cet accord: ça ne bougera pas. Rien ne va bouger pour les femmes qui devront continuer à se rendre aux Pays-Bas pour avorter et qui vont continuer à être considérées comme des criminelles dans notre pays.

Alors, on entend déjà dire qu'il va y avoir un accord au rabais, un consensus entre les partis de l'Arizona sur 14 semaines. Mais cela ne répond vraiment pas à la demande des femmes, madame! Il faut aller relire le rapport et les auditions des experts qui ont été menées consciencieusement par ce Parlement. Merci.

01.258 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw Désir, mag ik u een vraag stellen?

Heeft de PS draagmoederschap tegengehouden in de laatste legislatuur? Ja, u hebt die discussie tegengehouden. U bent daar niet verder in willen gaan. Wij wilden daarover debatteren, het gesprek voeren. We willen dat ook voor abortus; collega Van Hoof zal straks duiden waarom.

Het expertenrapport wijst ons op enkele gevoeligheden, zoals pijnprikkels naar de foetus en invasieve technieken ten aanzien van de vrouwen. Wij willen dat debat grondig voeren. We hebben gezegd dat, als we over dat thema een debat voeren, we tot een consensus willen komen binnen de regering. We willen het debat voeren zonder grendels. Ook over anonieme donatie, ook over euthanasie bij dementerenden en ook over draagmoederschap, wat met de PS niet lukte, mevrouw Désir.

01.259 Caroline Désir (PS): Madame Muylle, je note que vous vous asseyez sur un consensus scientifique qui a mis du temps à être mis au point et qui était important pour ce Parlement. S'accorder sur 14 semaines ne représentera pas, pour nous, une avancée pour le droit des femmes, mais une capitulation des partis de l'Arizona face aux exigences du CD&V.

01.260 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Ik hoor dat het gezondheidshoofdstuk wordt afgerond. Het gaat niet echt over het onderwerp, maar het sluit er wel bij aan.

We krijgen een aantal vragen van de ziekenfondsen over hun rol in de maatschappij en over hun financiering. In het regeerakkoord staat dat de ziekenfondsen moeten focussen op zaken die rechtstreeks verband houden met gezondheidszorg en die bewezen effectief zijn, alsook dat ze zich moeten onthouden van partijpolitieke propaganda. Daarover heerst ongerustheid. Waarom zouden ziekenfondsen dan bijvoorbeeld nog studies voeren, zoals Solidaris deed rond eerlijke geneesmiddelenprijzen? Mogen dergelijke zaken dan nog?

Ook over de financiering heerst ongerustheid. In het regeerakkoord staat dat de financiering voor een deel conditioneel zal worden gemaakt, maar ook over het budget zelf is er bezorgdheid. In de begroting staan twee regels: een eerste 'Beheerskosten aan derden – normering', waarop 150 miljoen euro bespaard wordt, en een tweede 'Beheerskosten aan derden – waarborg beheersing gezondheidsuitgaven – VARAK', 100 miljoen euro besparing.

De vraag is of de besparingen in die twee regels over de besparingen op de middelen van de ziekenfondsen gaan en – breder – wat uw visie is op de rol van de ziekenfondsen. Die organiseren immers ook heel wat activiteiten voor hun leden, zoals uitstapjes, en spelen een heel belangrijke maatschappijkritische rol. De CM noemt zichzelf eerder een sociale beweging dan enkel een ziekenfonds.

Er klinkt nu heel wat bezorgdheid vanuit die hoek over wat er in het regeerakkoord staat met betrekking tot hun rol en hun financiering.

01.261 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw Eggermont, het voelt alsof ik hier in een thematisch debat rond gezondheidszorg zit waarin ik op heel wat vragen moet antwoorden die volgens mij eerder bestemd zijn voor de minister van Volksgezondheid, maar ik beantwoord ze graag.

Uiteraard wijzigt de rol van de ziekenfondsen. Van een uitbetalingsinstelling zijn ze geëvolueerd naar echte gezondheidsactoren, die de zorg voor hun leden in handen nemen. Het is duidelijk dat er een nieuw pact moet komen met onze ziekenfondsen, zoals we er ook in het verleden al wel eens hebben afgesloten. We moeten bekijken hoe we ze kunnen versterken in hun nieuwe rol en hun voldoende handvatten aanreiken, zodat ze hun controlefunctie, die in de wet verankerd is, beter kunnen uitoefenen.

Volgens mij verwees minister Jambon er daarnet al naar toen het ging over de opdrachten die ziekenfondsen hebben. Inzake langdurig zieken zullen de ziekenfondsen, net als alle andere actoren, dus geresponsabiliseerd worden. We zullen met hen rond de tafel gaan zitten en evolueren naar een nieuw pact over de toekomstige rol van de ziekenfondsen.

01.262 Natalie Eggermont (PVDA-PTB): Ik zal mijn vraag inderdaad moeten herhalen in het thematische debat, want we hebben geen antwoord gekregen op de vraag wat die lijn in de begrotingstabel betekent voor het budget van de mutualiteiten.

U zegt dat de regering de mutualiteiten zal versterken, maar het gaat vooral over hun controlerende functie ten aanzien van langdurig zieken. De mutualiteiten worden niet versterkt, want hun maatschappelijke rol wordt ingeperkt aangezien ze geen brede studies meer mogen doen – dat valt immers onder partijpolitieke propaganda – om een breed maatschappelijk debat te voeren. Ze zijn een sociale beweging die wil opkomen voor het recht op gezondheid, maar u perkt die rol in.

De **voorzitter:** Mijnheer Mahdi, u wenst verduidelijking van uw fractieleidster over het regeerakkoord?

01.263 Sammy Mahdi (cd&v): Ik heb me lang ingehouden bij de vragen die er waren over de ethische thema's en heb die aan mij laten passeren, maar als de vraag wordt gesteld, wil ik graag duidelijkheid geven.

Wij zijn effectief een warme, conservatieve partij; ik voel geen gêne om dat hier uit te spreken. Wij kijken effectief heel vreemd op wanneer partijen vinden dat er een debat moet zijn over het voltooide leven, omdat mensen vanaf een bepaalde leeftijd misschien gefaciliteerd moeten worden naar de uitweg. Wij hebben effectief met heel veel afschuw gekeken naar het abortusdebat van vijf jaar geleden, in de periode van lopende zaken. De ene progressieve partij sprak toen over 16 weken, een week later zei een andere partij 18 weken, nog een week later zei iemand anders 20 weken en nog een week later zei iemand 22 weken. Tot daar zijn we geraakt. Dat was een opbod van om ter progressiefst zijn, want dat is de juiste richting om uit te gaan. Niet kijken naar wat er belangrijk is voor de mens, maar wel naar hoe iemand zich kan profileren. Heel fijn voor u, maar wij kijken daar net iets anders naar.

Betekent dat daarom dat we over geen enkel ethisch onderwerp willen bewegen? Integendeel, bij de verkiezingen hebben we heel duidelijk gemaakt dat we een wettelijk kader willen creëren voor euthanasie bij mensen met dementie. Dat zal geen kader zijn dat we zomaar met een of twee pennentrekken proberen te noteren, maar waarvoor we kijken naar de wetenschappelijke evidentie en expertise, want het is bijzonder moeilijk om rond euthanasie een correcte wetgeving te schrijven. Ik daag iedereen daartoe uit.

Als het gaat over anonieme spermadonatie, klopt het, zoals gezegd, dat Open Vld op de rem stond en niets wou doen bewegen. Over draagmoederschap was er een consensus binnen Vivaldi, behalve bij één partij, de PS, die haar achterban nog moest consulteren om na te gaan of die wel klaar was voor hoogtechnologisch draagmoederschap. Vooraleer iemand mij lessen probeert te geven, zou ik voorstellen eerst naar zichzelf te kijken.

Ten tweede, onze partij heeft effectief een andere kijk dan andere partijen op leven en dood. Die kijk zullen wij blijven behouden. Ik hoop immers dat er ten minste nog een partij is in het Parlement met fatsoen in dat debat.

De **voorzitter:** Mijnheer Mahdi, mag ik het Parlement eraan herinneren dat de vragen worden gesteld aan de spreker vooraan?

Mevrouw Muylle, wenst u daarop nog te reageren? *(Nee)*

Mevrouw Van Hoof, u had ook nog een vraag ter verduidelijking van het regeerakkoord, gericht aan uw eigen fractieleidster.

01.264 Els Van Hoof (cd&v): Mijn bemerking is inderdaad ter verduidelijking van het regeerakkoord.

Het is duidelijk dat wij bij alle ethische thema's respect hebben voor de meerderheid. We hebben dat respect ook gehad tijdens de vorige legislatuur, waar we toen de afspraak maakten om bij consensus te beslissen.

Ik heb twee jaar besteed aan het vinden van een akkoord over het hoogtechnologische draagmoederschap en de anonieme donatie. Dat akkoord is gestuit op een njet van de PS en van Open Vld. We hebben toen evenwel niet luid geroepen in de media dat we in dat dossier geen vooruitgang boekten. Ik vraag me af hoeveel rechtspraak nog nodig is om de anonieme donatie op te heffen. Hoeveel schandalen zijn er nog nodig? Telkens volgde een njet. Is dat dan progressief? Het huidige regeerakkoord is progressiever. Op die thema's gaan wij immers minstens heel sterk vooruit, onder andere op basis van wat in de omliggende landen is gebeurd en op basis van de uitspraak van het Grondwettelijk Hof.

De **voorzitter**: Mevrouw Muylle, wenst u daarop te reageren? (Nee)

Ik zie ook dat er een vraag is van mevrouw De Knop en vervolgens van mevrouw De Sutter.

01.265 Irina De Knop (Open Vld): Mevrouw Van Hoof, ik ben niet direct ingegaan op het voorstel van de anonieme donatie. Het gaat er echter helemaal niet om dat wij geen voorstander van donatie zijn. U moet de zaken voorstellen zoals ze zijn. Open Vld is voorstander van keuzevrijheid voor wensouders en donor, en dus ook van een tweesporensysteem. Wij zijn, ten eerste, voorstander om het anonieme donorschap mogelijk te blijven maken en, ten tweede, voorstander om dat niet anoniem te doen, via een gekende donor of een identificeerbare donor.

Ik verklaar me nader. Voor ons is het belangrijk dat er altijd anonimiteit kan zijn. Ik begrijp dat het voor een warme, conservatieve partij belangrijk is om dat terug te schroeven, maar op die manier zorgt u er op termijn voor – wat onze vrees is – dat er minder donaties zijn en dat minder mensen kunnen gebruikmaken van de mogelijkheid.

Ik kom nu terug op euthanasie. Wij zijn een warme, liberale partij, waarvoor zelfbeschikking en vrijheid van het individu enorm belangrijk is. Dat is uiteraard met het grootste respect. Mijnheer Mahdi, wij willen niemand iets opdringen. Het *ageism*-verhaal is iets helemaal anders dan wat wij voorstellen. Wij stellen voor dat mensen die euthanasie wensen, wanneer ze dat zelf willen, wanneer ze hun zelfbeschikkingsrecht, hun individuele vrijheid willen gebruiken, dat ook mogen gebruiken indien ze in een toestand van wilsonbekwaamheid komen.

Ik kan echt spreken uit ervaring. Ik ken een aantal mensen in mijn heel nabije omgeving die van dat recht willen gebruikmaken, maar die dat vandaag niet kunnen. Zij moeten nu met hun kinderen heel moeilijke gesprekken voeren over het juiste tijdstip om het te doen, terwijl ze nu nog een hoge levenskwaliteit hebben. Laat ons dus (...)

01.266 Nathalie Muylle (cd&v): Mevrouw De Knop, over dat laatste heb ik gezegd – ik meen dat mijn voorzitter en collega Van Hoof daar ook heel duidelijk over waren – dat wij het gesprek ter zake willen voeren.

Wat anonieme donatie betreft, het tweesporenbeleid dat u bepleit zorgt eigenlijk voor een discriminatie tussen kinderen. U zegt eigenlijk dat naargelang van de beslissing die ouders nemen, hun kinderen op een andere manier behandeld worden. Dat willen wij niet. Wij willen dat de rechten van elk kind gelijk zijn.

De **voorzitter**: Mevrouw De Knop, u mag een minuut antwoorden.

01.267 Irina De Knop (Open Vld): In mijn ene minuut zal ik vooral antwoorden op het thema euthanasie.

Mevrouw Muylle, u zegt enerzijds dat u het debat wilt voeren, anderzijds hoor ik uw voorzitter zeggen dat we daar heel voorzichtig mee moeten zijn en dat daar heel veel wetenschappelijk onderzoek voor nodig is. Ik voel nu al dat hij het debat naar de uitgang begeleidt, want euthanasie voor mensen die wilsonbekwaam zijn, is voor u een brug te ver. Zeg dat dan gewoon.

De **voorzitter**: Collega De Sutter, u hebt een vraag voor mevrouw Muylle?

01.268 Petra De Sutter (Ecolo-Groen): Mevrouw Muylle, ik werd getriggerd om tussen te komen toen ik de heer Mahdi hoorde.

U weet allicht dat ik gynaecoloog ben. Ik hoor de heer Madhi zeggen dat de termijn om abortus te plegen te maken heeft met politieke profilering. Ik wil dat echt grondig tegenspreken. Als sommigen dat willen doen, is dat verwerpelijk. Het gaat om wat de experts hebben gezegd. Er is evidentie. We kunnen daarover discussiëren. Ik begrijp de ethische invalshoek, dat is natuurlijk een andere manier om het dossier te bekijken, maar puur wetenschappelijk zijn de termijnen wel degelijk gebaseerd op evidentie. De experts stellen 18 weken voor en sommigen vinden dat men nog wel wat verder kan gaan. Dit is dus geen zaak van politieke profilering. U mag dat echt niet zeggen, dat is niet juist. Het ethische aspect, de manier waarop u kijkt naar zwangerschapsonderbreking en naar andere zaken, is natuurlijk iets helemaal anders.

Ten tweede, inzake de anonieme donatie ben ik het niet eens met mevrouw De Knop. Er is bij mij sprake van voortschrijdend inzicht, want tien tot vijftien jaar geleden dacht ik er, uiteraard ook als beroepsbeoefenaar in een fertiliteitscentrum, anders over. Ondertussen heb ik mijn visie helemaal herzien. Het is echt een zaak van fundamentele rechten voor kinderen. Er mag geen discriminatie zijn tussen twee soorten kinderen. Ten opzichte van onze buurlanden zijn wij als het ware een eiland waar anonimiteit als default wordt voorgesteld. Het is echt hoog tijd dat dat verandert en ik ben dan ook echt blij dat dit in het regeerakkoord staat.

Overigens, ik vind het heel positief dat die verschillende dossiers apart en redelijk uitgewerkt in het regeerakkoord staan.

Inzake abortus houd ik wel mijn hart vast. Ik vrees dat we er opnieuw niet zullen uit raken, aangezien het regeerakkoord stelt dat er een consensus gevonden moet worden. *Bonne chance!* Ik hoop echter dat dit dossier niet aan de andere ethische dossiers, zoals anonieme donatie, euthanasie of draagmoederschap, gekoppeld wordt.

01.269 Nathalie Muylle (cd&v): Collega De Sutter, er is altijd debat gevoerd. Over het eerste dossier verschillen we van mening, in het laatste delen we dezelfde mening. We zullen zien wat er gebeurt.

De **voorzitter**: Mevrouw Muylle, collega De Sutter wenst niet meer te repliceren. Ik stel voor dat u uw betoog voortzet met het volgende hoofdstuk.

01.270 Nathalie Muylle (cd&v): Collega's, er zijn al veel thema's aan bod gekomen, dus ik probeer enkele zaken te parkeren.

Voor ik tot mijn besluit kom, wil ik nog een aspect aanhalen, namelijk het belang dat ook wij hechten aan investeringen in justitie en veiligheid.

Met cd&v leggen we sterk de klemtoon op slachtoffers en nabestaanden. Voor ons is heel duidelijk dat een slachtoffer door de complexiteit van het systeem niet nog een tweede keer slachtoffer mag worden.

De **voorzitter**: Mevrouw Dillen wenst u daarover een vraag te stellen.

01.271 Marijke Dillen (VB): Mevrouw Muylle, ik wil kort iets zeggen in verband met die slachtoffers.

Wij vinden het heel positief dat in het regeerakkoord uitdrukkelijk vermeld staat dat slachtoffers een centralere rol krijgen. Onze partij pleit daar al decennia voor. Mevrouw de minister, verschillende van onze suggesties zijn letterlijk overgenomen, eindelijk. De vraag blijft wel of alles wat voorzien is, realiseerbaar is. We weten immers allemaal dat heel veel diensten kampen met onderbemanning. Er is ook een probleem met budgetten, het is niet altijd evident voor de diensten op de rechtbanken om te

doen wat hier gevraagd wordt.

Ook de aankondiging dat slachtoffers van ernstige geweld- en zedendelicten steeds een beroep zullen kunnen doen op de bijstand van een advocaat, zowel voor, tijdens, als na het verhoor, roept een aantal vragen op – ik ga overigens volledig akkoord met het principe op zich.

Ten eerste, waarom komt dit er alleen voor slachtoffers van ernstige gewelddaden? Wat zijn ernstige gewelddaden? Waarom zal het niet voor alle slachtoffers van vormen van criminaliteit gelden?

Ten tweede, hoe zal dit gefinancierd worden? Die advocaten zullen dat immers niet gratis doen. Zal er dan een systeem komen zoals bij de Salduzwetgeving?

Ten derde – dit is een persoonlijke oproep, mevrouw de minister, want ik mis het in het regeerakkoord – , waarom komt er geen pleidooi voor de verplichte invoering van een familiale polis waarin de bijstand van een advocaat steeds voorzien is? Uw voorganger, de heer Koen Geens, was daarvan een absolute voorstander. Ik hoop dat ik in cd&v een bondgenoot vind voor mijn pleidooi en dat daarvan werk zal worden gemaakt. Dat betreft een polis die heel weinig geld kost, minder dan 100 euro, en die heel veel positieve zaken voor de slachtoffers kan doen.

01.272 Nathalie Muylle (cd&v): Collega Dillen, u hebt heel veel dingen die u goed vindt in het regeerakkoord opgesomd. Ze zitten ook in mijn verdere betoog.

Met betrekking tot de concrete uitvoering laat ik graag de minister antwoorden.

01.273 Minister Annelies Verlinden: Ik had dit punt later vandaag, hopelijk op een ernstig uur, in het thematische debat verwacht.

Het is een bewuste keuze om slachtoffers centraal te stellen. Ik denk dat heel veel diensten vandaag al fantastische dingen doen, binnen de mogelijkheden die ze hebben, maar heel veel slachtoffers voelen zich alsnog verloren en onbegrepen en vinden hun weg niet in een complex justitieapparaat. Dat zeg ik trouwens met heel veel respect voor mensen die vandaag aan slachtofferbegeleiding doen, voor magistraten die rekening houden met de positie van slachtoffers, ook kinderen, maar we moeten denken vanuit de positie van het slachtoffer en niet vanuit de organisatie. Ik ben blij met de bevestiging van de keuze die we maken, mevrouw Dillen.

U had ook een punt over de rechtsbijstandverzekering en het opnemen van die component in een familiale polis. Daarvoor vindt u in ons een bondgenoot. Het is nog niet uitgesloten dat we dat gaan doen. We moeten uiteraard bekijken hoe we dat gaan doen. Er bestaan verschillende denkpistes ter zake, ook in het kader van de relatie werkgever-werknemer, maar laat ons dat zeker ter harte nemen. Als er iets is dat we moeten doen, is het de toegang tot justitie evenwaardig en rechtvaardig maken. Ik denk dat mensen recent, bij gevechten tegenover grote bedrijven, tegenover techgiganten, voor het vrijwaren van hun consumentenrechten, verloren zijn gelopen. Ze moeten heel veel moeite, tijd en geld investeren vooraleer ze aanspraak kunnen maken op datgene waarop ze eigenlijk recht hebben. Als we daaraan kunnen bijdragen, onder meer door het opnemen van de rechtsbijstand in een familiale polis, dan moeten we dat zeker overwegen. Daarover gaan we zeker debatten kunnen voeren.

Ik kan ingaan op de bijstand van de advocaat voor ernstige misdrijven. Ook dat zullen we moeten bepalen. Laat ons daarover ook het debat voeren. De reden waarom we dat gekwalificeerd hebben, is om de financierbaarheid daarvan realistisch te maken. De middelen die we investeren in justitie, in veiligheid, in migratie zullen toenemen. Het is een bewuste keuze om het groeipad van de voorbije legislatuur voort te zetten. Daarover kunnen we het zeker hebben. We hebben ervoor gekozen om met die stap te starten. Uiteraard zullen we zien hoe we daarmee in de komende jaren vooruitgang kunnen boeken.

De **voorzitter:** Er is geen spreektijd voor de ministers, maar mag ik vragen om even kernachtig te zijn als de parlementsleden.

01.274 Marijke Dillen (VB): Mevrouw de minister, wat de centrale rol van de slachtoffers betreft, kunnen wij alleen maar tevreden zijn dat zaken uit ons programma, waarvoor wij al decennialang pleiten, letterlijk in het regeerakkoord worden overgenomen. Dat is onder andere het geval met de

automatische toekenning van het statuut van benadeelde persoon. Dat is heel positief. U zult wel nog wat werk hebben opdat de politiediensten in de praktijk die lijn volgen, maar dat is een ander verhaal.

Ik pleit ook voor de uitbreiding van het slachtofferonthaal. Ik heb daar heel goede ervaringen mee in Antwerpen, waar een professioneel team slachtoffers begeleidt. Dat loopt daar schitterend en ik hoop dat u er deze legislatuur in zult slagen om dat uit te rollen in alle rechtbanken van dit land, in het belang van de slachtoffers.

De **voorzitter**: Mevrouw Muylle, ik zie geen collega's meer die het woord vragen. Ik laat u dus uw laatste hoofdstuk afwerken.

01.275 Nathalie Muylle (cd&v): Collega Dillen, de minister heeft een aantal onderwerpen aangehaald die kunnen worden uitgeput in het thematische debat.

Ik wil het nog hebben over de zorgcentra na seksueel geweld, die mij na aan het hart liggen en waarvoor collega Elke Sleurs – haar naam wordt heel vaak vergeten – het pionierswerk verrichtte. Dankzij de structurele financiering waarin wij hebben voorzien, zijn er vandaag tien multidisciplinaire centra, die schitterend werk leveren op het vlak van slachtofferhulp. Er zitten ook nog 3 centra in de pipeline. Maar daarmee komen we nog maar aan het topje van de ijsberg aan noden tegemoet. Met het voorliggende regeerakkoord zullen we die centra versterken en hun actieradius uitbreiden tot onder andere het thema genitale verminking. Ik ben heel blij dat de dynamiek die zowel collega Sleurs als ikzelf toen opgezet hebben en structureel hebben gemaakt, verstevigd wordt.

Collega's, er is heel veel aan bod gekomen en ik rond af met het belichten van enkele beleidslijnen in het regeerakkoord. Zo komt er een erkenning voor een MUG-helikopter voor West-Vlaanderen, wat heel belangrijk is. In verband met het asbestdossier, waarin we vorige legislatuur geen stappen konden doen, worden er voorstellen op tafel gelegd met betrekking tot een burgerlijke rechtsvordering voor niet-werknemers. Minister Van Peteghem zal in dat verband het komende jaar heel veel voorstellen vragen om daarin stappen vooruit te zetten. In mijn tekst had ik het er ook over hoe we investeren in de politie, inzonderheid in nabijheidspolitie met ondersteuning van de wijkagenten.

Collega's, met ons regeerakkoord blijven we inzetten op een stevige sociale bescherming van al wie zijn best doet. Mijnheer de premier, *nil volentibus arduum*, u zegt dat niets onmogelijk is voor zij die willen. *Arduum* vertaalt men met lastig. Welnu, dat klopt, de uitvoering van het regeerakkoord wordt niet evident en zal op heel wat tegenstand stuiten. Wie hervormingen doorvoert, komt op zijn pas voorstanders van het status quo tegen. Een status quo is voor mijn partij geen optie, als we het welzijn van onze burgers en de welvaart willen versterken. Een status quo is geen optie voor jonge generaties, die een toekomst willen in ons land. Een status quo is voor ons een garantie op achteruitgang. We willen hervormen, we willen sterk hervormen.

We zijn ervan overtuigd dat de arizonaregering een hervormingsregering is en we geven dan ook heel graag het vertrouwen aan die regering.

01.276 François De Smet (DéFI): Hier, je n'imaginais pas prendre la parole presque 26 heures après que nous soyons entrés dans cette enceinte. Je tenais à remercier – et vous serez tous d'accord – les services de la Chambre, qui nous soutiennent depuis plus de 24 heures dans ce marathon, et sans lesquels ce ne serait pas possible.

Monsieur le premier ministre, chers ministres, chers collègues, d'abord félicitations, très sincèrement. Nous ne nous connaissions pas avant cette première nuit blanche, monsieur le premier ministre. Pourtant, voilà très longtemps que je vous écoute, et surtout que je vous lis. J'étais déjà un amateur de vos chroniques dans les journaux *De Morgen* et *De Standaard*. J'ai lu votre livre sur le wokisme, que vous m'avez récemment aimablement envoyé. Je crois que lorsqu'on vous lit – et que l'on vous lit attentivement – les choses sont extrêmement claires. Bien sûr, vous êtes un nationaliste, mais vous n'êtes pas un nationaliste romantique – d'ailleurs, cela n'existe plus, les nationalistes romantiques. Vous êtes un nationaliste empirique qui a compris, avant d'autres, que la mondialisation n'allait pas satisfaire le marché des identités. C'est un peu le fond de votre vieille critique et querelle avec Guy Verhofstadt. Vous avez compris que le libéralisme ne pouvait réussir, à lui seul, à relier les identités et les individus entre eux, et que le nationalisme allait, au XXI^e siècle, bénéficier d'un retour en grâce.

Mais – et cela, peut-être que les francophones ne le comprennent pas – vous êtes un nationaliste qui sait que les identités sont des constructions, y compris l'identité belge, dont vous reconnaissez l'existence, et l'identité flamande, que vous aimez tant et que vous défendez bec et ongles, en sachant que c'est une construction historique comme toutes les constructions historiques que sont les identités. Vous avez remporté les élections de 2024 sans trop forcer le trait sur le communautaire et le confédéralisme – peut-être parce qu'au fond vous savez que cette histoire de confédéralisme ne tient pas vraiment debout, que seuls les États indépendants peuvent se confédérer, et qu'il vous fallait trouver un mot-valise pour parler de séparatisme sans effrayer. Mais aussi, de toute manière, vous êtes installé dans le paysage depuis si longtemps, que ce n'était pas utile.

Vous avez longtemps présidé un parti, la N-VA, qui doit son succès au fait qu'il n'est pas seulement nationaliste, mais aussi ouvertement conservateur en ce qui concerne les valeurs et ouvertement libéral en ce qui concerne l'économie. Et c'est ce triptyque qui, à mon avis, fait votre succès. Mais ce que certains collègues francophones ne voient pas, c'est que dans le projet de la N-VA, tout est d'abord au service du nationalisme: le programme libéral et le programme conservateur ne font que servir le programme nationaliste, et pas le contraire. Mon hypothèse, c'est que le cœur de vos convictions et de vos objectifs n'a pas bougé. Je pense que vous êtes toujours convaincu que ce pays ne devrait pas exister.

Comme l'historien Bruno De Wever l'a dit, vous n'êtes pas entré en politique pour le plaisir d'assainir les finances belges. Vous êtes là pour donner un État à la nation flamande et vous pensez que cela doit être le fruit d'une évolution lente, démocratique – parce que vous êtes un démocrate – culturelle, par étape.

Et si l'une de ces étapes est de prendre le contrôle des outils qui permettent de dissoudre l'État belge de l'intérieur après avoir dupé assez de francophones suffisamment naïfs pour vous y aider, eh bien *alea jacta est*. Je crois que nous sommes précisément à cette étape. Et si vous le faites, si vous vous y collez, c'est parce que vous avez compris que c'était un chemin nécessaire vers l'autonomie de la Flandre. Vous êtes pour moi un peu comme ces investisseurs qui achètent un immeuble de rapport. Vous allez rénover cet immeuble, vous allez même bien le rénover, mais vous n'avez aucune affection pour cet immeuble, vous n'avez aucune intention d'habiter dans cet immeuble et vous allez un jour vendre cet immeuble.

Vous avez fait croire à deux présidents de partis francophones que vous n'étiez pas une menace et ces deux présidents, pourtant intelligents, vous ont cru. Ils vous ont donné les clés. Votre parti a désormais tous les leviers de l'État belge. Vous avez le 16, rue la Loi. Vous avez la présidence de la Chambre, même si M. De Roover fait excellemment le job. Vous avez les Finances. Vous avez la Défense. Vous avez les institutions culturelles fédérales. Vous avez tous les leviers pour dominer l'État de l'intérieur.

Vous avez évidemment le droit d'avoir vos convictions nationalistes. Seulement, voilà, dès le moment où vous êtes premier ministre, vous représentez, désormais, tous les habitants de ce pays. Vous devez au peuple, en ce compris les francophones, la franchise quant à vos convictions. J'ai remarqué que vous vous êtes déguisé à plusieurs reprises au cours de votre carrière. On vous a vu déguisé en panda. Vous vous êtes récemment déguisé en Saint Nicolas.

La question se pose de savoir si vous êtes déguisé aujourd'hui en premier ministre. C'est un costume, peut-être aussi inconfortable que celui du panda, que vous revêtez parce qu'il le faut bien. Et si ce n'est pas un costume, alors c'est encore plus ennuyeux, parce que cela signifie que cela fait 20 ans que vous êtes déguisé en nationaliste flamand. Je crois que ce n'est pas une hypothèse crédible. Tout le subterfuge de cet accord de gouvernement consiste à faire croire qu'il n'y a rien d'institutionnel, alors qu'en réalité, presque tout l'accord de gouvernement est empreint d'institutionnel.

Quand vous dites à la VRT que "la réforme la plus communautaire que vous puissiez faire est de limiter le chômage dans le temps, vous partagez une vision claire. Il s'agit d'une législation pour l'inventaire, une autre pour la liquidation.

Ce sera sans doute le cas pour l'Emploi, la Santé et la Justice, pour tout ce qui est ouvert aux manœuvres asymétriques par la bande, par affaiblissement.

Bien entendu, l'Arizona a un vrai programme et on y trouve de bonnes choses. Je ne les citerai pas toutes. Il y a l'obligation scolaire dès 3 ans, un véritable effort pour les entreprises et l'esprit d'entreprise, un véritable courage pour le marché du travail mais il y a aussi une série d'attaques sur certaines victimes.

La première attaque qui me heurte est celle que vous faites sur les contre-pouvoirs. Par exemple, vous diminuez brutalement le budget d'Unia de 25 %. Pourquoi? On l'ignore. On ne peut que lire la phrase: -25 % pour Unia. Même si son travail peut être critiqué, et moi-même je ne suis pas toujours d'accord avec eux sur tout (par exemple leur politique relative aux signes convictionnels), il reste un acteur majeur dans la lutte contre les discriminations et le racisme.

En vous y attaquant de cette façon, de plus de la part d'un gouvernement qui n'est pas un exemple de diversité tant sur le genre que sur les origines, le message terrible que vous envoyez à l'adresse de toute une série de concitoyens, de victimes de discriminations est: "Vous n'existez pas et ce que vous êtes ne nous intéresse pas!"

Cette coupe budgétaire dans le budget d'Unia est un règlement de compte idéologique et je regrette que les francophones vous aient laissé faire. Idem pour l'audit sur l'Institut pour l'Égalité entre hommes et femmes qui n'a aucun sens. Pourquoi couper aussi durement l'aide à la Coopération au développement? Pourquoi s'attaquer aux associations qui bénéficiaient d'exonérations fiscales de 45 % et qui seront en danger parce que cette exonération est ramenée à 30 %?

Vous attaquez ce contre-pouvoir qui est celui de la concertation sociale. Les partis de gauche en ont largement parlé, je n'insisterai pas. Et par la bande, si on lit bien, vous essayez de vous attaquer au pool des avocats en droit des étrangers, vous vous interrogez sur le rôle du juge d'instruction, sur les conditions d'exercice de la Cour constitutionnelle, bref sont en germes les remises en question d'autres contre-pouvoirs.

Les deuxième victimes, même si tout le monde en a parlé, ce sont les femmes: la composition de votre gouvernement montre qu'il n'a aucunement l'intention de lutter contre le plafond de verre alors que 60 % des diplômés de l'enseignement supérieur sont des femmes.

L'Arizona ne s'attaque pas simplement aux femmes en les mettant au plan arrière des photos, elles sont les principales victimes de la réforme des pensions. La condition des 35 années de travail effectif et le malus pension toucheront durement les femmes et accentuera davantage les inégalités existantes.

Les femmes ont davantage de trous dans leur carrière, de périodes assimilées et sont les plus susceptibles de travailler à temps partiel.

Sur l'IVG, même si les débats parlementaires nous ont appris pas mal de choses depuis deux législatures, c'est encore une fois le conservatisme qui gagne.

Quand, dans votre projet, vous écrivez: "Nous poursuivons le débat sociétal sur l'interruption volontaire de grossesse. Nous modifions la législation actuelle sur l'avortement après consensus au sein des partis de la majorité", on a compris que cela ne bougerait pas ou alors, dans un délai qui ne sera pas accepté par les uns et les autres.

Et il y a la troisième attaque, contre Bruxelles, contre la Région bruxelloise, d'abord évidemment via l'attaque sur l'enveloppe Beliris car, si je calcule bien, sur toute la législature, vous réduisez l'enveloppe Beliris de 150 millions d'euros. Mais Beliris ne sert pas uniquement aux Bruxellois. Cela sert aux navetteurs. Cela sert, par exemple, à faire un métro. Vous ne punissez, dès lors, pas simplement les Bruxellois vu que vous punissez les Flamands et les Wallons qui se rendront chaque jour à Bruxelles.

Il y a aussi cette fameuse fusion forcée des zones de police bruxelloises dont il faut quand même redire un mot. C'était très surprenant. Bien que votre projet contienne des centaines de mesures, déjà avant-hier en venant ici, vous avez pris le temps de vous arrêter sur celle-là. Voici mon trophée! Voici un trophée communautaire! J'ai enfin réussi ce que plein de gens me demandent: fusionner les zones de police bruxelloises, même s'il n'y a pas vraiment de raison rationnelle et je vais expliquer pourquoi.

D'abord, c'est très infantilisant et "niant" du fait régional parce que, sur la même page de votre projet,

vous expliquez qu'en Flandre et en Wallonie, les zones de police sont encouragées sur base volontaire à fusionner si elles le veulent. Mais les Bruxellois, ils sont trop bêtes. Il faut les forcer à fusionner. Les Bruxellois n'ont pas le choix.

01.277 Sammy Mahdi (cd&v): Ik vind dit ongehoord. We zitten hier al meer dan 24 uur opgesloten, maar buiten staat de wereld niet stil. Buiten staat Brussel niet stil. Gisteren vielen er schoten van kalasnikovs en van andere geweren. Vandaag gebeurde dat opnieuw. Op datzelfde moment hier durven een communautair debat te voeren over de fusie van de Brusselse politiezones die ervoor moeten zorgen dat de veiligheid in onze hoofdstad gegarandeerd wordt, is schandalig. Schandalig!

Le **président**: Monsieur De Smet, vous disposez de deux minutes pour répliquer.

01.278 François De Smet (DéFI): Monsieur Mahdi, ce n'est quand même pas moi qui ai commencé à en faire un débat communautaire en ayant la riche idée de forcer la fusion des zones de police. Là, je ne fais que réagir. C'est une première chose.

Ensuite, arrêtons-nous sur cette histoire de fusion de zones. Chacune des six zones de police se situe dans le même top que les grandes zones d'Anvers, de Gand et de Charleroi. Savez-vous combien de zones compte le Brabant flamand? Il y en a vingt-sept, pour le même nombre d'habitants que Bruxelles: un million. Savez-vous que personne à Bruxelles – je ne parle pas des bourgmestres, car vous pourriez me dire que c'est leur intérêt –, par exemple chez les chefs de corps, ne demande cette fusion. Même une étude de l'Université de Gand considère que cela n'apporterait aucune plus-value.

Cela dit, et vous venez de l'illustrer, il y a ce petit bruit de fond qui explique que, si tout va mal à Bruxelles, avec des kalachnikovs, des mitraillettes et des règlements de compte entre gangs, c'est faute d'une zone unifiée. Pardon, mais c'est n'importe quoi! Pourquoi des mitraillettes et des kalachnikovs circulent-elles à Bruxelles? Parce qu'on y distribue de la drogue. Et vous savez par où elle passe, la drogue? Par cette passoire qu'est devenu le port d'Anvers! Donc, ce n'est pas très compliqué. Le point d'arrivée de la drogue est le port d'Anvers. Et je trouve tout à fait normal qu'on aide la zone de police anversoise à être davantage performante. Quant au réseau de distribution, avec les guerres de gangs qui en découlent, c'est à Bruxelles.

L'autre raison, et vous y êtes un peu pour quelque chose, ainsi que tous les partis de l'ex-Suédoise, est que toutes les polices ont été définancées sous la Suédoise et qu'il a fallu la Vivaldi pour, lentement, durement, se remettre à niveau.

01.279 Eerste minister Bart De Wever: Ik wilde eigenlijk niet tussenkomen, maar de suggestie dat rivaliserende bendes in Brussel op elkaar schieten omdat er in de haven van Antwerpen drugs worden ingevoerd, is dusdanig nonsensicaal dat ik het niet kan laten. Men zegt mij dat u een verstandig man bent, dus zeg dan alstublieft niet zulke stomme dingen.

01.280 François De Smet (DéFI): Monsieur le premier ministre, maintenant que vous le dites, il est probable que les gangs qui se livrent à une guerre de territoire à Bruxelles trouvent la cocaïne dans les potagers bruxellois. C'est possible. Je peux admettre l'idée.

(...): (...)

De **voorzitter**: Mijnheer De Smet mag een minuut antwoorden en vervolgens krijgt u zeker het woord mijnheer de premier.

01.281 François De Smet (DéFI): Sincèrement, monsieur le premier ministre, j'apprécie que vous inscriviez le combat contre les stupéfiants dans vos grandes priorités, parce que ce qui nous sépare du statut de narco-État, comme toute une série d'autres pays qui nous entourent, est peu de chose. Donc, cela doit devenir notre priorité. Pour ce faire, il faudrait peut-être arrêter de se renvoyer la balle entre Anversois, Bruxellois; Flamands, Bruxellois, Wallons. Toutefois, je fais confiance à ceux qui me disent que, sur le terrain, cette fusion va compliquer les choses. Je pense notamment aux quatre bourgmestres Les Engagés.

De **voorzitter**: Mijnheer de premier, u wenst niet meer te repliceren?

Dan geef ik het woord aan de heer Mahdi voor de finale repliek.

01.282 Sammy Mahdi (cd&v): Ik vind de argumentatie heel vreemd. We kunnen teruggaan tot Colombia en daar de schuld op steken, maar dat gaat het niet oplossen. Ik denk dat het niet helpt. Is het een magische oplossing, mijnheer De Smet? Neen. Is het handig dat zes verschillende politiezones voortdurend alles moeten zien te coördineren met elkaar? Neen, dat denk ik ook niet.

Wat ik nog een grotere schande vind, is uw vrienden van de PS, die al jaar en dag Brussel besturen en onveilig laten maken, te zien applaudisseren en hen gelukkig te zien worden van de bestaande situatie in Brussel. Het is jullie schuld, want jullie hebben nooit geïnvesteerd in de veiligheid van onze hoofdstad. Het is crimineel om dan te applaudisseren.

De **voorzitter**: De heer Depoortere vraagt het woord.

01.283 Ortwin Depoortere (VB): Mijnheer de voorzitter, het zal niet vaak gebeuren, maar ik kan niet anders dan collega Mahdi voor honderd procent gelijk te geven. Collega's, er is de actualiteit van de voorbije dagen, maar het is meer dan dat. De situatie in Brussel wordt nu al jaren verziekt door drugsbendes en criminaliteit. Daaraan moet een halt worden toegevoegd.

Het Vlaams Belang heeft reeds vorige legislatuur een wetsvoorstel ingediend om te komen tot de eenmaking van de Brusselse politiezones. Ik ben blij dat deze regering dat ten minste in ogenschouw heeft genomen en zal proberen te realiseren. Ik wil er wel nog iets aan toevoegen. Ik hoop dat dit niet op de lange baan wordt geschoven. Net zoals de noden zeer groot zijn bij de federale gerechtelijke politie en de lokale politie, is de nood zeer groot in onze grootsteden. Er kan dus niet gewacht worden, niet getalmd worden om tot die eenmaking van de Brusselse politiezones te komen.

Ik roep de nieuwe minister van Binnenlandse Zaken, de heer Quintin, dan ook op om niet te talmen en onmiddellijk van start te gaan met zijn consultatierondes. Ik hoop dat hij het verslag zal lezen, want ik denk dat hij het vandaag niet gehoord heeft. Ik hoop dat hij zijn consultatieronde vandaag zal beginnen, om die balorige baronieën van PS'ers, en sommige van Les Engagés en van de MR, te overtuigen.

De burger vraagt veiligheid in onze hoofdstad en dat kan alleen door een fusie van de Brusselse politiezones. Niet alleen dat, maar ook dat moeten wij doen om de onveiligheid in Brussel eindelijk eens grondig aan te pakken.

01.284 François De Smet (DéFI): Ce débat est très exemplatif. C'est qu'on touche vraiment quelque chose. C'est pour cela que le premier ministre a amené ce point. Par exemple, monsieur Prévot, monsieur le ministre, cher Maxime, cela ne vous fait-il rien que vos quatre bourgmestres Les Engagés qui connaissent le terrain sont même prêts à boycotter – ils l'ont fait – votre congrès de participation pour manifester leur mécontentement, alors que le Vlaams Belang, lui, applaudit à cette fusion? Le hiatus ne vous fait-il pas dire: "Tiens, on a peut-être raté quelque chose"?

J'en termine sur la fusion. D'abord, je maintiens que, si vous vous intéressez – et j'invite les journalistes ici à le faire – rationnellement au problème (la démocratie, la coordination, etc.), il n'y a pas d'argument rationnel pour fusionner ces zones. En outre, vous n'êtes pas prêts d'y arriver car ce ne sera pas si simple pour cela. En effet, si vous regardez les avis du Conseil d'État, vous devez passer notamment par une consultation liante du Parlement bruxellois. Je peux vous dire que tous partis confondus, avec les quatre bourgmestres Les Engagés, les bourgmestres MR et de n'importe quel parti, le PS et les Bruxellois, nous allons nous lier pour empêcher cette fusion qui va simplement nous compliquer la vie et nous empêcher de travailler.

Le **président**: M. le ministre Prévot a demandé la parole.

01.285 Maxime Prévot, ministre: Madame Maouane, j'imagine qu'il est possible d'avoir une opinion divergente sur Bruxelles sans devoir verser dans la caricature de: "Vous n'en avez rien à foutre de Bruxelles." Je ne suis pas persuadé que ce soit vraiment à la hauteur de votre qualité.

Pour ce qui concerne le fond, ce dont nous sommes censés parler, je n'ai pas fait grand mystère que je n'avais à la base pas beaucoup d'enthousiasme pour cette fusion, pas d'enthousiasme politique; par contre, j'ai une conviction réelle sur le plan opérationnel.

J'ai peine à comprendre pourquoi on veut toujours singer un débat communautaire derrière cette question de fusion administrative. À la limite, j'aurais pu le comprendre s'il s'était agi de vouloir déposséder les bourgmestres de leurs prérogatives pour confier à l'échelle régionale la gestion de la police. Là, on aurait pu avoir effectivement un coup de sang légitime de la part des bourgmestres, qu'on aurait privés de levier d'action pour la sécurité de leur territoire. On aurait pu craindre, sait-on jamais, qu'il puisse alors y avoir une influence communautaire dans la gestion de la future zone unifiée.

Il n'en est rien. Nous avons prévu que cela reste en gestion propre de l'ensemble des bourgmestres, et seulement eux. Par ailleurs, lors des débats informels que nous avons pu avoir autour de cette mesure, nous avons acquis la conviction qu'il fallait travailler en garantissant que la proportion majeure des effectifs soit dédiée aux zones historiques, que nous connaissons aujourd'hui. En effet, nous savons qu'une des craintes des bourgmestres, surtout des communes qui sont peut-être plus privilégiées sur le plan de la sécurité, est qu'une partie significative de leurs effectifs se voie aspirer pour être déployés dans les zones les plus problématiques de Bruxelles.

Je peux comprendre cette crainte de la part des bourgmestres, mais je ne peux pas comprendre que cette crainte à elle seule suffise à empêcher que l'on puisse déployer des effectifs complémentaires, là où c'est nécessaire, quand il y a un feu sécuritaire, comme on en connaît actuellement.

Vous me direz que c'est déjà une faculté offerte. Alors, qu'avez-vous à craindre, si cette faculté existe déjà, de ce processus de fusion administrative? De surcroît, des balises sont prévues pour toujours garantir le service de proximité. Une majorité très significative des agents opérationnels – on a évoqué 75 % – resterait dédiée à ces zones historiques et 25 % d'effectifs complémentaires seraient mutualisés pour pouvoir interagir sur un territoire qui n'est pas très grand. Il est certes densément peuplé, mais il n'est pas très grand. Il a la même taille qu'une commune que je connais bien, qui s'appelle Namur.

Par contre, faire le parallèle entre le nombre d'habitants et le nombre de zones, c'est fallacieux. Le nombre d'habitants est important pour avoir le juste financement.

En l'espèce, je n'ai aucun problème à dire qu'aujourd'hui, les zones de police bruxelloises sont sous-financées. Mais la question du financement par habitant est une autre chose que celle du nombre de zones. Ce n'est pas parce que, demain, il y aura une zone au lieu de six que, tout à coup par magie, la sécurité sera mieux garantie. Donc, vous aurez probablement noté que l'accord de gouvernement prévoit expressément de revoir cette fameuse norme KUL, que tous les bourgmestres du Royaume dénoncent parce qu'elle n'est plus à la page, pour pouvoir garantir un financement adéquat de nos zones de police locale et, de surcroît, en ayant précisé qu'aucune de ces zones ne perdrait de moyens. En effet, cette révision de la norme ne doit pas faire craindre un moindre financement demain.

Par conséquent, je ne vois pas pour quelle raison il faut voir du communautaire où il n'y en a pas. Demain, si j'ai des amis flamands qui disent que "le ciel est bleu" et que, comme francophone, je le confirme, cela ne fait pas de moi un vendu au communautarisme. Voilà!

01.286 Ortwin Depoortere (VB): Ik wil de mythe ontkrachten dat dit een communautair dossier zou zijn. U probeert dat ervan te maken, mijnheer De Smet. Er zijn echter genoeg veiligheidsexperten en -specialisten die u zwart op wit kunnen bewijzen dat de schaalvergroting, ook in Brussel-Hoofdstad, een noodzaak is om de georganiseerde criminaliteit tegen te gaan.

Dat is inderdaad niet alleen een noodzaak voor Brussel-Hoofdstad, maar ook voor zeer veel andere politiezones in ons land. Ik merk wel dat er een grotere bereidheid is in Vlaanderen om daartoe over te gaan. Misschien is het daarom nogal voorzichtig neergeschreven in het regeerakkoord. Ik zou dat veel dwingender gemaakt hebben.

Het is echter een stap in de goede richting. We moeten efficiënter omspringen met onze politiemensen en uiteraard hoort daar een billijke financiering bij.

Le **président:** Fait personnel pour Mme Maouane.

01.287 Rajae Maouane (Ecolo-Groen): Je ne vais pas intervenir sur la question de la fusion des zones

de police. D'ailleurs, ce que l'on paie aujourd'hui à Bruxelles, entre autres, c'est le définancement chronique que subit cette Région, notamment dans les services de sécurité, dans la Justice, et notamment à l'époque de la Suédoise.

Je voudrais en venir à ce qui est caractéristique dans la classe politique belge: le mépris de la Région bruxelloise. On savait que les Flamands ne voyaient Bruxelles qu'à travers un prisme communautaire. Je découvre que M. Prévot et M. Bouchez ont, en réalité, vendu Bruxelles. Vous avez bradé Bruxelles et, ce faisant, ses habitantes et ses habitants. Et je l'ai dit, Bruxelles mérite mieux que d'être traitée comme une variable d'ajustement budgétaire. Bruxelles mérite mieux que d'être instrumentalisée pour l'agenda communautaire de la N-VA.

Le **président**: La parole est à M. Magnette.

01.288 Paul Magnette (PS): Monsieur De Smet, merci d'avoir ouvert ce débat passionnant.

Je constate que M. Mahdi fait du PS son bouc émissaire, le responsable de tous les maux de la terre. En général, quand on fait cela, c'est qu'on n'a pas beaucoup d'arguments. Et vous n'avez pas beaucoup d'arguments sur ce sujet.

Moi, j'ai été bourgmestre de Charleroi pendant 12 ans. Je connais le sujet. Ma ville, comme Anvers, comme Bruxelles, comme Namur – M. Prévot pourrait vous en parler – fait face effectivement à des problèmes de trafic de drogue, comme toutes les grandes villes d'Europe. Et mes policiers font un boulot formidable. La police locale fait un boulot formidable dans la lutte contre le trafic de drogue et nous, les bourgmestres socialistes, nous les accompagnons et nous ne vous laisserons jamais salir le travail de la police locale et le décrédibiliser!

Ce dont la police locale a besoin, c'est d'un soutien plus fort de la police fédérale. Les policiers ont le sentiment au quotidien, dans les opérations de deals de rue, d'écumer une barque avec une petite cuillère, parce que c'est le grand trafic qu'il faut attaquer. Et il faut un parquet fédéral beaucoup plus fort, il faut une police fédérale beaucoup plus forte. Et c'est vous, la Suédoise, qui avez commencé à les définancer. Nous les avons refinancé ensemble sous la Vivaldi. Vous avez l'intention de le faire encore. Tant mieux! Je dis à ce gouvernement que vous nous trouverez à vos côtés sur ces questions et que si vous proposez plus que les 450 millions pour la police et la Justice, qui sont insuffisants, nous voterons les budgets supplémentaires pour la police et pour la Justice.

Le **président**: Monsieur De Smet, vous disposez de deux minutes pour répondre.

01.289 François De Smet (DéFI): Je ne peux qu'être d'accord avec la dernière intervention. Sur le fond, ce qui est en train de se passer est fascinant car, de ce côté-là, on est en train de nous dire: "Attention, fusionner de force les zones bruxelloises, ce n'est pas communautaire. Mais s'en émouvoir, c'est communautaire." Pardon, mais cela devient *1984, La guerre c'est la paix*. Cela signifie malheureusement, messieurs Prévot et Bouchez, que se produit exactement ce que je craignais, c'est-à-dire que la N-VA vous a enfermés dans un schéma mental et arrive à vous faire avaler toute une série de mesures communautaires en vous disant: "Ne vous inquiétez pas. C'est de la rationalisation. C'est de l'organisation".

Et si cela ne concernait que les zones de police... Moi je m'attends à ce qu'on doive subir cela pendant quatre ans et je suis déjà épuisé à l'avance de devoir trouver les moyens pour vous convaincre que ce qu'on vous vend d'un certain côté comme une rationalisation est en fait un démantèlement, un découpage de l'État fédéral belge ou un affaiblissement des francophones. Cela va être épuisant de vous en convaincre mais on va vraiment essayer.

Puis-je poursuivre?

Le **président**: Non! Une minute de réplique pour M. Magnette.

01.290 Paul Magnette (PS): Je dirai simplement que, sur ce sujet, nous n'avons aucun tabou. Mais, pour avoir fait beaucoup de fusions, je peux vous affirmer qu'entreprendre un processus de fusion administrative, transférer du patrimoine, des bâtiments, fusionner, organiser des coordinations, etc., va absorber une énergie humaine colossale. Tout le temps que vous y consacrez est du temps perdu pour

le travail de terrain. Il y a de graves problèmes sur le terrain. Concentrons-nous sur la lutte contre la drogue sur le terrain!

01.291 François De Smet (DéFI): Un mot sur le socio-économique, même si nous l'avons tous énormément abordé.

Je tiens tout d'abord à saluer sincèrement le soutien à l'entreprise et à l'entrepreneuriat dans les projets gouvernementaux, parce que cela nous manque. Nous n'arriverons à rien si nous ne parvenons pas à développer une culture de l'esprit d'entreprendre, qui nous manque. Soutenir les étudiants-entrepreneurs, défiscaliser, soutenir sur le plan des charges ceux qui veulent entreprendre, même les heures prestées par des étudiants, tout cela va dans le bon sens.

Personne ne peut non plus nier qu'il faut réformer le marché de l'emploi. Votre note, quitte à ne pas être parfaite, a quand même le courage d'oser un discours de vérité quant au constat: le taux d'emploi est faible et ne suffira pas, si l'on ne fait rien, à faire avancer notre pays et à éviter un dérapage budgétaire.

Le problème, c'est que vous considérez que tous les efforts, ou presque, doivent être fournis par les employés, les demandeurs d'emploi et les malades. S'agissant, par exemple, des demandeurs d'emploi, il est évident qu'une forme de contrainte et de responsabilisation des demandeurs est nécessaire. Nous, nous proposons une obligation de formation après un an. Dans votre projet, il manque un lien solide avec la qualification. Vous auriez dû placer la formation au cœur de la politique de l'emploi. Malheureusement, le couperet tombe après deux ans. Nous le voyons à l'étranger, ce système ne fonctionne pas, car cela va envoyer toute une série de gens vers les CPAS. Bref, cela ne nous aidera pas à en sortir.

Et puis, malheureusement, il y a l'absence de vraie réforme fiscale. Je me suis déjà exprimé à ce sujet, il faudra attendre 2029 pour avoir une réforme fiscale qui produise ses effets. Nous sommes tout de même encore très loin de la grande réforme fiscale qu'il fallait faire et que M. Van Peteghem avait proposée sous la Vivaldi.

Un mot encore sur la migration puisque, avec l'Arizona, la Belgique va rejoindre le club des pays les plus conservateurs et les plus à droite, avec des mesures vexatoires et posant question en termes de droits fondamentaux: la fouille des téléphones, le retour des visites domiciliaires, ce qui permettra aux autorités – même si c'est encadré, je sais – d'aller chercher des gens chez eux. Vous mettez sous pression les pools d'avocats en droit des étrangers.

Je ne dis pas qu'il ne fallait rien faire. De fait, nous sommes confrontés à un problème avec le nombre de demandeurs d'asile et il y a beaucoup trop d'ordres de quitter le territoire qui ne sont pas exécutés. Je ne veux pas non plus être angélique. Mais vous passez à côté d'une chose: que vous le vouliez ou non, le pays compte, aujourd'hui, 100 000 personnes qui ne rentreront pas chez elles comme ça; qui, pour beaucoup – je parle des sans-papiers – travaillent déjà, alimentent déjà notre circuit économique, sauf qu'ils ne payent pas de charges ni d'impôts.

Je pense – au même titre que le MR qui était preneur et Les Engagés, preuve que ce n'était pas une idée si farfelue – que nous aurions pu être plus généreux et plus pragmatiques en prévoyant non pas une régularisation définitive avec des critères mais quelque chose de temporaire qui aurait permis la régularisation d'une partie de ces 100 000 personnes au lieu de prendre des gens à l'étranger via une migration économique. C'est du gâchis humain. Ces gens ne rentreront pas facilement.

Enfin, vous avez inventé la nationalité censitaire en appliquant une taxe de 1 000 euros en droits d'enregistrement à toute personne qui veut obtenir la nationalité belge, mais que pouvions-nous attendre d'un gouvernement qui n'aime pas la nationalité belge?

Monsieur le premier ministre, je terminerai par où j'ai commencé: tout l'accord de gouvernement reflète le nationalisme et l'institutionnel. Votre vision, une fois de plus, est claire: une législature pour l'inventaire, une autre pour la liquidation et je ne vois pas comment la Belgique pourrait ne pas sortir plus affaiblie de cette législature. Vous pouvez sans doute hypnotiser deux présidents de partis francophones mais vous ne duperez pas 150 députés et 11 millions de Belges. De deux choses l'une: soit vous êtes déguisé depuis 20 ans en nationaliste et indépendantiste et avez eu dernièrement une

épiphanie, une révélation belge et vous allez embrasser et protéger, aujourd'hui, la Belgique fédérale – en ce cas, dites-le! J'en serais le premier surpris mais le premier heureux – soit vous êtes un nationaliste déguisé en premier ministre avec comme plan de préparer l'affaiblissement et le démantèlement de ce pays. En ce cas, dites-le aussi!

Je ne pense pas que vous allez tenir quatre ans avec un discours comme celui d'hier, qui est sagement sur un chemin notarial un peu ambigu et qui ne prend position ni dans un sens ni dans un autre. Je pense que cela ne va pas tenir.

Dans une chronique de 2004, vous écriviez – je lis vraiment vos chroniques depuis 20 ans, ce n'est pas une blague: "La Belgique n'est pas une démocratie. Elle est composée de deux démocraties qui tiennent les élections le même jour avec des opinions publiques différentes." Vous l'avez répétée plusieurs fois et M. Magnette l'a encore citée hier. Je ne sais pas si vous êtes toujours en phase avec cette assertion à présent que la Wallonie a voté à droite ou bien si l'argument ne vaut que lorsque les Wallons votent à gauche. Si jamais les faits vous ont fait changer d'avis sur cette assertion, peut-être pourriez-vous aussi changer d'avis sur d'autres choses. Car ce pays qui d'après vous n'est pas une démocratie, monsieur le premier ministre, c'est vous qui en assumez maintenant la direction de manière démocratique.

J'espère ne pas vous porter malheur mais, pour conclure, je vais formuler un vœu: puisse cette fonction vous convaincre que le nationalisme, même empirique, même démocratique, est quand même un gâchis au regard des bienfaits du fédéralisme, et ne peut suffire à définir une action politique. Nous sommes aujourd'hui dans l'ère du retour des nationalismes, c'est indéniable, partout autour de nous. Le monde semble donc vous donner raison. Même les idéologies de centre, de droite et de gauche tendent à s'effriter, sauf lorsqu'elles choisissent l'option populiste dans leur communication.

Mais ce monde gouverné par le nationalisme autour de nous est-il vraiment si enviable? Vous paraît-il plus sûr? Vous paraît-il plus stable? Est-il meilleur? Non. Parce que tout nationalisme, *in fine*, est toujours exclusion. Peut-être qu'en réalité, au fond de vous-même, le saviez-vous et êtes-vous déjà sur un autre chemin. Nous verrons si dans quelques années, c'est vous qui aurez transformé la Belgique ou si c'est la Belgique qui vous aura transformé.

Peut-être, après tout, que la force du changement n'est pas là où on croit.

Le **président**: Merci, monsieur De Smet.

Mijnheer Dedecker, u hebt recent uw onafhankelijkheid herwonnen. U krijgt 40 minuten, gebruik ze wijs.

Voorzitter: Peter De Roover, voorzitter.

Président: Peter De Roover, président.

01.292 Jean-Marie Dedecker (ONAFH): Dank u, mijnheer de voorzitter. Gelukkig komt wijsheid met de jaren. Ik weet niet of dat in mijn geval zo is.

Collega's, ik ga uw ochtendhumeur – ik zie de premier al met een ochtendhumeur zitten, na 24 uur kan ik dat heel goed begrijpen – nog wat op de proef stellen. Als men als laatste spreekt, heeft men het voordeel dat men naar iedereen heeft moeten luisteren. Het voordeel is ook dat al 100 keer hetzelfde is gezegd. Ik zal ook een aantal zaken zeggen die ik al eerder heb gezegd, maar ik heb geleerd op school dat het goed is om zaken te herhalen, zodat het goed in de oren geknoopt wordt.

Mijnheer de premier, ik hoorde u twee dagen geleden in de regeringsverklaring zeggen dat u bomen wilde planten en dat die boom 20 jaar geleden jammer genoeg niet geplant werd. Ik was er 20 jaar geleden bij. Er werd wel een boompje geplant. Er werd een hele boomgaard geplant, maar na 20 jaar staat die boomgaard vol onkruid. In de volksmond wordt die de puinhoop van paars-groen genoemd. Ik zal nog eens opsommen wat allemaal in die puinhoop zit, zoals ik gisterenavond ook al deed.

Dames van Open Vld, u weet ondertussen dat we de hoogste loonkosten van Europa hebben en de hoogste belastingen. Er is geen belastingdiscipline waarin we niet op kop staan in de wereld. We hebben de minste jobs in de private sector. We hebben de traagst groeiende tewerkstellingsgraad. We staan aan de top van de overheidsschuld en we zijn kampioen in begrotingstekorten.

Dan wint men de verkiezingen en moet men die puinhoop opruimen. Als men de verkiezingen gewonnen heeft, moet men op bedevaart gaan naar de Lakense poppenkast. Daar krijgt men van Suzanne de job van zijn leven en wordt men formateur. Aangezien men automatisch al 25 % van de kiezers uitsluit, is men aangewezen op de arizonacoalitie. Daarvoor moet men echter water met olie vermengen en dat is bijna onmogelijk.

Bij het eerste contact tussen die partijen worden er al veto's gesteld. De socialisten – ik noem de mensen van Vooruit nog altijd zo, want ik kom uit de oude doos – willen altijd meer belasting. Hun voorwaarde is de meerwaardebelasting, want socialisten staan altijd dicht bij de mensen, zodat ze gemakkelijker in hun zakken kunnen zitten. De MR ligt dan logischerwijs dwars of zegt dat ze dat doet, maar geeft achteraf toe op deze zoveelste belastingverhoging. De discussie over de meerwaardebelasting wordt plots de rode draad in deze regering waarover iedereen struikelt, waardoor we een ezelsdracht hebben gekregen.

Er komt echter een oplossing. In de fiscale koterij is er één element dat min of meer nog niet belast is – want er bestaat al een belasting op meerwaarde –, namelijk de verkoop van aandelen. Er is geen enkele discipline – ik herhaal het, mevrouw Bertrand – waarin wij niet tot de top van de wereld behoren: inzake de lasten op arbeid, op kapitaal en zelfs op het verdriet, in ons land erfbelasting genoemd. Het is echter nooit genoeg. De belastingdruk op het inkomen uit arbeid bedraagt 41,2 %. Zodra men 48.320 euro op jaarbasis verdient, mag men de helft van zijn wedde – 50 % – aan de fiscus geven.

Mijnheer de premier, ik weet dat u een kenner bent van de Romeinse cultuur. U zult waarschijnlijk ook Cicero kennen, een van de grootste redenaars uit het Romeinse Rijk. Iets meer dan 2.000 jaar geleden zei onze vriend Cicero dat belastingen de spieren van Rome waren. U weet waarschijnlijk hoe hij is geëindigd. Ze hebben zijn twee handen afgekapt, ze hebben zijn tong uitgetrokken. Voor zoveel belastingonzin kon men destijds zijn kop, tong en handen verliezen. Het is geen waarschuwing, premier, maar een herinnering.

Ik was op zwier voor Octavianus, maar dat is literaire spelerei.

De meerwaardebelasting, mijnheer Piedboeuf, werd door uw voorzitter de belasting op succes genoemd. Een goede collega van mij zei dat die meerwaardebelasting onethisch en immoreel is. Ik kan die collega alleen maar gelijk geven. Dat men het dan nog eufemistisch een solidariteitsbijdrage wil noemen ...

01.293 Wouter Vermeersch (VB): Wees gerust, mijnheer Dedecker, ik zal bijzonder kort zijn.

U bent een tijd geleden lijsttrekker geworden van de N-VA in West-Vlaanderen. U bent bij die verkiezingen met de N-VA de tweede grootste partij van de provincie geworden, uiteraard na het Vlaams Belang. Beseft u dat u uiteindelijk de stemmen en ook de zetels hebt binnengehaald voor die nieuwe belastingen? U ligt mee aan de basis van die stemmen, van die zetels die vandaag leiden tot die meerwaardebelasting.

Ik heb maar één vraag voor u.

Hebt u er ondertussen geen spijt van dat dankzij u en uw electorale inzet uiteindelijk die meerwaardebelasting hier vandaag in het Parlement zal kunnen passeren? Uiteindelijk ligt u met uw stemmen en de zetels die u mee hebt binnengehaald mee aan de basis van deze coalitie, mee aan de basis van die meerwaardebelasting.

01.294 Jean-Marie Dedecker (ONAFH): Integendeel, mijnheer Vermeersch, ik ben er fier op dat ik zelfs duizenden stemmen meer heb gehaald dan u. Waarom behou ik mijn vrijheid? U vraagt waarom ik uit de fractie ben gestapt. Ik heb dat gedaan om die vrijheid te kunnen behouden.

Ik vind dit een goed regeerakkoord. Ik ben niet alleen een liberaal, ik ben zelfs libertair. Om wat erin staat te kunnen bekritisieren, heb ik in dit Parlement de vrijheid nodig, zodat dit de partij niet schaadt. Als men deel uitmaakt van een meerderheidspartij moet men immers op knopjes drukken. Ik ben ooit lid geweest van Open Vld. Soms vergist een mens zich al eens. Om die vrijheid te kunnen bewaren en om vrijuit te kunnen spreken ben ik geen lid van een fractie, maar dat heeft niets te maken met de

meerwaardebelasting. Dat zijn zaken die vooraf gezegd zijn. Ik ben er fier op dat ik de lijst heb getrokken en de verkiezingen heb gewonnen.

01.295 Wouter Vermeersch (VB): Mijnheer Dedecker, u bent begonnen met te zeggen dat de wijsheid met de jaren komt. U hebt zich jarenlang verzet tegen het cordon sanitaire, maar hebt dat in uw eigen stad mee in stand gehouden. U hebt zich jarenlang verzet tegen nieuwe belastingen en u verzet zich ook tegen deze meerwaardebelasting, maar uiteindelijk levert u de stemmen en de zetels die deze meerwaardebelasting tot stand hebben gebracht. Dat is toch een tweeslachtigheid die niet getuigt van wijsheid die met de jaren komt.

01.296 Jean-Marie Dedecker (ONAFH): Ik dacht dat dit een bespreking van het regeerakkoord was, maar het is blijkbaar ook het kinderuurtje.

U hebt niet geluisterd naar wat ik heb gezegd, namelijk dat men 25 % van de kiezers uitsluit. U weet heel goed dat ik daar niet mee akkoord ga. Als u me nog een halfuurtje zou geven, dan zou ik u kunnen uiteenzetten hoe dat gaat in de gemeente om een coalitie voor te stellen, maar ik zal u dat besparen, mijnheer de premier. Mijnheer Vermeersch, mocht u, door het feit dat u uitgesloten wordt, ook eens in eigen hart kijken, dan zou dat niet slecht zijn, waarna we achteraf samen op zwier zouden kunnen gaan.

Ik kom terug tot mijn betoog. Ik heb zonet gezegd dat het eufemistisch is om die taks een solidariteitsbijdrage te noemen. Ik noem dat misleidende nieuwspreek. Het is de zoveelste platte belastingverhoging voor de middenklasse, een belastingverhoging voor wie onderneemt, voor de werknemer die spaart en voor wie altijd genoeg verdient om belast te worden, maar altijd te veel om van allerhande sociale voordelen te kunnen genieten. Dat zijn de sterke schouders die alles betalen wat aan personenbelastingen geïnd wordt in ons land.

Ik zal de cijfers nog eens herhalen ter attentie van de communisten en de linkerrand. De 10 % rijkste Belgen betalen 47 % van de belastingopbrengsten, de rijkste 30 % betaalt daarvan drie vierde en in totaal 50 % betaalt 93 % van alle belastingen. Dat zijn mensen die dagelijks werken, niet mensen die op straat betogen om meer werk maar naderhand staken om zo weinig mogelijk te hoeven werken. Het zijn mensen die dagelijks werken.

Wat die mensen overhouden na hun werk, noemen we spaargeld. Spaargeld is het geld dat men overhoudt als men heel zijn leven de helft van zijn inkomen aan de fiscus heeft moeten afgeven na gewerkt te hebben als een werkmier. Met een overheidsbeslag van 55 % gaat de overheid al met de helft van onze welvaart aan de haal. De opbrengst op een spaarboekje, zelfs al levert het 2 % op, voldoet niet eens om de inflatie bij te houden. Wie 100.000 euro op een spaarboekje heeft staan, heeft op het einde van het jaar 1.300 euro daarvan aan koopkracht verloren.

De brave burger gaat daarom op zoek naar andere inkomsten. De immobiliënmarkt is een mogelijkheid, ook kan men een risico nemen door zelf voor ondernemer te spelen en de beurs op te gaan. Op de beurs gaan is risicovol: *you win some, you lose some*. Wie gewonnen heeft, houdt een appeltje voor de dorst over. Dat appeltje voor de dorst wordt nu verder geschild.

Er wordt een nieuwe fiscale koterij opgebouwd door 10 % meerwaardetaks te heffen op financiële activa. De belastingontvangsten op ons vermogen bedragen nu al 4,2 % van ons bbp. Enkel in Luxemburg is het 0,3 % meer, mijnheer de premier, maar daar bedraagt de belastingdruk op kapitaal amper 6 %, terwijl het hier 39,8 % is, na Frankrijk het hoogste van Europa.

We gaan er een lap op geven, we gaan er nog iets bij doen, terwijl men beter eens zou kijken naar het buitenland en naar onze OESO-partners. Van de 12 landen die een vermogensbelasting hebben ingevoerd, blijven er in Europa amper drie over: Zweden, Noorwegen en Spanje. Met 8,5 miljard euro betaalden de spaarders en de beleggers vorig jaar een recordsom aan belastingen. Op vermogen en kapitaal zijn er al 8,5 miljard euro aan belastingen betaald. De inkomsten van de roerende voorheffing, de effectentaksen en de beurstaksen stegen samen met 39 %, maar we zijn nog niet tevreden, want we zijn nog niet voldoende gepluimd. Er zal altijd een meerderheid gevonden worden om een minderheid te belasten.

Mijnheer Jambon, u bent een historicus, een beetje orangist misschien? U kent waarschijnlijk de Gouden Eeuw in Nederland en weet hoe die eindigde door belastingheffingen. Wist u dat er in

Amsterdam tijdens de Gouden Eeuw 30 belastingen werden geheven op een vis voordat die op tafel kwam? De bakker werd zelfs belast op de wind die de molen deed draaien. Daarna ging het bergafwaarts.

We krijgen een zoethoudertje: de grenzen voor de toepassing van de aanslagvoet liggen op 10 %, zoals een meerwaarde van 10 % op aandelen of een minimumparticipatie van 20 % in een onderneming. Ik zie dat eerder als een glijmiddel om de fiscale pil te moeten doorslikken. Ondernemers die risico's nemen en zichzelf geen loon uitkeren met het vooruitzicht om ooit hun aandelen te verkopen, zijn straks de pineut.

Mijnheer de kersverse minister, ik hoor u zeggen dat de uitwerking nog behoort tot de casuïstiek en ik zal er niet op ingaan. Ik hoop enkel dat de casuïstiek zo groot wordt dat we kunnen zeggen: much ado about nothing.

Waarom fulmineer ik daartegen? Ik fulmineer daartegen uit ervaring, omdat men met die nieuwe taks opnieuw de doos van Pandora zal openen. Een nieuwe fiscale koterij met ongebreidelde verhogingen in de toekomst.

Uit ervaring wantrouw ik de overheid. Laten we even 10 jaar teruggaan in de tijd, tot 2012. Toen is de roerende voorheffing vier keer gestegen: van 15 % naar 21 %, van 21 % naar 27 %, van 27 % naar 30 %. De Reynderstaks – ik zei het gisteren al – ging van 15 % naar 21 %, vervolgens naar 27 % en ten slotte naar 30 %. De Reynderstaks is een meerwaardetaks op obligaties in beleggingsfondsen. Meer nog, de drempel van het aandeel obligaties in die fondsen werd verlaagd van 40 % tot uiteindelijk 10 % om meer te kunnen belasten. De beurstaks op aandelen is gestegen van 0,15 % tot 0,35 %. De beurstaks op obligaties is gestegen van 0,07 % tot 0,12 %. De taks op de verkoop van kapitalisatiefondsen, verzekeringstaksen enzovoort ...

Nu is er een minwaarde ingezet, als zoethoudertje. Hoe men die minwaarde zal compenseren, is mij een raadsel. Ik ken mensen die fortuinen hebben verloren op de beurs. Als men minwaarden zal moeten betalen voor de catastrofes die in het verleden zijn gebeurd ... Denk maar aan Lernout & Hauspie, denk maar aan de 43 miljard euro kapitaalsvernietiging in Dexia, dat overgenomen is door de Staat, waarbij de aandeelhouders in de wind bleven staan. Heren van de katholieke zuil, herinnert u zich nog Arco en zijn 800.000 spaarders, aan wie beloofd werd dat ze vergoed zouden worden voor 1,4 miljard euro? Ze wachten nog altijd op hun geld. Ze wachten op Godot, maar vandaag zegt u dat u de minwaarden zult vereffenen als mensen geld verliezen.

Wie nog een appeltje voor de dorst heeft, houdt straks alleen een klokhuis over.

In tegenstelling tot mijn kritiek op de meerwaardebelasting, mijnheer Vermeersch, ben ik vol lof voor de rest. Ik heb alle lof voor de hervormingsplannen voor de pensioenen en de arbeidsmarkt.

Men heeft nu een nieuw boompje geplant. Weet u welke pensioenboom men 20 jaar geleden geplant heeft? Ik ben wantrouwig omdat de heer Frank Vandenbroucke ook in deze regering zit. Ik heb hem meegemaakt als minister van Pensioenen van 1999 tot 2004. Beste linkse vrienden, wat heeft hij toen uitgevonden voor de toekomst, voor de jeugd? Het Zilverfonds! Er zit geen zilverling in.

Men heeft toen met sale-and-leasebackoperaties onze meubelen en huisgerief verkocht. Ik vind het jammer dat de eerste minister weg is. Hij zou kunnen horen dat men toen ook de pensioenkas van de haven van Antwerpen leeggeroofd heeft. 5 miljard verdween er uit de pensioenkas van Belgacom. Door die roof, door het bedrog van toen, moeten wij vandaag nog steeds tot 600 miljoen per jaar ophoesten voor pensioenen.

Ik hoor u kritiek geven op het feit dat deze regering de moed heeft om een pensioenhervorming door te voeren. Dan zakt mijn broek af van schaamte. Ik vind het echt jammer dat de heer Vandenbroucke er niet is, met zijn opgestoken vingertje.

De heer Vande Lanotte was minister van Begroting ten tijde van het Zilverfonds. Vandaag betalen wij er nog steeds 600 miljoen euro per jaar voor. En dat blijft zo tot in de jaren 30. Men kan alleen bewondering hebben als iemand daar iets aan wil doen. Welnu, wij zullen er iets aan doen.

Mijnheer de premier, u hebt ook gelijk als u zegt dat de hervorming van de arbeidsmarkt op zichzelf al een staatshervorming is. De werkzaamheidsgraad in Vlaanderen bedraagt 76,6 %, in Wallonië 67,2 % en in Brussel 64,8 %.

Sedert het begin van de vivaldiperiode stegen de leeflonen met 34 %. Brussel telt 10.013 leefloners, op 96.694 kiezers, mijnheer De Smet. Bovendien zijn er 15 % SWT'ers, bruggepensioneerden, en 10,4 % werklozen. Nauwelijks 3 op de 1.000 SWT'ers gaan opnieuw aan de slag. Er zijn meer mensen in Brussel die van solidariteit leven dan er mensen solidair zijn.

De werkloosheidsgraad bedraagt in Vlaanderen nauwelijks 3,5 %, in Wallonië 8,3 % en in Brussel, zoals gezegd, 10,4 %, terwijl het EU-gemiddelde 5,9 % is. De enigen die daaronder zitten, zijn de Vlamingen. Dan is het toch logisch dat deze regering zegt, met de stok achter de deur: we gaan ervoor!

Volgens de cijfers van de RVA van enkele maanden geleden ontvangen 297.342 Belgen werkloosheidssteun van de overheid. Daarvan zitten er al 138.354 – of bijna de helft – meer dan twee jaar thuis zonder baan. Meer dan twee jaar. Is het dan geen tijd dat we nu maatregelen nemen en nog maximaal twee jaar werkloosheidssteun uitkeren?

60 % van de werklozen, collega's, woont in Wallonië of Brussel. 58 % van de uitkeringsgerechtigden is al meer dan twee jaar werkloos. Een kwart van de Brusselse werklozen staat al meer dan acht jaar aan de *dop*, mijnheer De Smet. In 2023 betaalde de overheid 4,2 miljard aan werklozensteun.

Nu komt er eindelijk ook een beloftevol migratieplan om de invoer te stoppen van gelukszoekers uit de derde wereld, die hier een vierde wereld creëren. 40 % van onze leeflonen gaat naar niet-EU-Belgen. De criminaliteitscijfers – we hebben er daarnet over gesproken – liggen in dezelfde lijn. De werkzaamheidsgraad van niet-EU-migranten is met 50,6 % de laagste van Europa. Het EU-gemiddelde is nauwelijks 63 %. In Slowakije bedraagt die werkzaamheidsgraad 80 % en in Hongarije 70 %.

Met bijna 529.000 langdurig zieken zou men denken dat heel ons land aan het infuus ligt. Dit, beste collega's, moet stoppen om ons land opnieuw gezond te maken.

Premier, het is een uitdaging. Om een werkzaamheidsgraad van 80 % te bereiken moeten er elk jaar 102.000 mensen meer aan de slag gaan. Als we in het Waalse en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest echter jaarlijks 78.000 mensen aan het werk krijgen, dan is er al een staatshervorming, zoals u zegt, en zijn de sociale zekerheid en de pensioenhervorming gered.

Ik zal besluiten, collega's, met iets totaal anders. Ik blijf immers op mijn hoede voor de surveillancestaat.

01.297 **Éric Thiébaud** (PS): Monsieur Dedecker, comme vous allez conclure, je profite de votre présence pour vous poser une question. Vous êtes bourgmestre de Middelkerke depuis déjà un certain temps, me semble-t-il. Middelkerke se situe à environ 20 km de Jabbeke. Avant 2019, il y avait une caserne de protection civile à pratiquement 10 à 15 minutes de votre commune. Si une catastrophe survenait, vous pouviez faire appel à cette protection civile. Or, depuis 2019, il y a eu la réforme du ministre Jambon, qui est de retour dans le gouvernement. Nous sommes passés de six casernes qui couvraient l'ensemble du territoire belge, à deux casernes. Lorsqu'aujourd'hui, un problème nécessite l'intervention de la protection civile, vous devez faire appel à la caserne de Brasschaat, située à 150 km de chez vous. À mon avis, c'est à plus de deux heures de route. Vous devez donc attendre longtemps avant que les secours de la protection civile n'arrivent.

J'ai lu dans l'accord de gouvernement qu'il est question – mais ce n'est pas très clair – d'un redéploiement de la protection civile dans notre pays. Je voudrais donc savoir si vous soutiendrez, avec tout le poids politique dont vous bénéficiez dans le Nord du pays, le redéploiement de la protection civile, et si vous soutiendrez, par exemple, le retour d'une caserne près de chez vous, pour protéger les citoyens de votre commune.

Ces derniers mois, nous avons vu que les problèmes d'inondations, notamment sur tout le territoire côtier, comme en France, étaient assez aigus. Je souhaite simplement savoir si vous soutiendrez ce redéploiement.

01.298 **Jean-Marie Dedecker** (ONAFH): Collega, die herstructurering is volgens mij een dringender

probleem dan dit. We hebben de brandweershervorming gehad. Er zijn nu brandweerzones, waarvan de kosten door het plafond gaan. Veel van die brandweerzones hebben de werking van de civiele bescherming overgenomen. In mijn eigen gemeente zijn de kosten in tien jaar tijd verviervoudigd.

Mijnheer de minister van Binnenlandse Zaken, ik ben de eerste om te zeggen dat we daar iets aan moeten doen en dat we de gemeenten moeten herfinancieren. Dat is echter een detail in het geheel. Met de civiele bescherming, de brandweer én de politie moeten we zelfs naar één enkele zone evolueren. Ik heb er ooit voor geijverd om van de kustzone één veiligheidszone te maken, mét brandweer, mét politie, die allemaal op dezelfde problematiek werken. Toch denk ik niet dat dat een punt is. Het moet wel bediscussieerbaar zijn, want alle gemeenten kreunen onder de kosten van de brandweer en de veiligheid. In de toekomst maken we er dus beter één zone van, met het oog op meer veiligheid.

01.299 **Éric Thiébaud** (PS): À chaque fois, on nous parle de fusion. Vous avez dit aussi que les coûts avaient explosé. À chaque fusion, que constate-t-on? Que finalement les coûts explosent. Vous pouvez demander à tous les bourgmestres du pays, les services de sécurité civile coûtent beaucoup plus cher depuis la réforme de la sécurité civile et depuis la fusion de toutes les casernes. J'ai aussi connu la fusion des polices et la réforme des polices. La police coûte plus cher qu'avant. À chaque fusion, on pense que nous allons faire des économies et, à chaque fois, cela coûte plus cher. J'ai bien peur qu'à un moment donné, une fusion des zones soit imposée à Bruxelles et qu'on nous dise "maintenant que c'est fusionné, cela doit coûter moins cher" et que la police de Bruxelles sera moins financée. Croyez bien que nous y serons attentifs.

01.300 **Jean-Marie Dedecker** (ONAFH): Wat Brussel betreft, kan ik heel kort zijn: slechter kan het niet. Fusies kunnen problemen opleveren, want fusies gebeuren meestal op politiek vlak, terwijl het nu om een fusie op structureel vlak gaat. In dat opzicht kunnen ook onkosten een probleem vormen, maar dat is volgens mij een ander, namelijk een regionaal probleem. Ook op Vlaams niveau heeft men de regiovorming uitgevonden, maar ik hoop dat dat nog teruggedraaid wordt.

Mijnheer de voorzitter, ik sluit mijn betoog af, misschien met een detail. Ik ben libertair en ik blijf op mijn hoede voor onze surveillancestaat. Ik ben op mijn hoede voor het linkse opgestoken vingertje, voor de rode keizers-kosters die onze levensvreugde steeds meer bederven. Van leven gaat men dood, beste vrienden. Ik wantrouw lui die al dronken worden van een glas water, die het roken op buitenterrassen verbieden en die pleiten voor een verdoken rijbewijs met punten. Na acht boetes moet men straks voor de rechter verschijnen en wordt men waarschijnlijk te voet gesteld. Dat is heel slecht voor de hardwerkende Vlaming. In dit land worden meer flitspalen dan laadpalen geplaatst.

Mijnheer de premier, ik zal uw regeerakkoord goedkeuren, met veel plezier, en ik doe dat met heel mijn fractie.

De **voorzitter**: Collega's, daarmee zijn we reeds aan het einde van de redevoeringen in de algemene bespreking. We houden nu *une pause technique* van tien minuten om enkele machines herop te starten. De premier zal over tien minuten zijn antwoord brengen.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 6 februari 2025 om 13.10 uur.
La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 6 février 2025 à 13 h 10.

De vergadering wordt gesloten om 13.00 uur.
La séance est levée à 13 h 00.

Dit verslag heeft geen bijlage.

Ce compte rendu n'a pas d'annexe.